

DÉMOCRATIE *À LA RUSSE*

*POUVOIR ET CONTRE-POUVOIR
EN RUSSIE POST-SOVIETIQUE*

par Jean-Robert Raviot

Maître de conférences à l'Université de Paris-X Nanterre
et à Sciences-Po Paris

Pour Taline

Je remercie tous ceux qui ont eu la gentillesse de relire tout ou partie de cet ouvrage
et de contribuer à l'enrichir par leurs remarques, conseils et suggestions.
Toute ma gratitude va à mes collègues du Département des études slaves de l'Université Paris-X
pour leur amical soutien, et tout particulièrement
Anne Boulanger, Armelle Groppo, Yves Hamant et Sergueï Sakhno.

PROLOGUE

Programme du Parti russe des retraités 17 mai 2003

Dans la Russie d'aujourd'hui, la *nomenklatura* au pouvoir engendre une démocratie administrée, un « régime du mensonge » qui se maintient au moyen d'élections soi-disant libres. Néanmoins, les élections constituent un danger énorme pour la *nomenklatura*. Les élections mobilisent les citoyens pour la défense de leurs intérêts et de leurs droits. Les élections sont la meilleure école pour l'apprentissage de la citoyenneté et constituent un des principaux leviers de contrôle de la bureaucratie d'Etat.

Sur cent millions d'électeurs russes, près de quarante millions sont des retraités. Et puisque les retraités sont les électeurs les plus actifs et les plus disciplinés, ce sont leurs voix qui déterminent en grande partie le résultat des élections. La démocratie administrée se maintient grâce aux voix des retraités. Ce qui veut dire aussi que les retraités peuvent mettre un terme à ce régime une bonne fois pour toutes. Le temps est venu de montrer au pouvoir que la génération des aînés russes ne se soumet pas au mensonge, à la manipulation et à la démagogie et se tient prête à défendre ses droits.

L'arsenal utilisé par la *nomenklatura* pour tromper les retraités est bien connu, et depuis fort longtemps. Tout d'abord, la *nomenklatura* tire profit des qualités de l'ancienne génération : son amour de la Patrie, son respect envers l'Etat et sa capacité à faire tous les sacrifices nécessaires au nom de sa grandeur et de sa puissance de notre pays. Ce sont les qualités mêmes de la génération des aînés qui la desservent dans le monde d'aujourd'hui : son respect traditionnel du pouvoir, sa foi naïve en un « bon Tsar », sa préférence presque génétique allant au « chef » qui prend les bonnes et sages décisions. Dans sa soif de pouvoir, le nouveau contingent de la *nomenklatura* met en avant une nouvelle idéologie officielle, comme d'habitude proclamée comme la seule et unique à être dans le vrai - qui nous mènera sans aucun doute une fois de plus vers l'« avenir radieux » ! - et au nom de laquelle on nous appelle à de nouveaux sacrifices. Quant à la *nomenklatura*, elle ne consent pour elle-même à aucun sacrifice : la main plongée dans la mangeoire que constituent les caisses de l'Etat, elle est tout occupée à s'assurer un « présent radieux », ici et maintenant.

Source : Programme du Parti des retraités, traduit et adapté par Jean-Robert Raviot

INTRODUCTION

« Tous les quatre ans, le pouvoir doit aimer son peuple »¹.

Le système politique de la Russie des années 2000 s'apparente-t-il à une « démocratie Potemkine » masquant à peine la réalité « d'une oligarchie semi-autoritaire »² ? Au début du XX^{ème} siècle déjà, Max Weber qualifiait de « pseudo-démocratie » l'entreprise de libéralisation politique de l'autocratie impériale menée au lendemain de la révolution de 1905 et de l'humiliante défaite militaire russe face au Japon³. Il n'y a toutefois guère de symétrie entre le parlementarisme balbutiant de la fin de l'Empire et la démocratie présidentielle post-soviétique. Pour la première fois de son histoire, le plus vaste Etat du monde vit sous l'empire d'une Constitution (adoptée le 12 décembre 1993 par référendum) en vertu de laquelle le peuple souverain élit tous les quatre ans au suffrage universel direct un Président et une assemblée législative, la Douma d'Etat. Si les institutions de la Fédération de Russie et les principes qui les fondent sont désormais conformes au « modèle occidental », les mentalités et les pratiques propres aux acteurs de son système politique ne semblent pas satisfaire aux critères de la démocratie tels qu'ils sont définis par une sorte de consensus implicite dans les Etats de l'axe euro-atlantique qui s'en tiennent pour dépositaires. Il y aurait en Russie « trop peu de démocrates pour faire une vraie démocratie »⁴...

La question démocratique est un enjeu majeur des rapports de force internationaux de l'après-guerre froide. L'appartenance au club des démocraties dites libérales ou, à défaut, l'engagement pris par leurs dirigeants de se conformer aux principales exigences du modèle occidental, conditionne le rang de tous les Etats du monde au sein de la « communauté internationale », voire l'octroi de certains avantages économiques ou encore l'insertion dans les réseaux de coopération scientifique et technique. Dès lors, tous les Etats du globe revendiquent la précieuse qualité de démocratie. Par un effet classique d'hétérotélie provoqué par son expansion planétaire, la démocratie libérale a généré, au cours des vingt dernières

¹ Vladimir Litvinenko, recteur de l'Institut des mines de Saint-Petersbourg et chef du QG de campagne de Vladimir Poutine dans la « capitale du Nord », cité par *Itoqui*, n°6, 2004, p. 17.

² Holmes, S., « Potemkin Democracy » in Rabb, T. K. et Suleiman, E. N. (dir.), *The Making and Unmaking of Democracy: Lessons from History and World Politics*, Londres, Routledge, 2002, pp. 109-133.

³ Weber, M., « Le passage de la Russie à un pseudo-constitutionnalisme », *Cœuvres politiques*, Paris, Albin Michel, 2006, pp. 180-250.

⁴ McFaul, M., Colton, T. J., « Russian Democracy Under Putin », *Problems of Post-Communism*, vol. 50, n°4, 2003, pp. 12-21.

années, une multitude de « démocraties illibérales » qui « combinent des institutions plus ou moins démocratiquement élues avec un pouvoir oligarchique aux pratiques non-démocratiques, voire autoritaires »⁵. Il est donc désormais impératif de dissocier, dans l'analyse, la démocratie de sa matrice occidentale et libérale. Le lien établi par le libéralisme politique entre démocratie et « Etat de droit » ne va plus de soi et les frontières traditionnelles entre démocratie et autoritarisme sont devenues poreuses. Plus elle s'universalise, plus la démocratie se décline en une grande variété de configurations politiques et institutionnelles⁶. Dans le même temps, les systèmes politiques « de référence », ceux des pays occidentaux, semblent glisser, eux aussi, et à des degrés divers, vers un certain « illibéralisme » qui n'est pas sans évoquer le despotisme démocratique annoncé par Tocqueville dès le milieu du XIX^{ème} siècle⁷. Ironie de l'histoire, c'est à l'heure de sa victoire sur la dernière idéocratie totalitaire à prétention universaliste⁸ que la démocratie libérale semble se retourner « contre elle-même » et « saper ses propres bases »⁹. En ce temps de confusion des modèles, d'hybridation des régimes et de profonde remise en question des typologies établies de la comparaison des systèmes politiques, le choix s'impose de s'abstenir de toute finalité téléologique. Il convient d'étudier la démocratie russe « de l'intérieur » et d'en restituer la trajectoire plutôt que de chercher à évaluer les progrès ou les reculs de la Russie dans son hypothétique « transition démocratique »¹⁰.

Après la chute de l'URSS en 1991, l'alignement sur le modèle politique occidental apparaissait aux dirigeants de la nouvelle Russie comme allant naturellement de pair avec l'édification d'une économie de marché, étroitement conditionnée au soutien des chancelleries et des bailleurs de fonds occidentaux. Cette conversion à la démocratie était de surcroît légitimée par le vœu, très largement exprimé dans toutes les couches de la société, exaspérée par les attermoissements et les impasses des réformes conduites par Gorbatchev, d'un retour du pays à la « normalité » dont elle fournissait en quelque sorte un itinéraire balisé. Quinze ans

⁵ Zakaria, F., *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux Etats-Unis et dans le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003 (éd. orig. New York, 2003), p. 19.

⁶ Amartya Sen définit la démocratie comme un ensemble de valeurs qui se déclinent différemment selon les cultures. Voir « Democracy as a Universal Value », *Journal of Democracy*, vol. 10, n°3, 1999, pp. 3-17.

⁷ Tocqueville, A. (de), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Vrin, 1990 (1^{ère} éd. Paris, 1846), 2 vol., 338 et 359 p.

⁸ Fukuyama, F., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 451 p.

⁹ Gauchet, M., *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, 385 p.

¹⁰ Pour une critique de la « transitologie », voir l'article de référence de Valerie Bunce, « Should Transitologists Be Grounded ? », *Slavic Review*, vol. 54, n°1, pp. 111-127.

plus tard, cette entreprise a donné lieu à l'avènement d'une démocratie présidentielle semi-directe peu conforme au parlementarisme qui a servi de matrice à la démocratie occidentale, libérale et représentative. Le Président est la colonne vertébrale du système politique russe et son élection rythme le calendrier électoral. La succession au Kremlin constitue l'enjeu décisif de la vie politique russe. Chef de l'Etat, le Président est aussi, dans la pratique, le chef de l'exécutif. Si la lettre de la Constitution de 1993 laisse entrevoir un système mixte comparable à celui de la V^{ème} République¹¹, la pratique des quinze dernières années donne à voir un système politique qui n'est semi-parlementaire que sur le papier. Ainsi, le chef du gouvernement, désigné par le Président, n'émane pas de la majorité politique représentée à la Douma, qui doit pourtant confirmer sa nomination. Le Premier ministre, qui s'apparente à un puissant chef de cabinet au profil de technocrate, n'a de poids politique que dans la mesure où le chef de l'Etat veut bien lui en concéder. Il faut rappeler que l'affirmation par le Président du primat de sa primauté politique sur le Parlement est à l'origine du nouveau régime. En septembre 1993, Boris Eltsine a résolu le conflit qui l'opposait au Soviet suprême, qui avait conduit la Russie à une dyarchie de fait, en prononçant la dissolution de ce dernier, puis en ordonnant la dispersion par la force, au tout début d'octobre, des députés qui s'opposaient à cette mesure jugée anticonstitutionnelle. En prenant cette décision, le premier Président russe a-t-il étouffé l'embryon d'une vraie démocratie, représentative, faisant la part belle à un pluralisme politique animé par des partis politiques forts et bien ancrés dans le corps social¹² ? Il ne faut pas perdre de vue que dans la Russie post-soviétique, le désenchantement démocratique a été concomitant de la démocratisation du système politique. Associée aux réformes économiques socialement très coûteuses conduites par des « démocrates »¹³ qui n'ont jamais réussi à gagner les faveurs de l'électorat, la démocratie s'est rapidement démonétisée, au point d'être souvent tournée en dérision et appelée « merdocratie » (*dermokratiia*), qui désigne un système avant tout caractérisé par ses dérives.

¹¹ Gazier, A., « L'évolution des institutions politiques de la Russie et des autres Etats européens de la CEI depuis la perestroïka » in Colas, D. (dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris, PUF, 2002, pp. 133-226.

¹² Comme l'écrit Viktor Cheïnis dans l'introduction de son ouvrage de référence sur l'histoire politique de cette période, *Vzlet i padenie Parlamenta: perelomnye gody v rossiïskoï politike (1985-1993)*, Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, 2 vol., 701 et 769 p.

¹³ Lukin, A. V., *The Political Culture of the Russian Democrats*, Oxford University Press, 2000, 336 p. Voir aussi du même auteur « Demokratizatsiia ili klanizatsiia ? Evolioutsiia vzgliadov zapadnykh issledovatelei na peremeny v Rossii », *Polis*, n°3, 2000, pp. 61-79.

Tout au long de ses deux mandats à la présidence, Vladimir Poutine a bénéficié d'une popularité mesurée par de multiples enquêtes d'opinion qui, toutes unanimes, établissent sa cote de confiance aux alentours de 70%. Élu en 2000 et réélu en 2004 dès le premier tour, le Président russe a suscité un véritable vote d'allégeance qui contraste vivement avec le discrédit jeté par l'opinion publique sur les élites et les institutions politiques dans leur ensemble. Expression de l'attachement d'une grande partie de l'électorat à la personne de Vladimir Poutine, cette allégeance n'est en rien le synonyme d'une adhésion au système politique, bien au contraire. La confiance accordée au Président ou à certains dirigeants régionaux ou locaux qui ont su susciter le même type de dynamique plébiscitaire en leur faveur ne renforce donc pas la légitimité du système politique. Cette défiance des Russes à l'égard de l'« officiel » s'accompagne d'un profond « athéisme démocratique ». Le regard occidental, et en particulier français, qui tend à sacraliser le suffrage universel et la citoyenneté, reste prisonnier d'une culture politique qui postule que le vote exprime un choix fondé sur des convictions politiques et saisit assez mal le sens que revêt le suffrage universel dans un contexte post-totalitaire. Le soutien apporté par la majorité des citoyens russes à un mécanisme de dévolution très personnalisée du pouvoir n'est pas l'expression faussée, contrainte, ou encore archaïque de la volonté d'un *demos* implicitement considéré comme civiquement immature. « L'électeur russe », a-t-on pu écrire, « n'est pas encore un citoyen »¹⁴... Il est impératif de s'éloigner des approches inspirées par les théories du contrat social pour montrer en quoi, contrairement aux idées reçues, l'électeur russe n'est pas dépourvu, loin de là, de maturité civique.

Qualifiée par Vladimir Poutine de « plus grande catastrophe géopolitique du siècle », la chute de l'URSS a provoqué le démantèlement de l'édifice politique et administratif existant. Cette crise politique a profondément bouleversé les circuits établis de la circulation de ces ressources qui composent cet assemblage composite que l'on nomme le pouvoir. L'avènement de la démocratie en Russie participe d'une véritable révolution politique, au sens où Charles Tilly a défini cette notion comme « un cycle historique complet (qui) va de la disparition de la souveraineté et de l'hégémonie (des autorités en place) à leur rétablissement sous une direction

¹⁴ Mendras, M., « La préférence pour le flou. Pourquoi la construction d'un régime démocratique n'est pas la priorité des Russes », *Le Débat*, novembre-décembre 1999, p. 40.

nouvelle *via* une période de lutte »¹⁵. Dans ce contexte, la démocratie doit être définie comme l'ensemble des moyens mis à la disposition des dirigeants pour construire la légitimité qui leur permettra de rassembler les ressources indispensables au « rétablissement de l'hégémonie » du nouvel Etat russe. Dans les années 1990, on a assisté à la recomposition de l'Etat autour de pôles de pouvoir articulés autour des administrations régionales et de leurs chefs, les gouverneurs et Présidents des républiques, tous élus au suffrage universel, d'une part, et de l'institution présidentielle, d'autre part. Cette reconstruction de la pyramide des allégeances est marquée du sceau d'une dynamique clientéliste qui tend vers l'agrégation d'un maximum de ressources - économiques et financières, médiatiques et, surtout, ressource administrative - par les chefs des exécutifs. C'est ainsi que se constituent progressivement les « partis du pouvoir » (*partii vlasti*) qui vont orienter en leur faveur les mécanismes de la démocratie post-soviétique et les réseaux du capitalisme post-collectiviste. Cette configuration quasi-monopolistique du pouvoir a engendré ce que l'on appelle la démocratie dirigée ou administrée (*oupravliaïemaïa demokratiïa*). Ce terme renvoie à une démocratie orchestrée par les administrations - municipales, régionales ou présidentielle - dont l'objectif n'est pas de représenter les différents partis politiques ou groupes sociaux, mais de répondre *hic et nunc* à l'impératif de légitimité des dirigeants dans le contexte d'instabilité des institutions et d'imprévisibilité presque chronique du contexte politique et économique russe des années 1990. En Russie, la démocratie, pourrait-on dire, cela sert d'abord à faire élire les dirigeants.

Vladimir Poutine a fait de la « stabilisation » le maître mot d'un vocabulaire officiel qui a réintroduit le volontarisme politique. En 2000, l'heure a sonné du « rétablissement de la verticale du pouvoir » et de l'instauration de la « dictature de la loi ». Pendant huit ans, le Président a procédé à une recentralisation du pouvoir qui se traduit par une recentralisation de ce que l'on pourrait appeler, pour plagier le jargon en vogue en Russie, la « ressource démocratique », c'est-à-dire les moyens offerts aux dirigeants par la démocratie électorale pour consolider leur statut et leur pouvoir. La démocratie russe est de plus en plus administrée par le Kremlin, par le truchement du parti pro-présidentiel Russie Unie (*Edinaïa Rossiïa*), fondé en 2001, élément clef du dispositif de la reconstitution de la verticale de l'autorité politique. Cette formation comptait officiellement, fin 2006, plus d'un million d'adhérents. Elle

¹⁵ Tilly, C., *Les révolutions européennes 1492-1992*, Paris, Seuil, 1993, p. 31.

dispose en outre, depuis 2004, d'une majorité de plus des deux tiers à la Douma d'Etat. Enfin, les élections régionales et locales qui se sont déroulées depuis 2004 lui ont apporté des majorités écrasantes dans un grand nombre d'assemblées municipales ou régionales. L'emprise croissante de *Russie Unie* sur les institutions politiques est souvent comparée à un retour vers le système soviétique, caractérisé notamment par le monopole d'un seul parti, le PCUS, sur le pouvoir¹⁶. Il faut d'abord y voir le résultat de la volonté du chef de l'Etat de pérenniser le système politique en institutionnalisant dans une structure partisane la légitimité qu'il a capitalisée à titre personnel. Depuis la « révolution orange » intervenue en Ukraine en 2004, l'absence d'une opposition politique en Russie est perçue comme une faiblesse par le Kremlin. Conséquence logique d'une démocratie administrée, l'absence d'un système pluripartisan organisé autour de plusieurs grandes formations politiques fait obstacle à la possibilité d'une alternance au pouvoir, limite majeure de la démocratie russe. Vladislav Sourkov, chef-adjoint de l'administration présidentielle et principal idéologue de Russie Unie, a largement contribué à l'adoption, entre 2004 et 2006, d'un arsenal législatif sur les partis politiques qui vise à susciter l'émergence d'un véritable système de partis en Russie. Dans le même temps, Sourkov a théorisé le modèle démocratique russe en élaborant le concept de « démocratie souveraine » (*souverennaïa demokratiia*). Ainsi, la démocratie russe ne vise pas tant à être représentative que constructive : « la démocratie au service de la reconstruction de la souveraineté nationale » et de la puissance¹⁷. Dans un ouvrage qui a reçu l'imprimatur des conseillers politiques du Président russe, Alexeï Tchadaïev, a apporté sa pierre à l'édifice de la « démocratie souveraine » qui, par contraste avec un modèle politique libéral qu'il juge comme « peu adapté aux réalités de la globalisation » - la démocratie ne saurait se limiter « à l'organisation périodique d'élections au suffrage universel », à la « comédie des partis et des lobbies » ou « au simulacre du changement de pouvoir tous les quatre ans » - met le suffrage universel « au service de la consolidation de l'Etat »¹⁸...

Vingt ans après la fin de la guerre froide, le continent européen est-il de nouveau la proie d'une division entre deux modèles, l'un promu par la Russie et l'autre par l'Union européenne ? Force est de constater que les élites russes et celles

¹⁶ Wegren, S. K. et Konitzer, A., « Prospects for Managed Democracy in Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 59, n°6, 2007, pp. 1025-1047.

¹⁷ Sourkov, V., « Nacha rossiiskaïa model' demokratii nazyvaetsia souverennoï demokratiei », 7 février 2006, publié sur le site internet du parti Russie Unie : <http://www.er.ru/news.html?id=111148>.

¹⁸ Tchadaïev, A., *Poutine: ego ideologiia*, Moscou, Evropa, 2006, pp. 45-47.

des pays de l'Union européenne ne parlent pas le même langage politique. Un observateur a noté que le dialogue entre la Russie et les pays de l'Union européenne est un dialogue de sourds entre les promoteurs, européens, d'un « Etat post-moderne » et d'une « démocratie post-nationale » en quête d'un ordre politique transnational et post-étatique fondé sur les droits de l'homme et les tenants, russes, du réalisme le plus classique, attachés à un modèle politique fondé sur la souveraineté de l'Etat et considérant la construction européenne comme une utopie vouée à terme au même destin que l'Union soviétique¹⁹... Au-delà des divergences idéologiques et du mépris réciproque que la « démocratie des autres » semble aujourd'hui inspirer de part et d'autre, les « modèles » russe et européen ont de nombreux points de convergence. Dans les systèmes politiques post-soviétiques, la démocratie est parfois décrite comme presque exclusivement virtuelle, tant elle s'apparenterait à un spectacle entretenu par les « technologies politiques »²⁰. Cette « virtualisation » de la démocratie n'est-elle pas également à l'œuvre dans les démocraties occidentales ? De part et d'autre de l'ancien rideau de fer, les acteurs politiques répondent à la désaffection des citoyens à l'égard des élites, des partis et des idéologies politiques qui se traduit notamment par un abstentionnisme électoral partout en hausse constante. Des politiques du charisme, de plus en plus sophistiquées, transforment la vie politique en un feuilleton télévisé à épisodes. Les dirigeants politiques deviennent des acteurs et le pouvoir apparaît comme de plus en plus enchâssé dans la personnalité même de ces derniers. Les arguments échangés dans ce qu'il est convenu d'appeler le débat public, simplifié à l'extrême, n'ont qu'une influence indirecte et sporadique sur la délibération politique, qui s'opère le plus souvent en coulisses, par l'intermédiaire de groupes de pression plus ou moins institutionnalisés²¹. Dans ces conditions, un strict réalisme s'impose, à moins de verser dans une approche normative qui s'appuierait sur une démocratie idéalisée ou idéologisée, en d'autres termes désincarnée. La démocratie, comme l'écrivait si bien Robert Michels au tout début du XX^{ème} siècle, est un système politique qui repose « sur la capacité de l'aristocratie dirigeante à persuader la majorité » et, ce faisant, sur le talent de l' « oligarchie » à inventer les méthodes adéquates et les instruments les

¹⁹ Krastev, I., « Un défi existentiel lancé à l'Europe », *Courrier international*, n°880, 13-19 septembre 2007, p. 37. Sur la « démocratie post-nationale », voir l'ouvrage de référence de Jürgen Habermas, *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000, 149 p.

²⁰ Ce terme issu du vocabulaire post-soviétique recouvre l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler la communication politique. Voir l'étude de Wilson, A., *Virtual Politics : Faking Democracy in the Post-Soviet World*, Yale University Press, 2005, 332 p.

²¹ Pour une réflexion d'ensemble, voir Hermet, G., *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007, 229 p.

plus prompts à emporter l'adhésion et le consentement²². C'est dans cette perspective qu'il faut tenter de mettre à jour les ressorts de la démocratie russe d'aujourd'hui.

²² Michels, R., *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971 (éd. orig. Leipzig, 1911), pp. 221-222.

CHAPITRE 1

LA DEMOCRATIE PLEBISCITAIRE D'ELTSINE A POUTINE

*« La forme démocratique d'organisation de la société
est la plus efficace dans le monde d'aujourd'hui,
mais la démocratie n'est pas un article d'exportation.
Dès qu'elle devient l'objet d'une tentative d'exportation,
elle devient un instrument de domination »²³.*
Vladimir Poutine, 27 avril 2005

Dans les circonstances de la crise politique du début des années 1990, la jeune démocratie post-soviétique s'est d'abord vue assigner la tâche de répondre à un impératif majeur : produire la légitimité des nouveaux chefs des exécutifs et, en premier lieu, celle du premier d'entre eux, le Président. Tout au long des années 1990, des pôles de pouvoir se sont formés, agrégeant à chaque niveau territorial les ressources administratives, politiques, économiques et médiatiques nécessaires à l'élection des dirigeants politiques. Ces « partis du pouvoir » formaient, à la fin de la décennie, un véritable maillage oligopolistique du jeu politique russe. Sous la houlette de Vladimir Poutine, l'oligopole s'est peu à peu transformé en un quasi-monopole du « parti du pouvoir » dirigé par le Kremlin. C'est pourquoi la démocratie post-soviétique peut être aujourd'hui qualifiée de « démocratie dirigée », ou « administrée » (*oupravliaemaïa demokratiïa*). L'élection et la réélection de Vladimir Poutine à la présidence en 2000 et 2004 ainsi que la progression électorale du parti pro-présidentiel *Russie Unie* - qui affichait plus d'un million et demi d'adhérents à la veille des élections législatives de décembre 2007 - témoignent de l'incontestable légitimité de cette démocratie à la russe, une démocratie illibérale peu conforme aux canons d'un modèle occidental qui, par ailleurs, est aujourd'hui battu en brèche dans les démocraties occidentales qui constituent pourtant son berceau. La démocratie russe repose en premier lieu sur un vote d'allégeance au Président sortant et à la formation politique qui le soutient, stimulé par une demande sociale de sécurité en augmentation dans tous les domaines. Faute d'une opposition politique structurée et organisée, ce sont la protestation et l'esquive (l'abstention électorale, notamment) qui viennent contrer la logique de l'allégeance, à telle enseigne que le « vote contre tous », originalité du dispositif électoral post-soviétique qui permettait jusqu'à récemment à l'électeur russe de voir son vote protestataire - « je vote contre tous les candidats » - reconnu et validé dans le décompte des résultats. La dynamique

²³ Discours de Vladimir Poutine prononcé à l'occasion de la visite en Russie du Président égyptien Hosni Moubarak. *Diplomaticheskii Vestnik*, n°5, 2005, p. 7.

plébiscitaire de la démocratie russe entrave l'émergence d'un mécanisme d'alternance au pouvoir de grandes coalitions politiques et conditionne cette alternance à l'enclenchement d'une dynamique protestataire autour d'un « contre-parti du pouvoir » conduit par une personnalité charismatique, comme l'illustrent les « révolutions de couleur » survenues dans plusieurs Etats post-soviétiques, et en particulier la « révolution orange » en Ukraine (2004). Cette dynamique plébiscitaire fait obstacle à l'instauration d'un mécanisme d'alternance entre une majorité et une opposition institutionnalisées : c'est d'abord en cela - plus que dans un moindre degré de pluralisme - que la démocratie à la russe se distingue aujourd'hui du modèle occidental. En appelant de leurs vœux l'avènement d'un bipartisme en Russie, Vladimir Poutine et ses conseillers indiquent leur volonté de « normaliser » la démocratie post-soviétique, un modèle unipolaire dont la fragilité leur est apparue dans toute son ampleur à la faveur de la « révolution orange ».

Démocratie à la russe et modèle occidental

Après la chute de l'URSS, tous les dirigeants des Etats post-soviétiques, ou presque, ont ouvert le chantier de la « transition démocratique » sur le terrain constitutionnel, s'engageant à bâtir de nouvelles institutions politiques sur le modèle occidental. Ainsi, les Constitutions post-soviétiques adoptées dans les années 1990 consacrent, pour la majorité d'entre elles, les grands principes politiques qui caractérisent le « modèle occidental » : la séparation des pouvoirs, les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'homme et la protection judiciaire de ces derniers, le pluralisme politique et les élections libres. Bien plus que la souveraineté populaire, c'est-à-dire la démocratie *stricto sensu*, ce sont ces principes qui constituent le socle de ce modèle politique occidental, souvent qualifié de « démocratie libérale »²⁴. Citant Montesquieu, Victor Leontovitch, dans son ouvrage sur le libéralisme en Russie, a bien montré que le combat des libéraux russes au XIX^{ème} siècle fut un travail patient et persévérant de bornage par le droit des prérogatives, par essence illimitées, de l'Etat autocratique de droit divin²⁵. En ce début du XXI^{ème} siècle, c'est l'Etat de droit qui est la matrice du « modèle occidental » telle qu'il est

²⁴ Selon la définition donnée par Serge Bernstein : « un régime politique électif fondé sur le principe de l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs ». Bernstein, S. (dir.), *La démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998, pp. 1-9. L'auteur prend bien soin d'évacuer le suffrage universel de la définition qu'il donne de la « démocratie libérale ».

²⁵ Leontovitch, V., *Histoire du libéralisme en Russie*, Paris, Fayard, 1979 (1^{ère} édition Francfort-sur-le-Main 1957), 479 p.

défini, de manière plus ou moins explicite, par les organisations, gouvernementales ou non, qui le promeuvent. Le chapitre « Russie » du rapport annuel de l'ONG *Human Rights Watch* pour 2006 est à cet égard significatif. La Fédération de Russie y est décrite comme un « pays fermé et autoritaire » où « de nombreux droits fondamentaux sont ouvertement bafoués » et la démocratie « entravée par la forte censure étatique sur les médias »²⁶. Faisant état d'une conception plus restrictive encore du « modèle occidental », allant jusqu'à reléguer les procédures démocratiques de désignation des dirigeants au rang de critères secondaires, l'« échelle des libertés » établie chaque année par l'ONG *Freedom House* classe la Russie parmi les pays « non-libres », au côté d'Etats qui, telle la Corée du Nord, Cuba, la Chine ou l'Arabie Saoudite, ont banni tout pluralisme idéologique et électoral²⁷. Mis en sourdine sous la présidence Eltsine, à l'heure du soutien de l'Occident au processus de réformes économiques²⁸, le non-respect des droits de l'homme est de nouveau inscrit en bonne place au chapitre des récriminations officielles à l'encontre de la Russie dans le discours de bon nombre de dirigeants politiques occidentaux. Cette inflexion politique, à tout le moins du discours officiel, semble à certains égards renouer avec le ton adopté par Washington au cours du premier mandat de Ronald Reagan à la présidence (1980-1984). C'est à l'heure du refroidissement des relations Est-Ouest après la détente des années 1970 que la référence à la démocratie comme « ensemble de valeurs universelles et intangibles » était devenue une « arme dans la guerre idéologique entre le camp soviétique et le “monde libre” »²⁹. Au-delà du langage, on observe une certaine continuité des méthodes et des ressources : la politique de « promotion de la démocratie » (*Democracy Promotion*) de la première décennie 2000 trouve bien son origine dans celle du début des années 1980. Les mêmes institutions sont à l'œuvre, tel le *National Endowment for Democracy*, une fondation publique créée en 1983³⁰. La démocratie ainsi promue s'apparente à un corpus de directives réputées non contraignantes (*guidelines*) édictées par les Etats-Unis afin d'appuyer les entreprises de démocratisation. La « promotion de la démocratie » consiste à propager les idées libérales et, ce faisant, à susciter et à soutenir les forces politiques, économiques et

²⁶ Voir le site internet de cette organisation : <http://www.hrw.org>.

²⁷ Voir la « carte des libertés dans le monde » en 2006: <http://www.freedomhouse.org>.

²⁸ Sur ce point, Cohen, S. F., *Failed Crusade: America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York, Norton & Norton, 2001, 347 p.

²⁹ Cox, M., Ikenberry G. J., Inoguchi T. (dir.), *American Democracy Promotion: Impulses, Strategies and Impacts*, Oxford University Press, 2000, p. 17.

³⁰ Carothers, T., *In the Name of Democracy: US Policy toward Latin America in the Reagan Years*, Berkeley, University of California Press, 1991, 309 p.

sociales favorables aux Etats-Unis. Depuis ses origines, cette politique ne vise pas tant au renversement de tel ou tel régime qu'à exercer une influence décisive sur les « champs psychologiques »³¹ de la guerre de l'information en déterminant le classement d'un pays donné dans la catégorie des « bons » ou des « mauvais » régimes, « démocratiques » ou « autoritaires », voire « totalitaires ». Les normes américaines affichent un objectif politique clairement énoncé. Ainsi, le préambule du *Russian Democracy Act* adopté par le Congrès des Etats-Unis en octobre 2002 affirme que l'objectif de ce texte est de « faire évoluer les données de la politique intérieure russe dans le sens de la démocratie ». Le Congrès des Etats-Unis édicte régulièrement des actes législatifs indiquant les manquements de tel ou tel Etat aux principes démocratiques, désignant, le cas échéant, les chantiers prioritaires de la « démocratisation ». Le *Russian Democracy Act* de 2002, qui débloque une ligne de crédit de 50 millions de dollars, en désigne deux: la liberté de conscience - avec pour perspective évidente l'octroi d'une plus grande liberté d'action pour les églises et les sectes évangéliques dont l'activité est dirigée à partir des Etats-Unis - ainsi que la liberté d'expression. Concernant cette dernière, le texte ne se contente pas de déplorer le degré de censure et d'autocensure dans les médias russes, mais condamne aussi de manière très explicite la fermeture de l'actionnariat de la presse et des grandes chaînes de télévision aux partenaires étrangers³²...

Avec le style quelque peu abrupt qui le caractérise, l'ancien dissident Alexandre Zinoviev observait que « tant que l'URSS a existé et joué son rôle de superpuissance, l'Occident a conservé une attitude de "décence historique" (...) et s'est efforcé de ressembler à l'image que donnait de lui sa propre propagande. Après la défaite de son adversaire, ce n'était plus nécessaire et sa vraie nature a commencé à surgir »³³. Cette observation a le mérite de souligner deux aspects essentiels, souvent évacués de la réflexion sur l'exportation du « modèle occidental ». Tout d'abord, un processus d'idéologisation de ce dernier est en cours, caractérisé par la domination d'un conformisme intellectuel qui tend à imposer partout une définition abstraite et procédurale de la démocratie. Ce conformisme, alimenté par « une cohorte de politistes dans la lignée de Rawls ou Habermas », conduit à « désubstantialiser la démocratie pour la réduire à un strict agencement de droits »,

³¹ Francart, L., *La guerre du sens : pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques*, Paris, Economica, 2000, 311 p.

³² Voir *Russian Democracy Act*, H. R. 2121, 23 octobre 2002, consultable sur le site internet de la Chambre des représentants des Etats-Unis: <http://www.house.gov/burton/RSC/Lb100702.pdf>.

³³ Zinoviev, A., *L'occidentisme : essai sur le triomphe d'une idéologie*, Paris, Plon, 1995, pp. 13-14.

faisant « glisser implicitement le principe juridique de l'universalisme abstrait d'une validité morale à une vérité historique »³⁴. Si on la considère d'un point de vue extra-occidental, cette absolutisation de la démocratie aboutit à ignorer les processus de démocratisation qui n'appartiennent pas à l'univers mental de l'Occident et n'entrent pas dans le répertoire d'action des programmes de démocratisation. Cet angle mort a été remarquablement analysé par Amartya Sen³⁵. Enfin, l'exportation du « modèle occidental » est susceptible de produire des effets d'hétérotélie, très bien relevés par Amy Chua, qui a montré que dans de nombreux pays émergents d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient ou d'Eurasie, des minorités ethniques ou religieuses économiquement puissantes ont su habilement instrumentaliser les programmes de démocratisation pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir, favorisant l'émergence de « systèmes politiques considérés comme libéraux et démocratiques en Occident, mais en flagrante contradiction avec le principe majoritaire »³⁶. Ainsi, les « promoteurs de la démocratie » s'en font parfois, à leur insu, les fossoyeurs, du fait de leur impopularité et de la suspicion qu'ils inspirent à l'opinion publique. Pour Chua, la forte proportion de Juifs parmi les nouveaux capitalistes russes des années 1990 a largement contribué à jeter le discrédit sur le « modèle occidental » en Russie et dans l'espace post-soviétique. Il n'est guère contestable que ce facteur, associé à bien d'autres néanmoins, a nourri le fort désenchantement des Russes à l'égard des hommes politiques qui se sont autoproclamés « démocrates » dans les années 1990. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance de l'écart entre le « modèle occidental » et la réalité des démocraties « de référence », un écart qui se creuse et jette, tant dans les pays « en transition » que dans les démocraties occidentales elles-mêmes, un discrédit croissant sur ledit modèle. La démocratie occidentale, souvent idéalisée avant la chute de l'URSS, s'est considérablement banalisée. Elle est devenue une « démocratie réelle »³⁷ dont le grand public connaît désormais, par le biais de la culture populaire des films et des séries télévisées (en particulier américaines), toutes les imperfections, les impasses et, au bout du compte, les ressemblances avec leur propre système politique.

³⁴ Rosanvallon, P., *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, pp. 338-339.

³⁵ Sen, A., *La démocratie des autres*, Paris, Payot, 2005, 85 p.

³⁶ Chua, A. L., *World on Fire. How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability*, London, Heinemann, 2003, pp. 13-14.

³⁷ Par analogie avec le « socialisme réel » proclamé à l'ère Brejnev, source de multiples plaisanteries visant à souligner l'écart entre les promesses du « rêve » communiste et les réalisations concrètes de la « construction du socialisme ».

La démocratie définie par les valeurs qui lui sont associées	
<i>Sondage réalisé dans cinq grandes villes de Russie en septembre 1997 (échantillon : 950 personnes)</i>	
Association positive sans précision	8,5%
Liberté d'expression, liberté de la presse	5,0%
Liberté (en général)	4,0%
Elections libres et pluralistes	2,3%
Liberté de conscience	2,0%
Amélioration des conditions de vie	0,8%
Total associations positives	22,6%
Désordre, anarchie, désintégration	16,7%
Absence de lois, impunité, corruption	10,3%
Association négative sans précision	8,6%
Pauvreté, inflation, chômage	6,6%
Déformation du sens des mots	3,9%
Démagogie	3,5%
Total associations négatives	49,6%
Ne se prononcent pas	27,8%
<i>Source: Pammett, J., « Elections and Democracy in Russia », Communist and Post-Communist Studies, 1999, vol. 32, n°1, p. 47.</i>	

Dans ce contexte, certains dirigeants post-soviétiques ont entrepris d'asseoir ou de consolider leur légitimité politique sur le désenchantement des citoyens à l'égard de la démocratie en se démarquant officiellement d'un « modèle occidental » au profit de modèles autochtones de démocratie. Ainsi, dès 1997, le Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, évoquait un « modèle eurasiatique de démocratie », caractérisé par un exécutif présidentiel fort et un autoritarisme assumé, justifié par l'ampleur des bouleversements post-soviétiques et l'instabilité socio-économique qui en a résulté, ainsi que par certains invariants culturels « eurasiatiques »³⁸. L'impératif de stabilité rejoint ici les impératifs d'efficacité et de légitimité. Dans une logique similaire, le chef-adjoint de l'administration présidentielle russe, Vladislav Sourkov, a esquissé les traits du modèle de la « démocratie souveraine » qui, selon lui, constitue désormais « la variante russe du modèle démocratique »³⁹. Dès 2003, le Président Poutine avait vigoureusement réagi aux critiques officielles américaines sur l'état de la démocratie en Russie et évoqué

³⁸ Nazarbaïev, N. A., *Evrasiïskii soïouz : idei, praktika, perspektivy 1994-1997*, Moscou, FSRSPN, 1997, 179 p. Sur l'eurasisme officiel kazakhstanaï, voir Laruelle, M., *La quête d'identité impériale: le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Petra, 2007, pp. 206-229.

³⁹ Sourkov, V. Iou. « Souverenitet – èto političeskii sinonim konkurentosposobnosti », discours prononcé le 7 février 2006 devant les auditeurs du Centre d'étude et de préparation des cadres du parti « Russie Unie », publié sur le site de ce parti. Voir <http://www.er.ru/print.html?id=111148>. Ce texte constitue le premier d'une série de déclarations et d'articles de l'auteur sur le « modèle russe » de démocratie.

une « voie russe » vers la démocratie. Ces critiques en provenance de Washington se sont radicalisées au lendemain de l'arrestation, fin 2003, du magnat Mikhaïl Khodorkovski. Condamné en juin 2005 pour fraude fiscale et abus de biens sociaux, ce dernier a fait l'objet, dans les pays occidentaux, d'une intense campagne médiatique présentant les poursuites judiciaires à son encontre comme le résultat d'un complot ourdi au Kremlin pour l'éliminer de la course à la présidence. Le prévenu, qui avait été à la tête de la première entreprise pétrolière russe et avait tissé des liens étroits avec les milieux d'affaires, les instances communautaires juives des Etats-Unis et les administrations Clinton et George W. Bush, exprimait volontiers ses convictions politiques libérales, arguant de la prétendue « transparence » comptable et financière de son groupe. Il avait entrepris de financer l'activité des plusieurs ONG russes, de partis politiques libéraux (en particulier *Iabloko*) et créé une fondation, Russie ouverte (*Otkrytaïa Rossiia*), pour servir de réservoir d'idées et d'analyses politiques. Les médias globaux ont mis l'accent sur la dimension civique et politique de l'activité de l'ancien oligarque, n'apportant qu'un éclairage assez limité sur ses projets d'alliance avec des *majors* pétrolières américaines qui contrecarraient le dessein présidentiel, qui s'est manifesté depuis lors avec une grande clarté, de restructurer le secteur stratégique du pétrole pour le placer sous son contrôle. Ce faisant, ils ont terni l'image de marque de Vladimir Poutine et de la Russie sur le marché de l'information en orientant aussi durablement que défavorablement le curseur qui prescrit l'inscription au rang de démocratie. L'éditorial du *Washington Post* du 1^{er} juin 2005 affirmait que le prétendu dessein n'était autre que de vouloir « étouffer l'opposition » et renforcer « un autoritarisme présidentiel que bientôt plus rien ni personne ne pourra plus arrêter ». C'est ainsi que les médias globaux généralisèrent et amplifièrent leurs critiques à l'égard du système politique russe, et des systèmes post-soviétiques en général, en se focalisant sur une réalité incontournable de ces derniers : l'absence d'alternance au pouvoir et la difficulté, voire l'impossibilité structurelle de constituer une opposition politique organisée et pérenne. Cette réalité apparut encore plus crûment à la lumière des « révolutions de couleur » en Géorgie, en Ukraine et en Kirghizie. Cette critique est sous-tendue par l'idée libérale de la démocratie représentative et, en particulier, par la notion de « polyarchie », fondement théorique, selon William Robinson, de toute l'entreprise américaine de la « promotion de la démocratie »⁴⁰. Selon cette conception,

⁴⁰Robinson, W. I., *Promoting Polyarchy : Globalization, US Intervention and Hegemony*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 466 p. Sur la notion de polyarchie en science politique, voir

la configuration polyarchique de l'élite du pouvoir et l'existence en son sein d'au moins deux grands groupes politiques (partis, ou coalitions) alternant au pouvoir à l'issue d'élections libres constituerait l'« essence » de la démocratie occidentale. La « gouvernance démocratique » promue aujourd'hui globalement peut être définie comme un « pluralisme limité » permettant l'articulation et la prise en compte des principaux intérêts en présence par les décideurs politiques⁴¹. Pour Robinson, la « promotion de la démocratie » consiste à favoriser l'émergence d'une configuration dite « polyarchique » de l'élite du pouvoir, puis à soutenir la fraction pro-américaine » ou, à tout le moins « pro-occidentale », de cette « polyarchie », et à appuyer, le cas échéant, son accession au pouvoir.

Au cours de la décennie 1990, les dirigeants russes évoquaient d'une manière presque rituelle les nécessaires « progrès démocratiques » qui restaient à accomplir dans leur pays. Aujourd'hui, le discours a profondément changé : la Russie suit une voie vers la démocratie qui lui est propre, avec pour axe central la restauration de l'autorité de l'Etat, mise à mal par les réformes économiques de l'ère Eltsine. Visant à « garantir l'unité entre les élites et le peuple à l'heure de la globalisation », la « démocratie souveraine » post-soviétique - écrit Sourkov - est en porte-à-faux avec un « modèle occidental » aux prétentions universalistes mais en rien universel, puisqu'il est le « fruit de l'histoire très spécifique de l'Europe occidentale ». Dans un ouvrage publié en 2006 et qui a reçu l'imprimatur des plus proches conseillers politiques du Président russe, Alexeï Tchadaïev résume le concept de « démocratie souveraine » en une phrase : « c'est le peuple russe, et non Washington, qui doit décider de quel pouvoir il veut »⁴². Selon Tchadaïev, la « révolution démocratique globale » menée par les Etats-Unis dans diverses régions du monde n'a d'autre objectif que « l'affaiblissement des systèmes politiques désignés comme autoritaires à des fins d'ingérence ». Dès lors, poursuit-il, la Russie doit « consolider son propre modèle de démocratie », la démocratie devant « être comprise comme l'expression du pouvoir du peuple » et non pas « au sens étroit de l'organisation périodique d'élections au suffrage universel », de la « comédie des partis et des lobbies » ou encore du « changement de pouvoir tous les quatre ans ».

chapitre 1.

⁴¹ Hermet, G., « Un régime à pluralisme limité ? : à propos de la gouvernance démocratique », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°1, pp.159-178.

⁴² Tchadaïev, A. V., *Poutine: ego ideologiia*, op. cit.

Démocratie administrée et « technologies politiques »

Au cours des années 1990, les systèmes politiques post-soviétiques ont été édifiés par et pour ceux qui détenaient la ressource administrative. En Russie, ces derniers - les chefs des exécutifs locaux, régionaux et, surtout, les deux Présidents successifs - ont formé les pôles de pouvoir qui ont ensuite permis l'édification de partis du pouvoir dont les rivalités forment la trame de la vie politique. La quête du monopole de la légitimité politique par les divers partis du pouvoir a engendré une démocratie administrée, dirigée et orchestrée par les chefs des administrations (municipales, régionales, présidentielles) qui détiennent la ressource administrative, ressource clef dont la maîtrise seule permet la domination du jeu électoral. Ainsi, pour Olga Krychtanovskaïa, le système politique russe s'apparente à un « marché non pas capitaliste mais administratif ». Au chapitre des ressources indispensables à la victoire dans les urnes (ressource économique, financière, médiatique...), la ressource administrative est la plus déterminante, dans la mesure où elle est la seule qui permette de réunir toutes les autres et des les rendre opérationnelles. « À elle seule, la ressource médiatique ou financière, si puissante qu'elle soit, ne suffit pas à constituer une organisation politique ». La maîtrise de la ressource administrative peut également devenir une arme visant à nuire et à discréditer l'adversaire. Son maniement habile permet de faire obstacle à la constitution d'une opposition structurée et institutionnalisée. En 1999, à la veille des élections à la Douma d'Etat, Krychtanovskaïa constatait que les partis du pouvoir contrôlaient, à tous les niveaux ou presque, le jeu électoral⁴³, contrôlant un « marché de la légitimité » dont ils ont progressivement marginalisé les partis et mouvements « hors système », qui forment une opposition presque exclusivement tribunitienne⁴⁴. Au Kazakhstan, le schéma de la démocratie administrée a pris corps dès l'indépendance, avec la domination claire du parti du pouvoir présidentiel à l'échelle nationale. En Russie, il faut mentionner le rôle pionnier du maire de Moscou, Iouri Loujkov, ou encore du Président du Tatarstan, Mintimer Chaïmiev, dans la construction des premiers véritables partis du pouvoir à l'échelon régional dans la première moitié des années 1990. Pendant les années 1990, leur exemple constitue le modèle suivi par les chefs des administrations régionales de la Fédération de Russie, à tout le moins ceux qui ont les moyens de le

⁴³ Krychtanovskaïa, O. V., « Administrativnyi ressource », *Obchtchaïa Gazeta*, 18 novembre 1999.

⁴⁴ Sur la notion de « fonction tribunitienne », Lavau, G., *A quoi sert le parti communiste français ?*, Paris, Fayard, 1981, 443 p.

reproduire⁴⁵. Dans les années 2000, l'administration Poutine a procédé à une recentralisation de la ressource administrative autour de l'exécutif fédéral par le biais de l'« expropriation » progressive du plus grand nombre possible des partis du pouvoir des sujets de la Fédération. Fin 2006, l'opération de recentralisation n'est pas totalement achevée : Moscou, notamment, demeure un centre de pouvoir puissant et incontournable. Toutefois, le renforcement du parti du pouvoir présidentiel aboutit à la domination quasi-monopolistique du parti Russie unie sur le « marché de la légitimité » et dans les Parlements (fédéral et régionaux)⁴⁶.

Le contrôle des exécutifs sur les commissions électorales - une institution que l'on retrouve dans tous les Etats post-soviétiques - est un dispositif essentiel de la démocratie administrée. En Russie, la Commission électorale centrale (*TsIK*⁴⁷) et les commissions électorales régionales, municipales et locales, créées en 1993, sont chargées de veiller à l'organisation du bon déroulement des élections. Leurs compétences vont de l'enregistrement des candidats à la proclamation et à la validation des résultats. La Commission électorale centrale est composée de quinze membres, nommés pour un mandat de 4 ans : cinq d'entre eux sont désignés par le Président, cinq autres par la Douma d'Etat et les cinq derniers par le Conseil de la Fédération. Conformément à une loi de 2002, le président de la Commission électorale centrale est élu à bulletin secret parmi les 15 membres nommés⁴⁸. Il est de notoriété publique que le candidat élu à la présidence de la *TsIK* doit être préalablement accepté par le Kremlin. Si la loyauté de la Commission électorale centrale à l'égard du Président est une constante du système politique russe depuis 1993, celle des commissions électorales des sujets de la Fédération est allée, tout au long des années 1990, à l'administration régionale. La mainmise des gouverneurs sur ces dernières pouvait aller jusqu'à la falsification pure et simple des résultats des élections. Elle constituait un élément clef du dispositif de contrôle « quasi-féodal » des partis du pouvoir régionaux sur les processus électoraux⁴⁹. La loi de 2002,

⁴⁵ Raviot, J.-R., *Russie : qui gouverne les régions ?*, série « Problèmes politiques et sociaux », n°783, Paris, La Documentation française, 1997, 79 p.

⁴⁶ Voir Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de Repères, 2007, pp. 15-31.

⁴⁷ *Tsentrāl'naïa izbiratel'naïa komissīia*, ou *TsIK*.

⁴⁸ *Federal'nyi Zakon « Ob osnovnykh garantiïakh izbiratel'nykh prav i prava na outchastie v referendum grajdan Rossiïskoï Federatsii »*. Pour le texte de cette loi, adoptée en mai 2002 (avec ses amendements), voir <http://www.cikrf.ru>. Les cinq membres désignés par la Douma d'Etat sont choisis d'après les candidatures proposées par les diverses fractions et groupes parlementaires, à raison d'un candidat maximum par fraction ou groupe (art. 21).

⁴⁹ Dans les années 1990, le terme de « fief » (*votchina*) est couramment employé à propos des administrations régionales.

élaborée au sein de l'administration présidentielle avec le concours de la *TsIK*, s'attache à couper les rênes des pôles du pouvoir des sujets de la Fédération et à exclure ces derniers, autant que faire se peut, du « marché de la légitimité ». Jusqu'alors encadrée de manière moins stricte par la législation fédérale, la composition des commissions électorales des sujets de la Fédération était progressivement devenue, après 1996, du ressort quasi-exclusif des administrations régionales : si les assemblées régionales y étaient parfois formellement associées puisqu'elles devaient en désigner la moitié des membres, elles étaient, dans la plupart des cas, majoritairement composées de députés appartenant au « parti du gouverneur ». Désormais, la loi fédérale impose des règles plus strictes : les commissions électorales des sujets de la Fédération doivent compter entre 10 et 14 membres, désignés pour 4 ans par le chef d'administration régionale (pour moitié) et l'assemblée régionale (l'autre moitié) sur le fondement des candidatures présentées par les partis politiques autorisés à présenter des candidats aux élections ou par les municipalités. En outre, les commissions ne pourront pas être composées de plus d'une moitié de fonctionnaires des administrations régionale ou municipales et le chef d'administration régionale, d'une part, et l'assemblée régionale, d'autre part, devront désigner au moins un candidat proposé par la Commission électorale centrale⁵⁰.

Comme le soulignait Olga Krychtanovskaïa avant même la recentralisation intervenue après 2000, la démocratie administrée s'étend bien au-delà du seul contrôle des commissions électorales par les partis du pouvoir. Tout le système électoral est orienté vers la réélection des sortants. « Depuis les débuts de la démocratie russe », les élections, écrit Krychtanovskaïa, « se sont toujours déroulées selon le schéma suivant : les gouverneurs travaillent à la réélection du Président et des députés qui soutiennent ce dernier à la Douma ; les maires œuvrent pour la réélection du gouverneur et la consolidation du pôle de pouvoir de ce dernier ; en échange, les gouverneurs reçoivent l'appui du Kremlin et les maires bénéficient de l'appui de la ressource administrative du gouverneur ». Elle constate qu'en 1999, « ce qui n'était encore qu'une exigence implicite s'est transformé en une obligation explicite ». Ainsi, les élections ressemblent à « une opération de "lavage de cerveaux" à grande échelle ». La ressource administrative permet de « stimuler » les ressources

⁵⁰ Voir *Federal'nyi Zakon « Ob osnovnykh garantiïakh izbiratel'nykh prav i prava na outchastie v referendum grajdan Rossiïskoï Federatsii »*, op. cit., art. 22 et 23.

financières (« les directeurs des entreprises sont mis à contribution »), organisationnelles - les partis du pouvoir mobilisent alors tout le *partkhozaktiv*⁵¹ - et médiatiques. Tous les canaux disponibles sont sollicités : la télévision, la radio (« le vecteur de propagande le plus démocratique, le moins cher et le plus accessible à tous les habitants de la Russie profonde ») et les journaux. Les exigences de la propagande (*aguitatsiia*) en faveur du parti du pouvoir conduisent les gouverneurs et les maires à organiser des réunions où ils « promettent d'augmenter les salaires et de payer les retraites en temps et en heure », où ils invitent les directeurs d'entreprises à convoquer leur personnel pour leur expliquer « comment bien voter », où ils somment les patrons des *kolkhozes* « d'expliquer aux paysans pour qui ils doivent voter s'ils ne veulent pas avoir de retenues de salaires », où ils enjoignent les directeurs d'établissements scolaires et universitaires à faire pression sur les enseignants pour qu'ils n'omettent pas de rappeler aux parents, par l'intermédiaire des enfants et des jeunes gens, « qui sont les bons candidats » et suscitent la diffusion, orale et aussi discrète que possible, des consignes de vote que tous les membres des commissions électorales locales, en dernier lieu, doivent faire connaître aux électeurs hésitants qui « leur demandent conseil dans les bureaux de vote »⁵² ...

Ces pratiques font partie, à côté de techniques d'influence plus sophistiquées, de ce que l'on désigne en russe les « technologies politiques », un domaine dont les spécialistes sont les « techniciens de la politique » ou *polittekhnologi*. Le rôle des « technologies politiques » consiste en premier lieu à susciter la participation électorale, en particulier lors des scrutins locaux où elle est, dans la majorité des cas, inférieure à 40%. Sous couvert d'aiguiser le sens civique des citoyens, de nombreux usages relèvent de la marchandisation pure et simple du vote. Une affaire jugée en 2000 par la cour régionale d'Irkoutsk est, à cet égard, assez éloquente⁵³. La juridiction sibérienne a fait droit à la demande d'annulation d'une élection partielle à l'assemblée régionale au motif que, le jour du scrutin, on distribuait à l'entrée des bureaux de vote de toute la circonscription un journal gratuit invitant les électeurs à participer à la loterie « Devine qui sera le vainqueur de l'élection et gagne des super-

⁵¹ Terme issu du jargon du PCUS qui désignait les personnes (membres et non-membres du parti) les plus actives dans leur domaine professionnel et qui, de ce fait, susceptibles d'exercer une influence dans la société ou dans un secteur déterminé.

⁵² Krychtanovskaïa, O. V. , « Administrativnyi ressours », op. cit.

⁵³ « Rechenie Irkoutskogo oblastnogo souda po zaïavleniïam Smolina M. A i Sandrouka O. I ot 24.10.2000 » publiée sur le site internet de la commission électorale de la région d'Irkoutsk, voir <http://www.ikio.ru>.

prix ! » (les plus importants étant une automobile 4X4 et des séjours en Turquie). Les billets gratuits de la loterie, qui « imitaient en tout point les bulletins de vote (...) étaient rassemblés dans des urnes absolument identiques à celles qui se trouvaient à l'intérieur du bureau de vote », placées sous des panneaux annonçant pour la soirée « le dépouillement des résultats (du tirage de la loterie) suivi de la célébration de toutes les victoires »... Les juges d'Irkoutsk ont qualifié les agissements de cette société dont « il a été impossible d'identifier la trace » d'« exercice d'une influence déloyale manifeste en faveur du candidat vainqueur », relevant au passage le soutien apporté par l'administration régionale à ladite société. Parmi les « technologies politiques » plus élaborées, on compte également le lobbying para-électoral exercé par des professionnels nouveaux venus, les agents de relations publiques ou *piarchtchiki*⁵⁴. Le métier de *piarchtchik* a connu un développement exponentiel dans les années 1990, en réponse à une forte demande, étant donné la multiplication des scrutins dans toute la Russie. Ce sont les élections des gouverneurs au suffrage universel, après 1995, qui ont véritablement permis l'essor d'une profession qui, d'emblée, s'est trouvée à la charnière des pratiques licites et illicites de la démocratie administrée. Le jargon journalistique distingue ainsi les pratiques « blanches » et « noires » (*tchiornyï piar* / *belyï piar*), l'exercice (noble) de l'influence par des moyens licites et l'industrie (avilissante) du *kompromat*, ou l'art de fabriquer des documents compromettants⁵⁵. L'exemple le plus célèbre de *kompromat* est la cassette vidéo, diffusée à la télévision nationale en mars 1999, montrant un homme présenté comme le Procureur général Iouri Skouratov en fâcheuse posture⁵⁶. Les mêmes professionnels ont été parfois conduits à endosser tantôt un habit blanc, tantôt un habit noir, même si une distinction semble s'établir de manière plus nette au début du millénaire entre ceux qui vivent des élections et ceux qui vivent du conseil stratégique. La reconversion vers les métiers du conseil et du lobbying et, pour certains *polittekhologii*, vers le statut d'expert médiatisé, s'impose après l'abrogation de l'élection des gouverneurs au suffrage universel en 2004. Les professionnels de ce secteur reconnaissent d'ailleurs volontiers en privé que le remarquable essor des analyses portant sur les régions russes et la question du fédéralisme dans les années

⁵⁴ De l'anglais *public relations* ou PR - prononciation russe : *piar* - à partir duquel le verbe transitif *piarit'* (« faire les relations publiques de quelqu'un... ») a été formé.

⁵⁵ Les manuels de « technologies politiques » sont légion. Pour un exemple décrivant parfaitement les diverses méthodes, propres et sales, voir Polouëktov, V. V., *Polevye i manipuliativnye tekhnologii : nastol'naïa kniga menedjera izbiratel'nykh kampanii*, Moscou, Rousskaïa Panorama, 2003, 464 p. Voir également un site internet rassemblant plusieurs « technologues » : <http://www.izbass.ru>.

⁵⁶ Sur cette affaire décisive, voir Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, op. cit.

1990 n'est pas seulement liée à l'actualité de ces questions, mais à l'importance des retombées financières des campagnes électorales des gouverneurs. Ce sont ces dernières qui ont permis à certains « techniciens de la politique », qui exerçaient fort discrètement leur métier, de se reconvertir en « politologues » médiatiques et de s'élever d'un rang dans l'échelle des notabilités moscovites. En effet, les principaux clients des *polittekhnologi* ont été, et demeurent, les divers partis du pouvoir. Ainsi, mentionner le nom de l'un de ces professionnels dans une conversation informelle avec un journaliste, un homme politique ou un autre *polittekhnolog* provoque presque inmanquablement un commentaire sur ses liens de subordination, réels ou supposés, à l'égard de tel ou tel « clan » ou de tel ou tel homme fort. Le savoir-faire des « technologies politiques » consiste bien souvent à recenser et appliquer à bon escient les méthodes déjà éprouvées pour susciter l'adhésion électorale dans telle ou telle circonstance. Il convient à ce titre de rappeler un point essentiel : à Moscou et dans certaines républiques (Tatarstan et Bachkortostan notamment), la formation des oligarchies, stimulée par la privatisation de l'économie et d'une partie des biens de l'Etat, a été menée sous la houlette d'une administration régionale déjà constituée. Cette concordance des temps - temps de la privatisation et temps de la formation des oligarchies et temps de la constitution du parti du pouvoir - a permis au pouvoir en place de contrôler l'information, à tout le moins de limiter les fuites d'information, sur les processus de privatisation des années 1993-1996. Cette configuration est cependant exceptionnelle et c'est justement l'information sur ces affaires qui devient, à la fin des années 1990, le matériau essentiel des jeux d'influence et le motif dominant des joutes des campagnes électorales. Après 1996, la guerre des *kompromaty* et des accusations mutuelles de « corruption » à la faveur des privatisations – la corruption devenant un terme générique dont la forte politisation n'a d'égal que l'imprécision - constitue la toile de fond de la vie politique à l'échelle du pays tout entier. L'instrumentalisation politique de la corruption est le moteur du développement des « technologies politiques ». Dans le même temps, l'omniprésence médiatique des affaires liées à la corruption et leur instrumentalisation tous azimuts conduisent à la banalisation de cette dernière. La corruption des dirigeants, qui recouvre des pratiques diverses, est progressivement perçue comme la norme et le discours « anti-corruption », qu'il provienne du parti du pouvoir ou des mouvements d'opposition, comme le simple décorum des stratégies de lutte pour le pouvoir.

La forte présence des « technologies politiques » dans le jeu électoral n'a d'égal que leur piètre sophistication. En effet, de nombreuses bavures commises dans le maniement des divers procédés qu'elles recouvrent. Ceci ne doit pas laisser accroire que les techniques d'influence et de manipulation des électeurs sont l'apanage des seules démocraties post-soviétiques ou « en transition ». La démocratie post-soviétique est une variante de la très contemporaine « démocratie du public »⁵⁷ où ce ne sont plus vraiment les édifices parlementaires et les organisations partisans qui abritent le théâtre de la vie politique, mais un vaste espace public, d'ailleurs en constante expansion, au sein duquel les médias, « à la fois récepteurs et émetteurs de toutes les opinions en circulation », forment les représentations collectives. Le libre-arbitre du citoyen de la « démocratie du public » est déterminé dans une large mesure par la perception qu'il acquiert de la situation collective par l'intermédiaire des médias, qui forment désormais « la matrice de toutes les opinions particulières ». L'individu autonome et éclairé postulé par le libéralisme politique est donc placé sous une « influence impersonnelle » très prégnante⁵⁸. Si l'expression par les citoyens de leurs opinions et de leurs intérêts, particuliers ou catégoriels, constitue toujours, en théorie, le fondement de la définition du bien commun, on observe qu'en réalité, ce ne sont plus tant les médias qui reflètent l'opinion publique que l'opinion publique qui reflète ce qui est exprimé dans les médias. Le caractère proprement représentatif de la démocratie libérale, dont Schmitt observait déjà l'affaissement en 1924, du fait du primat de la décision sur la délibération politique⁵⁹, a profondément évolué sous l'effet de la « démocratie du public ». Les lobbys, qui emploient les meilleurs « manipulateurs de symboles »⁶⁰, ont partout supplanté l'ancienne « aristocratie des représentants du peuple » évoquée par Schmitt dans ses fonctions d'orchestration du débat public et de formation de l'opinion publique. Les élections sont l'affaire quasi-exclusive des professionnels de l'information, de la désinformation et de l'influence. En Russie, comme dans tous les pays du monde, la vie politique et les campagnes électorales se déroulent principalement à la télévision. Les élections sont avant tout un marché : se faire élire coûte une petite fortune. On y côtoie tous les professionnels de l'intermédiation politique de la « démocratie du public », apparus en quelques années : agences de publicité et de communication politiques, consultants et stratèges, autant de vecteurs de la capacité d'un candidat à

⁵⁷ Manin, B., *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, 319 p.

⁵⁸ Mutz, D. C., *Impersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, Cambridge University Press, 1998, p. 24.

⁵⁹ Schmitt, C., *Parlementarisme et démocratie*, Paris, Seuil, 1988 (1^{ère} éd. Berlin, 1923), 214 p.

⁶⁰ Reich, R. B., *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1997, 336 p.

apparaître dans les médias. On constate d'ailleurs que sous la présidence de Vladimir Poutine, la suppression des élections des gouverneurs au suffrage universel n'ont pas fait disparaître, loin de là, le recours aux « technologies politiques », propres ou sales, quoique la réduction de leur champ d'activités au nom de la lutte contre la corruption et la violence politiques ait été un argument officiel avancé à l'appui de cette mesure. Quant au lobbying, moins institutionnalisé et par conséquent beaucoup plus difficile à observer que dans les démocraties occidentales, il est néanmoins une donnée fondamentale de l'économie du pouvoir⁶¹. Ainsi, rares sont les professionnels de la représentation politique au sens classique du terme, mais nombreux sont les députés et les sénateurs qui, à Moscou comme dans les régions, se font les porte-voix officiels des intérêts de groupes ou secteurs économiques. Le rôle des partis politiques est confiné à l'animation du « moment électoral » et les seuls partis de masse structurés à l'échelle de l'ensemble du territoire russe sont le parti Russie Unie et le parti communiste (PCFR). Les autres partis sont des partis de cadres⁶², parfois « jetables », c'est-à-dire destinés à former des alliances pour remporter une élection, ou bien des formations au service d'un leader (*Iabloko* autour de Grigori Iavlinski, le LDPR autour de Vladimir Jirinovski). Tous ces partis, y compris les deux plus importants, ont du mal à se structurer autour d'une idéologie et d'un programme clairement défini et relayé à tous les échelons.

Dynamique plébiscitaire et pluralisme tribunitien

La démocratie administrée résulte de l'impératif de légitimité qui domine la vie politique post-soviétique. C'est l'élection du Président - depuis 2004, la seule élection au scrutin uninominal majoritaire avec celle des maires - qui structure l'ensemble du jeu politique et rythme le calendrier électoral, conférant un caractère relativement secondaire à l'élection des représentants (députés à la Douma d'Etat et dans les assemblées des sujets de la Fédération, membres du Conseil de la Fédération). Le quasi-monopole des partis du pouvoir conjugué à la forte personnalisation des élections des chefs des exécutifs et de l'élection du Président ont fait de la démocratie russe une démocratie semi-directe à caractère plébiscitaire, puisque dans ces conditions, le vote lors des scrutins réellement décisifs repose

⁶¹ Voir Razouvaïev, V., « Kroupnyi biznes vne sfery vidimosti », *Pro et Contra*, n°1, 1999. Publié sur le site internet <http://www.carnegie.ru>.

⁶² On se réfère ici à la distinction entre « partis de masse » et « partis de cadres » établie par Maurice Duverger dans *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992 (1^{ère} éd. Paris, 1954), 565 p.

essentiellement sur un choix entre l'adhésion au parti du pouvoir et l'élimination de ce dernier par la voie des urnes. La faiblesse de la dimension représentative de la démocratie russe n'est pas sans lien avec l'héritage politique soviétique. Ainsi, la vulgate marxiste-léniniste officielle, revue et corrigée à l'heure de la démocratisation gorbatchévienne, distinguait la « démocratie représentative » (élections parlementaires) de la « démocratie directe » (référendums) tout en considérant comme indispensable la coexistence de ces deux formes d'expression du *demos* au sein d'un même système politique pour pouvoir qualifier ce dernier de démocratie⁶³. En d'autres termes, la démocratie représentative au sens strict du terme, c'est-à-dire la démocratie parlementaire, est implicitement tenue pour incomplète. En russe, le terme de démocratie peut être traduit à la fois par *demokratiia* et par *narodovlastie*, littéralement « pouvoir du peuple », ou souveraineté populaire. Dans les années 1990-2000, ces deux termes ont pu être utilisés comme des antonymes l'un de l'autre par les adversaires communistes et nationalistes du nouveau régime. Ainsi, le leader du PCFR Guennadi Ziouganov n'hésitait pas à disqualifier la *demokratiia* (occidentale, procédurale, « formelle ») instaurée en Russie qui, « étrangère à notre tradition politique (...) fait obstacle à l'expression de la souveraineté populaire (*narodovlastie*) par la démocratie directe ». Il faut pourtant souligner une fois encore les origines plébiscitaires du nouveau système politique russe, dont la genèse est jalonnée de l'instauration du suffrage universel direct pour l'élection du Président (1991), de plusieurs référendums (1993) et qui, de surcroît, a été porté sur les fonts baptismaux par le référendum constitutionnel du 12 décembre 1993... Cette voie plébiscitaire fut d'ailleurs vivement condamnée par Guennadi Ziouganov, et à maintes reprises, comme « contraire à la démocratie »...

Ces contradictions témoignent tout autant de l'imprégnation des esprits par un idéal, qui reste flou, de démocratie directe, et par l'idée d'une certaine incomplétude de la démocratie représentative. Le philosophe Karl Popper définissait la démocratie « non pas comme l'exercice de la souveraineté populaire, mais comme un ensemble d'institutions dotées de moyens de se défendre contre la dictature ». « L'essentiel dans toute forme de gouvernement », poursuivait-il, « n'est pas qui doit gouverner, mais comment on doit gouverner » et d'en définir les modalités⁶⁴. Cette reformulation limpide de l'essence du libéralisme politique permet de mettre en

⁶³ *Kratkii politicheskii slovar'*, Moscou, Politizdat, 1989, p. 144.

⁶⁴ Popper, K., *La leçon de ce siècle*, Paris, Anatolia, 1992, p. 106. Voir aussi Baudouin, J., *La philosophie politique de Karl Popper*, Paris, PUF, 1994, 242 p.

évidence l'opposition entre l'impératif de légalité, qui sous-tend la conception libérale de la démocratie et fait primer le « comment doit-on gouverner ? », et l'impératif de légitimité qui sous-tend la démocratie post-soviétique et fait primer le « qui doit gouverner ? ». Dans son plaidoyer *pro domo* de la « démocratie souveraine », Vladislav Sourkov en souligne volontiers l'essence plébiscitaire, ce modèle répondant d'abord « à un impératif de l'histoire » en permettant « d'installer pacifiquement la stabilité politique, qui ne peut que résulter de la production de l'unité du peuple et des dirigeants par le biais du vote »⁶⁵. En bonne logique, la production démocratique de cette unité, qui constitue l'un des mythes fondamentaux de la culture politique post-soviétique, s'effectue au détriment des opinions et intérêts marginaux, minoritaires, relégués aux « extrêmes », c'est-à-dire aux marges de la vie politique. Ainsi, la dynamique plébiscitaire confère à la représentation politique, dans les assemblées et dans les partis politiques, une dimension essentiellement tribunitienne. Dans ces conditions, le pluralisme partisan ne coïncide que très rarement avec le pluralisme politique de la société d'une part, et le pluralisme qui naît des rivalités entre les divers partis du pouvoir, ou des conflits internes qui interviennent au sein de ces derniers, d'autre part. La démocratie représentative post-soviétique est donc largement déconnectée des véritables enjeux sociaux, économiques et politiques. Avec Olga Krychtanovskaïa, on considère que le clivage le plus déterminant pour l'étude du pluralisme partisan en Russie est celui qui divise les « partis du système », rattachés à un parti du pouvoir, et les « partis hors système »⁶⁶. Il est intéressant de noter que ce type d'analyse a été également développé pour l'interprétation du vote en France. La notion de « dissidence électorale » élaborée par Dominique Reynié, qu'il définit comme le vote protestataire de toutes tendances contre les « partis de gouvernement », vise à souligner que ce clivage - pour ou contre les « partis de gouvernement » - est devenu l'un des principaux clivages structurant la vie politique française et à éclairer l'une des manifestations les plus spectaculaires de la crise contemporaine de la démocratie représentative⁶⁷.

Même s'il n'est pas ancré dans les institutions et les partis politiques, un réel pluralisme politique existe dans la société russe et dans les sociétés post-soviétiques

⁶⁵ Sourkov, V. Iou., op. cit.

⁶⁶ Krychtanovskaïa, O. V., op. cit.

⁶⁷ Reynié, D., « 2002 : une crise de la démocratie électorale. Les enseignements de l'élection présidentielle », *Notes et études de l'Observatoire interrégional du politique*, n°4. Voir <http://oip.sciences-po.fr/fr/neo/NEO4.pdf>.

en général. Au-delà de la pluralité des opinions politiques que reflètent les sondages, des orientations idéologiques et politiques distinctes sont repérables, sans que l'on puisse néanmoins identifier des « familles politiques » qui s'appuieraient sur des électorats stables et sociologiquement, ou géographiquement, typés. Toutes les élections parlementaires qui se sont déroulées depuis les premières élections semi-libres au Congrès des députés du peuple de l'URSS au printemps 1989 attestent de l'existence de ce pluralisme. Un bref coup d'œil sur l'offre électorale des quinze dernières années suffit à se convaincre de la diversité des partis et des idéologies en présence. L'élection de la moitié des députés de la Douma d'Etat (225) au scrutin de liste à la proportionnelle a permis l'accession à l'espace public de multiples organisations, souvent des partis politiques ou des « blocs électoraux » créés pour l'occasion. Cette diversité de l'offre politique ne reflète toutefois guère que le pluralisme idéologique d'une élite. Avant la perestroïka, un certain pluralisme politique existait dans les cercles de la *nomenklatura* et de l'intelligentsia (au sens sociologique du terme), c'est-à-dire aux catégories les plus instruites de la société soviétique. Dans un ouvrage fondamental, Andreï Amalrik a montré comment, pendant les années 1960 et 1970, l'évolution de la stratification sociale en URSS et l'érosion consécutive de l'idéologie officielle avaient permis la diffusion d'autres idéologies politiques, dont certaines étaient clairement en rupture avec le marxisme-léninisme officiel⁶⁸. Il observait que si le système de parti unique faisait « obstacle à l'émergence d'un véritable pluralisme débouchant sur la création de partis politiques », « l'apparente et nécessaire uniformité » qu'il créait « la réalité d'un véritable pluralisme des idées politiques dans la *nomenklatura* et au sein de l'intelligentsia des grands centres urbains ». Amalrik a représenté les idées politiques en circulation dans l'URSS de l'ère Brejnev dans un schéma tridimensionnel de la « rotation des idéologies tournant en circuit fermé », qu'il appelle la « roue des idéologies »⁶⁹. Il distingue les « super-idéologies » ou « philosophies sociales » (marxisme, libéralisme, nationalisme) qui structurent l'ensemble ; les idéologies proprement dites, ou « doctrines politiques » (néo-stalinisme, libéralisme démocratique, néo-slavophilisme, populisme...) ; enfin les « sous-idéologies » ou « idéologies instinctives » (conservatisme du pouvoir, réformisme de la classe moyenne, égalitarisme des masses). Ce schéma montre que les idéologies en circulation dans la société soviétique résultent de l'imbrication de conceptions et de

⁶⁸ Amalrik, A., *L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ?*, Paris, Librairie générale française, 1977, pp. 249-269.

⁶⁹ Voir l'original de ce schéma publié dans *Rousskaïa Mysl'*, 9 septembre 1976, p. 5.

valeurs politiques appartenant à l'histoire des idées russes (slavophilisme, populisme), au spectre idéologique soviétique (néo-stalinisme marxiste), occidental (libéralisme démocratique, marxisme libéral), ou bien résultent de l'association de ces divers courants (néo-stalinisme nationaliste). Cette grille de lecture est aujourd'hui encore très pertinente. Elle rejoint, dans une large mesure, la définition officielle des orientations politiques par la Commission électorale centrale.

La roue des idéologies d'Andreï Amalrik

Source: Amalrik, A., *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?*, Paris, Librairie générale française, 1977, p. 255.

Après la chute de l'URSS, le pluralisme idéologique repéré par Amalrik dans l'URSS des années 1970 n'a pas débouché sur un véritable pluralisme politique et partisan, articulé autour de familles politiques structurées. Cet auteur, décédé en 1980, avait anticipé cette évolution. Soulignant l'étroite de tous les citoyens soviétiques, quel que fût leur statut, à l'égard de l'Etat-parti - une dépendance qui a engendré une stratification sociale égalitariste peu propice à l'émergence de groupes sociaux s'appuyant sur des intérêts et des valeurs, en d'autres termes développant

une identité commune - Amalrik écrivait que le pluralisme idéologique était voué à rester dans l'univers des idéaux et des abstractions. Cette prédiction s'est révélée exacte. Autre obstacle à l'émergence d'un pluralisme politique institutionnalisé, le parti, en tant que forme d'organisation politique symbolisée par l'ancien parti unique, fut frappé d'un fort discrédit au début des années 1990 et le Président Eltsine s'est ainsi toujours abstenu de soutenir ou même de favoriser la création d'un parti politique pro-présidentiel structuré et solidement ancré dans la société. Dans ces conditions, la plupart des formations politiques des années 1990 furent des « partis de cadres », par opposition à ce « parti de masse » d'un type particulier qu'était le PCUS qui comprenait, en 1989, plus de 17 millions de membres. Les divers mouvements et blocs électoraux n'avaient guère pour objectif que de faire élire leurs leaders, quand ils ne portaient pas des candidatures de témoignage ou d'opportunité - être élu député conférant l'immunité parlementaire - voire à couvrir des opérations de blanchiment. Ainsi, de nombreuses formations ont vu le jour, avant de disparaître, une fois leur mission remplie. Le bloc électoral constitué par le parti du pouvoir en 1995, Notre Maison la Russie (*Nach Dom Rossiia*, NDR), est la quintessence de ces « partis de cadres » sans militants. De l'aveu de son ancien secrétaire général, il y eut peu d'adhérents à cette formation politique, hormis « ceux qui voulaient se faire élire sous cette étiquette à la Douma ou dans les assemblées régionales »⁷⁰. Pendant les années 1990, seul le PCFR, reconstitué en 1993 sur les ruines d'un PCUS interdit en 1991, devint un véritable « parti de masse » qui réussit à mobiliser, au-delà de ses adhérents, de nombreux militants et sympathisants bénévoles, souvent retraités. Mais pour l'essentiel, le pluralisme électoral est vite devenu l'affaire des professionnels de l'influence, de la communication et des relations publiques. Dans ces conditions, l'offre électorale s'est émiettée. Elle est devenue illisible pour les électeurs, ce qui a entraîné la dispersion des voix et supplémentaire constitué un obstacle à la fidélisation des électors et à la constitution de véritables « familles politiques » en Russie. Parmi les organisations politiques ayant présenté une liste aux élections à la Douma en 1993, seuls trois (PCFR, LDPR et Iabloko) étaient présentes sous cette même appellation aux élections de 2003. Toutes les études s'accordent à reconnaître que, pendant les années 1990, seuls le PCFR et le parti Iabloko ont réussi à agréger un électorat stable⁷¹.

⁷⁰ Ryjkov, V. A., *Tchetviortiaïa respoublika. Otcherk polititcheskoi istorii sovremennoi Rossii*, Moscou, 2000, Ad Marginem, p. 154.

⁷¹ Kholodkovski, K. G., « O korniah ideino-polititcheskoi differentsiatsii rossiïskogo obchtchestva » in Diliguenskii, G. G. (dir.), *Tchelovek v perekhodnom obchtchestve*, Moscou, IMEMO, 1998, pp. 55-87. Voir

Pluralisme et représentation lors des élections à la Douma (scrutin proportionnel de liste)

	1993	1995	1999	2003
Nombre total de listes en présence	13	43	26	23
Nombre de listes ayant obtenu plus de 5% des voix	8	4	6	4
Nombre de listes présentes au scrutin précédent	-	7	6	7
Proportion des suffrages non représentés	20,80%	49,50%	18,63%	29,35%
Proportion des citoyens représentés à la Douma (ensemble des inscrits)	43,03%	32,68%	50,32%	33,84%

Source : Commission électorale centrale de la Fédération de Russie (<http://www.cikrf.ru>)

En dépit du mode de scrutin proportionnel (avec un seuil de représentation fixé à 5% des voix, avant 2007), qui favorise une représentation plus équitable des diverses orientations politiques que le scrutin majoritaire, la proportion de citoyens russes que l'on peut considérer comme représentés à la Douma oscille entre un tiers et la moitié. Cette proportion est encore moindre dans les assemblées régionales et municipales, en raison des taux de participation généralement plus faibles lors de ces consultations. La multiplicité des listes et des petites formations politiques provoque naturellement l'éparpillement des voix. Dans une démarche volontariste, Vladimir Poutine a non seulement soutenu la consolidation du parti qui le soutient, Russie Unie, mais également fait adopter un arsenal législatif qui fait désormais du parti politique de niveau fédéral le seul type d'organisation politique autorisée à présenter des candidats aux élections de tous niveaux. Les « partis jetables » de circonstance, les coalitions éphémères, les blocs électoraux *ad hoc* ainsi que les formations politiques régionales, ethniques ou religieuses sont désormais exclus du jeu électoral. Adoptée en 2001, une loi fédérale « sur les partis politiques » vient réglementer très strictement cette institution, désormais unique (à l'exclusion des blocs électoraux et autres formations de circonstance), de la vie politique russe. En 2004, un amendement a renforcé encore les conditions de l'enregistrement des partis politiques. Ne peuvent désormais prétendre au statut de parti politique que les organisations comptant au moins 50.000 membres (le chiffre était de 10.000 dans la version de 2001) et disposant de branches régionales comptant au moins 5.000 membres dans la moitié des (89) sujets de la Fédération et d'au moins 2500 dans les

aussi, du même auteur, « Sotsial'nye korni ideino-polititicheskikh differentsiatsii rossiïskogo obchtchestva », *Polis*, n°3, 1998, pp. 17-31.

autres⁷². D'autre part, l'enregistrement des partis politiques est désormais contrôlé par l'administration fédérale. La mission en est confiée au Service fédéral des enregistrements, un organe qui dépend du Ministère de la Justice et qui, fin 2006, a dressé la liste des 17 partis politiques autorisés à présenter des candidats aux élections de 2007⁷³. L'instauration de ce double contrôle *a priori* des candidatures - par le Ministère de la Justice et les commissions électorales - illustre la volonté de l'administration présidentielle de centraliser le système de la démocratie administrée au profit du parti du pouvoir⁷⁴. Elle a été officiellement présentée par Vladimir Poutine comme une entreprise qui, en institutionnalisant des grands partis politiques représentatifs dotés d'un ancrage territorial à l'échelle de toute la Russie, vise à instaurer à terme un système partisan stable qui seul, à terme, permettra l'alternance au pouvoir de plusieurs grands partis politiques. Le Président Poutine, le chef du parti Russie Unie, Boris Gryzlov et le chef-adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Sourkov, ont présenté ces réformes comme la première étape dans la mise en œuvre d'un bipartisme russe à venir.

Quelle représentativité pour les partis politiques russes ?

Partis politiques ayant obtenu plus de 2% des voix lors des élections à la Douma en 2003	Nombre de membres déclarés lors de l'enregistrement du parti auprès du SFE*	Nombre de membres revendiqués sur le site Internet du parti fin 2007
Russie Unie	659.654	1,250,000
PCFR	184.181	200.000
LDPR	116.387	+ de 500.000
Rodina***	144.230	140.000
Parti agrarien	167.580	+ de 180.000
Parti des retraités***	130.596	+ de 600.000
Iabloko	60.440	64,792**
SPS	14.647	+ de 50.000

* Au 31.01.2006. Source : <http://www.rosregistr.ru>

** Selon un décompte précis établi en octobre 2003 (<http://www.yabloko.ru>)

*** avant leur fusion en un nouveau parti, Russie Juste, en octobre 2006

⁷² Federal'nyi Zakon « O politicheskikh partiïakh », *Sobranie Zakonodatel'stva Rossiïskoi Federatsii*, 2001, n°29, art. 2950 ; 2002, n°12, art. 1093 et n°30, art. 3029 ; 2003, n°50, art. 4855 ; dernier amendement en 2004, *Rossiïskaïa Gazeta*, 21 décembre 2004. Une version synthétique de ces dispositions législatives est disponible sur le site internet de la Commission électorale centrale : <http://www.cikrf.ru>.

⁷³ Voir le site internet du Service fédéral des enregistrements (Federal'naïa Sloujba reguistratsii) : <http://www.rosregistr.ru>. Cet organe a rejeté 15 demandes et constaté que 28 organisations politiques s'étaient autodissoutes ou avaient cessé d'exister du fait de leur non-conformité avec les nouvelles dispositions législatives.

⁷⁴ Pour une analyse critique de l'impact de ces dispositions, voir Stanovaïa, T., « Novyi format vyborov v Rossii », 18 avril 2005 sur le site internet <http://www.politcom.ru>.

Rien n'indique que les nouvelles dispositions législatives sur les partis politiques permettront la consolidation et l'ancrage d'autres formations politiques que celle du « parti du parti du pouvoir ». À la lecture du tableau ci-dessus, on observe que vu le nombre (parfois surestimé) d'adhérents revendiqués par les diverses formations et au-delà de la surenchère provoquée par les 974.000 adhérents affichés par Russie Unie, la barre légale des 50.000 adhérents est un seuil difficile à franchir. La loi de 2001 oblige les partis politiques à comptabiliser des affiliations individuelles qui, jusqu'ici, étaient relativement informelles⁷⁵. Aussi a-t-elle entraîné une augmentation réelle des adhésions aux partis politiques. Toutefois, ces dispositions ont jusqu'ici principalement bénéficié à Russie Unie, un parti auquel la plupart des adhérents invoquent ouvertement des motifs carriéristes ou clientélistes pour justifier leur adhésion, très semblables à ceux qui sous-tendaient l'adhésion au PCUS dans les années 1970-1980. Dès lors, la volonté présidentielle de renforcer la représentation politique, loin de pallier son caractère tribunitien, ne fait qu'exacerber encore davantage la dynamique plébiscitaire de la démocratie post-soviétique.

Le triomphe du national-centrisme à l'heure Poutine

Après 2001, l'institutionnalisation des partis politiques a coïncidé avec le triomphe électoral de Russie Unie et l'effondrement corrélatif (en 2003) du PCFR, seul parti de masse des années 1990, qui a perdu, en quatre ans, près de la moitié de son électorat. Cette évolution reflète-t-elle un bouleversement des orientations politiques au sein de la société russe ? Elle témoigne au moins de la volatilité de ces dernières, corollaire du faible ancrage social des structures partisans. Dans les rapports qu'elle publie après chaque élection à la Douma d'Etat depuis 1993, la Commission électorale centrale distingue quatre orientations politiques : centriste, démocrate, communiste et nationale-patriotique⁷⁶. Ces orientations politiques couvrent un spectre idéologique presque identique et interagissent selon la même logique circulaire que celle de la « roue des idéologies » d'Amalrik. Dans cette logique, l'orientation centriste s'apparente à l'idéologie, évolutive, du parti du pouvoir, que celui-ci prône un pragmatisme de tendance démocrate (Choix de la

⁷⁵ Ainsi, le site internet de *Iabloko* précise que les adhésions pour la période 2001-2005, qui auraient provoqué le quintuplement du nombre de membres, ne proviennent pas que du recrutement de nouveaux partisans, mais aussi de « l'inscription de membres du parti dont l'adhésion était jusqu'ici informelle ».

⁷⁶ Les rapports de la Commission électorale centrale rattachent, pour chaque échéance électorale, les divers mouvements, partis et blocs électoraux à l'une ou l'autre de ces orientations en fonction de la dominante idéologique du discours tenu par leurs leaders.

Russie en 1993), un légitimisme relativement apolitique (OVR ou Unité en 1999) ou national-patriotique (Russie Unie en 2003). L'orientation démocrate rassemble les formations qui se réclament du libéralisme politique (*Iabloko*, Choix démocratique de la Russie en 1995, Union des forces de droite ou SPS en 1999 et 2003). On trouve rassemblés sous l'étiquette communiste tous les partis et mouvements qui se rattachent de manière explicite au communisme, au marxisme-léninisme, à l'URSS ou à l'héritage de Lénine ou de Staline. Enfin, l'orientation nationale-patriotique définit un courant que l'on définit ici par l'attachement des mouvements qui le composent au principe de l'Etat-puissance (*derjavnost'*). On y classe une kyrielle de mouvements traditionalistes orthodoxes et « rouges-bruns » de tout acabit, qui s'apparentent souvent à des groupuscules. On y range également le LDPR, un parti qui syncrétise bien des idéologies protestataires sous la bannière de l'ultra-nationalisme russe. Enfin, cette orientation est également incarnée par des modérés qui, dès le milieu des années 1990, rejettent tout autant le passé communiste que l'idéologie démocrate libérale de l'intelligentsia et des réformateurs de l'ère Eltsine et critiquent les réformes économiques menées par ces derniers. Figuré dans les années 1990 par le général Alexandre Lebed et son Congrès des Communautés russes (KRO), ce courant national-patriotique modéré correspond peu ou prou, après 2000, à l'idéologie du pouvoir incarnée par Vladimir Poutine. Les orientations nationale-patriotique et centriste ont alors fusionné. Ainsi s'explique la forte diminution de l'électorat national-patriotique entre les consultations de 1995 et de 1999, cet électorat ayant été séduit par le discours et le style du nouveau Président. Contraint de se démarquer de ce nouveau national-centrisme officiel, le nouveau parti *Rodina* (La Patrie), fondé en 2003 par deux anciens responsables du parti du général Lebed, est contraint de radicaliser nettement le discours qui était jusqu'alors celui des hommes politiques issus de cette mouvance⁷⁷.

Evolution des orientations politiques du vote lors des élections à la Douma (scrutin proportionnel de liste)

⁷⁷ A l'automne 2005, à l'occasion de la campagne pour les élections à la Douma de Moscou, un message télévisé de ce parti invitait de manière explicite la Russie à « se débarrasser de ses déchets », désignant par là les immigrés d'origine non-européenne. La diffusion de ce message a justifié l'éviction, par la commission électorale, de cette formation du scrutin moscovite. Voir Laruelle, M., « Rodina : les mouvances nationalistes russes du loyalisme à l'opposition », CERI-Sciences-Po, mai 2006, 14 p., consultable à l'adresse suivante : <http://www.ceri-sciencespo.com/archive/mai06/artml.pdf>.

ORIENTATION POLITIQUE	1993	1995	1999	2003
Centriste	29,10%	22,21%	36,65%	40,86%
Communiste	20,39%	32,22%	24,29%	19,34%
Nationale-patriotique	22,90%	20,66%	5,98%	21,81%
Démocrate	23,37%	20,23%	14,45%	8,27%

Sources : Commission électorale centrale de la Fédération de Russie (<http://www.cikrf.ru>)

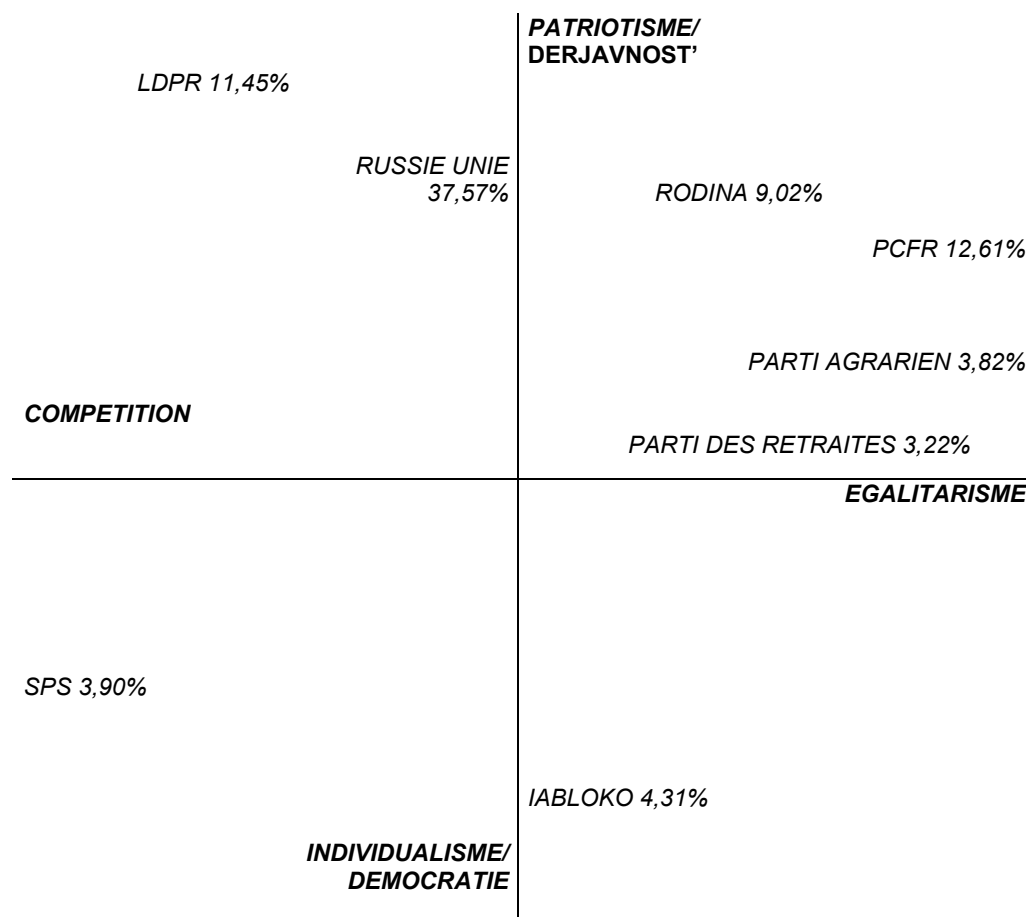
En 2003, les orientations « centriste » et « nationale-patriotique » prédominent. Le déclin remarquable de l'électorat démocrate, progressif, n'est pas seulement dû à sa captation par les partis d'orientation centriste ; il tient également à ce que cet électorat des « yuppies » russes est aussi le plus abstentionniste. Ce sont en effet les moins de 35 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, vivant dans les grandes agglomérations et se situant dans la tranche du cinquième supérieur de l'échelle des revenus qui constituent la catégorie de la population qui s'abstient le plus à tous les scrutins, et ce d'une manière constante depuis le début des années 1990. L'effondrement de l'électorat communiste s'explique largement par sa captation par Russie Unie, le Parti des retraités et La Patrie, une formation considérée par de nombreux observateurs comme ayant été créée à cette fin avec l'aide du parti du pouvoir. Un autre facteur d'explication peut être avancé : l'électorat communiste, plus âgé et plus rural que la moyenne, serait en voie d'extinction biologique. Il est incontestable que le facteur démographique diminue son poids relatif, car cet électorat âgé, le moins abstentionniste de tous, bénéficiait jusqu'ici d'une relative surreprésentation statistique⁷⁸. D'une manière générale, on observe un net glissement du centre vers le national-patriotisme, favorisant une synthèse nationale-centriste. Depuis 2003, l'idéologie de la *derjavnost'*, qui rallie aussi l'électorat communiste dans sa quasi-totalité, domine l'échiquier politique. Le schéma de Kirill Kholodkovski sur la différenciation idéologique et politique de la société russe retient deux axes : un axe « liberté/égalité », sur lequel s'articule les « valeurs politiques dominantes relatives entre l'Etat et l'individu », et un axe « libéralisme/autorité », qui représente « les valeurs relatives au rôle de l'Etat dans la société et l'économie »⁷⁹. En combinant

⁷⁸ Pour une étude de l'abstention en Russie, voir McAllister, I. et White, S., « To Vote or not to Vote : Election Turnout in Post-Communist Russia » in Wyman, M., White, S., et Oates, S. (dir.), *Elections and Voters in Post-Communist Russia*, Cheltenham, Edward Elgar, 1998, pp. 29-59.

⁷⁹ Kholodkovskii, K. G., op. cit., ainsi que du même auteur « Sotsial'no-psikhologitcheskaïa differentsiatsiïa rossiïskogo naseleniïa i protsess formirovaniïa partiï », *Polis*, n°5, 2001, pp. 75-96. Ce schéma est inspiré par les classifications de Stein Rokkan dans son étude comparative sur les partis politiques en Europe : Rokkan S., *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967, 554 p.

ce schéma avec d'autres grilles d'analyse⁸⁰, on obtient la représentation graphique suivante de l'échiquier politique russe au milieu de la première décennie 2000 :

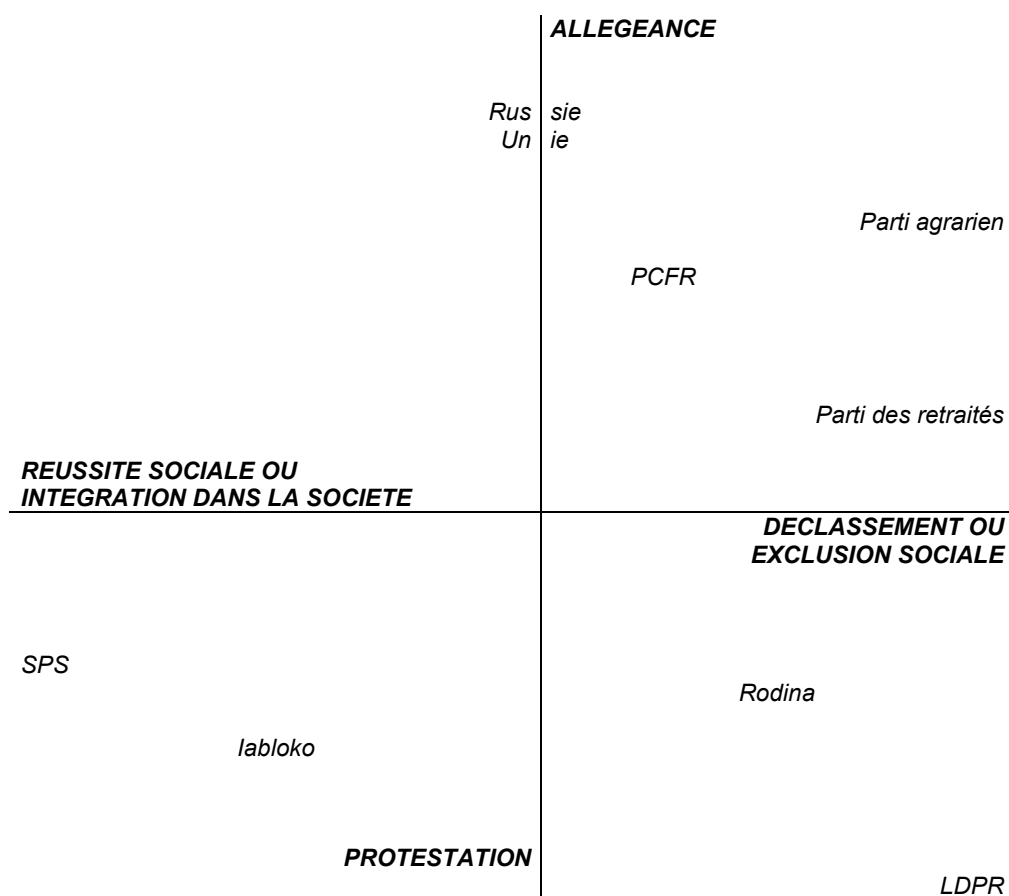
Une représentation graphique de l'échiquier politique russe en 2003



Dans le schéma proposé ci-dessus, deux lignes se croisent : celle qui oppose individualisme et holisme - représenté ici par le patriotisme, forme d'attachement complexe au collectif – et celle qui oppose deux types idéaux souvent retenus par les questionnaires d'enquêtes sociologiques en Russie, la société dite libérale, dominée par la compétition et la concurrence entre les individus, et la société égalitaire. En superposant le schéma ci-dessus avec la représentation graphique présentée ci-dessous, qui établit une corrélation entre l'orientation politique et le sentiment d'intégration ou d'exclusion dans la société, on observe que la structure des orientations politiques s'établit sur un mode ternaire plutôt que binaire.

⁸⁰ Levada-Tsentr, *Obchtchestvennoe mnenie-2004*, Moscou, 2004, 172 p. ; Anokhina, N. V. et Melechkina, E. Iou., « Itogui golossovaniia i èlektoral'noe povedenie » in Guel'man, V. Ia., Golossov, G. V. et Melechkina, E. Iou. (dir.), *Vtoroi èlektoral'nyi tsikl v Rossii 1999-2000 gg.*, Moscou, Ves' Mir, 2002, pp. 155-182.

Sociologie des orientations politiques



Ainsi, les fondements idéologiques d'un système bipartisan ne semblent pas réunis dans la société russe. On repère trois grands électorats. D'une part, le vaste électorat du patriotisme d'allégeance, rassemble Russie Unie et le PCFR dans une vaste « coalition » nationale-centriste ; d'autre part, deux électorats d'« opposition » semblent irréconciliables au plan des idées et des valeurs : un électorat de l'individualisme protestataire, que représente la seule orientation démocrate, et un électorat du patriotisme protestataire, figuré par l'orientation nationale-patriotique (LDPR, Rodina). Un quatrième électorat, celui de l'égalitarisme protestataire, apparaît peu dans ces schémas, sinon en filigrane, du côté du Parti des retraités.

Le parti de l'allégeance jouit d'une prépondérance écrasante face à un parti de la protestation aussi étique que profondément divisé, tant au plan idéologique (axe « patriotisme/individualisme ») que sociologique (axe « réussite sociale/déclassement »). Au final, c'est le parti de l'esquive des abstentionnistes et

des électeurs « contre tous » (envisagés ci-après), absent de ces schémas, qui constitue le contrepoids le plus important au parti de l'allégeance. Ce schéma ternaire – les trois grands électorats - pourrait être rapproché des dynamiques sociologiques qui relient entre elles, pour Amalrik, les trois « sous-idéologies » fondamentales (conservatisme du pouvoir, réformisme de la classe moyenne, égalitarisme des masses). Chaque « sous-idéologie », ou « idéologie instinctive », associerait deux groupes sociaux contre le troisième : le pouvoir et les masses contre l'intelligentsia, le pouvoir et l'intelligentsia contre les masses, l'intelligentsia et les masses contre le pouvoir. Dans cette perspective, le patriotisme d'allégeance à l'ère Poutine s'appuierait sur une alliance entre le pouvoir et les masses contre l'intelligentsia (et par extension les réformateurs démocrates), contrairement à l'« individualisme d'allégeance » qui, à l'ère Eltsine, associait le pouvoir et l'intelligentsia dans un même rejet des masses, ces *sovki* qui étaient alors raillés comme les vestiges d'un régime soviétique obsolète⁸¹.

Les catégories du vote

L'étude des orientations politiques et des électorats ne permet de saisir qu'en partie la sociologie du vote de ces quinze dernières années. Tout d'abord, il faut rappeler que le comportement électoral est étroitement tributaire du mode de scrutin. Or, jusqu'en 2004, c'est le scrutin uninominal (scrutin majoritaire) qui prime. Jusqu'alors, toutes les consultations, tant au niveau fédéral que régional ou local (Président, gouverneurs, maires et la plupart des députés des assemblées régionales), se déroulent au scrutin uninominal à un ou deux tours. Seule l'élection de la moitié des députés de la Douma – et certaines élections dans les assemblées régionales - se déroulent alors au scrutin proportionnel de liste⁸². Or, le scrutin majoritaire favorise la personnalisation des campagnes et des enjeux et limite l'expression des orientations politiques. Dans les assemblées régionales élues avant 2004, y compris dans celles qui étaient élues avec une dose de proportionnelle, la part des députés affiliés à une organisation politique ne dépassait jamais le seuil de 20%, sauf dans les régions méridionales où le parti du pouvoir régional était affilié au PCFR. Le parti du pouvoir régi par le gouverneur sortant n'avait nul besoin d'un parti ou d'un

⁸¹ Au singulier *sovok*, terme post-soviétique apparu dans les années 1990 pour désigner péjorativement ce qui est « soviétique », tout comme « franchouillard » (ou « bof ») pour « français ». *Sovok* peut être traduit de manière amusante par « soviétouillard ».

⁸² Voir les résultats électoraux portés en annexe.

mouvement pour remporter la majorité. L'appartenance de tel ou tel candidat au parti du pouvoir ou à un groupe rival était signalée soit par le soutien explicite qu'il recevait (ou non) du chef d'administration régionale, soit, de manière implicite, par l'étendue de ses moyens financiers ou médiatiques. Dès lors, le cantonnement de la proportionnelle aux seules élections à la Douma n'a pas favorisé le développement du vote de conviction, un type de vote qui se rapproche du vote comme choix rationnel du citoyen - type idéal du vote dans une démocratie représentative et pluraliste - qui ne pouvait guère s'exprimer qu'à cette occasion. C'est la raison pour laquelle la question du sens du vote est inséparable de celle de sa couleur politique ou de sa teneur idéologique. Pourquoi vote-t-on ? Cette question est souvent évacuée de l'analyse électorale. Le « paradoxe du vote », en vertu duquel les électeurs se rendent aux urnes en étant pleinement conscients que leur vote n'aura sur le résultat final des élections qu'une incidence presque nulle, est une limite absolue à l'application de la rationalité dans les sciences sociales⁸³. Il rappelle que l'acte de voter ne peut pas être réduit à un simple choix rationnel : c'est aussi un acte profondément irrationnel, conditionné par des croyances, des habitudes et des réflexes dont l'imbrication est difficile à démêler. En Russie, où la vie politique est largement perçue comme relevant d'un univers à part, coupé du reste de la société, où le vote fut longtemps un rite obligatoire, où la démocratie est perçue négativement, où la confiance des gouvernés dans les élus et les gouvernants est très faible, cette question du pourquoi vote-t-on retentit avec encore plus d'écho. Pourquoi les citoyens russes se rendent-ils aux urnes ? Cette question élémentaire est un point de départ. La réponse à cette question s'articule ici autour de quatre types identifiés du vote : le vote de conviction, le vote par élimination, le vote clientéliste et le vote d'allégeance⁸⁴.

En premier lieu, on note qu'à l'exception de l'élection présidentielle, consultation majeure et perçue comme telle, la participation ne dépasse guère 50% que pour les élections à la Douma d'Etat. Lors des consultations régionales et locales, l'abstention est plutôt la règle. Si l'on considère les 36 élections qui se sont tenues en Russie au cours de l'année 1998 au niveau régional - élections des gouverneurs et des assemblées régionales - la participation n'a dépassé les 50% que dans 9 cas,

⁸³ Boudon, R. « Le 'paradoxe du vote' et la théorie de la rationalité », *Revue française de sociologie*, vol. XXXVIII, n°1, 1997, pp. 217-227.

⁸⁴ Raviot, J.-R., « Russie », in Reynié, D. et Perrineau, P. (dir.), *Le dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, 1024 p.

principalement dans les républiques où le taux de participation, très supérieur à la moyenne, révèle une meilleure « administration de la démocratie ». Dans 24 cas, le taux de participation était situé entre 35% et 45% et à Khabarovsk, l'élection a été annulée faute d'atteindre le quorum de 25% exigé par la législation régionale. Lors des élections locales, les taux de participation sont encore moindres, en particulier dans les grandes villes. À Saint-Petersbourg, en 1998, l'abstention a atteint 85% lors des élections locales⁸⁵. Les électeurs russes sont donc, dans leur majorité, aussi intermittents que peu « disciplinés », au sens où ils resteraient fidèles, d'un scrutin à l'autre, à une même orientation politique. Ils pratiquent volontiers le vote par élimination. Si le vote de conviction est un vote d'adhésion (je vote pour tel candidat ou tel parti car j'adhère à sa définition du bien commun), le vote par élimination est un vote motivé par le rejet (je vote contre tel candidat ou telle liste), et en particulier par le rejet du pouvoir sortant. Ce comportement est fortement stimulé par le scrutin uninominal à deux tours qui a servi à élire, jusqu'en 2004, tous les chefs des exécutifs : le Président, la plupart des présidents des républiques, des gouverneurs et des maires. Dès lors, le vote par élimination s'est largement développé. Les candidats l'ont compris et n'ont pas hésité à instrumentaliser ce réflexe des urnes contre leurs adversaires. Ainsi, le vote pour Boris Eltsine au deuxième tour de la présidentielle de 1996 a été porté par un électorat fortement influencé par les médias qui lui intimaient de faire barrage à l'élection de Guennadi Ziouganov et au retour du communisme. Bien entendu, le vote par élimination n'est pas le seul fruit de la prescription, par le parti du pouvoir, d'une stigmatisation de l'adversaire par les urnes. Le scénario de la présidentielle de 1996, où l'influence impersonnelle orchestrée par un parti du pouvoir soutenu par la quasi-totalité de l'élite politique, économique et médiatique a été décisive, peut aussi bien se retourner contre ses promoteurs. Ainsi, certains gouverneurs n'ont pas été réélus du fait d'avoir trop abusé du quasi-monopole qu'ils détenaient sur les sources de l'influence impersonnelle. La notoriété est susceptible d'acquérir une forte connotation négative et de reporter l'attention des électeurs sur des candidats dont la campagne électorale est à l'évidence entravée par le gouverneur sortant ou l'intervention du Kremlin en faveur de ce dernier. Le vote clientéliste constitue un troisième type de vote. Il s'apparente à un réflexe en vertu duquel « je vote X car il fut le chef de Y, l'allié de Z qui est le frère du patron de mon entreprise et j'en tirerai toujours un avantage, mon emploi sera protégé... ». Il

⁸⁵ Kozlov, V., « Vyборы v reguionakh » in Petrov, N. (dir.), *Reguiony Rossii v 1998 g.*, Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 1999, pp. 156-166.

s'appuie sur des réflexes de solidarité professionnelle, ethnique ou territoriale, ainsi que sur les multiples « liens informels » qui forment une trame essentielle de la société russe post-soviétique. Largement répandu dans les campagnes et les petites villes, là où tous se connaissent, le vote clientéliste pèse parfois d'un poids non négligeable dans des scrutins tenus dans des grandes villes. C'est en particulier le cas lorsque tel directeur d'une grande usine se présente à une élection, ou encore lorsque tel candidat, dont la notoriété est liée à celle de telle *grouppirovka* mafieuse qui contrôle tel secteur ou tel quartier, se montrer peu avare dans la distribution des petites gratifications avant l'élection et moins encore dans ses promesses électorales.

Quatrième type de vote, le vote d'allégeance combine les trois types de vote précédents : conviction, par élimination et clientéliste. La montée en puissance du vote d'allégeance, qui se manifeste dans la seconde moitié des années 1990, est un fait majeur qui caractérise l'enracinement de la démocratie plébiscitaire. En russe comme en français, le terme d'allégeance (*poddanitchestvo*) renvoie à un acte de délégation par lequel un individu s'oblige à accepter la soumission à une autorité instituée. Le vote d'allégeance récompense le candidat qui dispose de la quantité la plus importante des diverses ressources : politiques, administratives, économiques, symboliques. Le mieux pourvu est ainsi le mieux servi par les urnes, avec des résultats qui dépassent largement la majorité absolue. Le vote d'allégeance est donc un vote en faveur d'un parti du pouvoir dont on a acquis la conviction qu'il est le meilleur choix possible. Bien entendu, ce type de vote est largement stimulé par une configuration non-pluraliste ou semi-pluraliste de l'échiquier politique. Ainsi, dans les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan, ce type de vote se signale dès le début des années 1990. Respectivement ancien président du Soviet suprême de la république bachkire et ancien premier secrétaire du PC de la république tatar, les Présidents Mourtaza Rakhimov et Mintimer Chaïmiev, sont régulièrement réélus avec d'excellents scores face à des oppositions faibles et divisées. Les candidats des formations qu'ils contrôlent remportent la majorité absolue des sièges à toutes les élections : à la Douma d'Etat (circonscriptions territoriales), dans l'assemblée de la république et les assemblées locales. Leur légitimité politique a été considérablement appuyée par leur stratégie plébiscitaire dont le levier principal fut, dans les années 1990, le combat pour la défense de la souveraineté des républiques tatar et bachkire, fortement industrialisées et riches en hydrocarbures. Dans la première moitié des années 1990, les Présidents tatar et bachkir ont organisé des référendums qui n'ont

fait qu'appuyer la consolidation de leur pouvoir qu'ils ont justifié par la nécessité de protéger les républiques (et les biens relevant de leur compétence) du volontarisme du Kremlin et de ses programmes de privatisation. C'est au Tatarstan et au Bachkortostan que se développent, en Russie, les premiers prototypes de la démocratie administrée, un modèle regardé avec envie par bien des gouverneurs dans les années 1990 et qui va se généraliser progressivement. Au Bachkortostan, le leadership de Rakhimov, qui se fait appeler officiellement *babai* - grand-père en bachkir - a acquis une dimension autoritaire et paternaliste⁸⁶. Pour Vladimir Pribylovski, le « système Poutine » n'a fait que suivre l'exemple bachkir en construisant au niveau fédéral un « système électoral bachkir de limitation du pluralisme au profit du seul parti du pouvoir » et en encourageant son extension à l'ensemble des régions⁸⁷. Si l'attrait des « partis du pouvoir » régionaux pour la démocratie administrée est évident et si la recherche, par bien des maires et des gouverneurs, des meilleurs moyens de susciter en leur faveur un vote d'allégeance est une tactique qui se généralise à la fin des années 1990, il semble que ce ne soit pas le modèle bachkir, mais plutôt le leadership de Iouri Loujkov, maire de Moscou, qui en constitue la panacée. Elu vice-maire de la capitale russe en juin 1991, Iouri Loujkov fut nommé maire en 1992 par décret présidentiel, suite à une crise politique au sommet du pouvoir municipal dont les motifs étaient liés aux illégalités et à la corruption qui ont jalonné la privatisation des biens immobiliers du PCUS et de ses organisations dans la capitale russe par une équipe dont il était la cheville ouvrière. Iouri Loujkov qui, selon l'ancien maire destitué à la suite de cette affaire, Gavriil Popov, représentait alors « la fraction la plus évoluée de la bureaucratie alliée aux forces démocratiques », va construire à Moscou un système politique caractérisé par « un pouvoir presque absolu du maire, qui tient dans ses mains presque tous les réseaux économiques importants de la ville, les partis politiques, les médias, la Douma miniature de poche (Douma de Moscou) qui vote aux maires des pouvoirs spéciaux toujours plus étendus »⁸⁸. Cette stratégie va presque immédiatement porter ses fruits sur le terrain électoral : le 12 juin 1996, Iouri Loujkov est élu maire de la capitale avec 87,9% dès le premier tour, face à trois autres candidats dont le premier

⁸⁶ Raviot, J.-R., « Le Tatarstan au coeur de la construction fédérale en Russie depuis 1988 » in Dudoignon, S., Is'haqov, D. et Möhämätshin, R. (dir.), *L'Islam de Russie*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1997, pp. 307-342.

⁸⁷ Pribylovskiï, V. V., « Trioumfal'noe chestvie bachkirskoï izbiratel'noï tekhnologii » in Verkhovskii, A. M., Mikhaïlovskaiä, E. V., Pribylovskii, V. V., *Rossïia Poutina : pristrastnyiï vzgliad*, Moscou, Panorama, 2003, pp. 159-172.

⁸⁸ Petrov, N., « Moskva » in McFaul, M. et Petrov, N. (dir.), *Polititcheskii al'manakh Rossii*, op. cit., t. 2, p. 21.

ne recueille que 4,9% des voix. Elu le même jour que Boris Eltsine, le candidat sortant à la mairie de Moscou avait fait campagne commune avec le Président russe. Les deux hommes figuraient ensemble sur les affiches électorales et Iouri Loujkov encouragea ouvertement ceux qui constituaient alors sa ressource médiatique -la chaîne de télévision moscovite *TV-Tsent*r et la chaîne *NTV*, diffusée dans tous les grands centres urbains- à appuyer la candidature de Boris Eltsine. La popularité du maire de Moscou n'a cessé de se renforcer au cours des années 1990. En décembre 1999, Iouri Loujkov fut réélu dès le premier tour avec 71,5% et, en décembre 2003, avec 74,8% des voix. Il est important de souligner que le vote d'allégeance n'est pas tant une conséquence de l'enracinement de la démocratie administrée qu'un élément constitutif de cette dernière : la généralisation de la démocratie administrée eut été impossible sans l'essor du vote d'allégeance⁸⁹. C'est à l'école du succès électoral du maire bâtisseur de Moscou, par l'imitation de son discours et de ses méthodes visant à susciter et à conforter le vote d'allégeance que la démocratie administrée s'est consolidée dans la seconde moitié des années 1990. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine a consacré le vote d'allégeance au plus haut niveau de l'Etat. Il faut rappeler que ce dernier ne va cesser, à l'instar de Loujkov quoiqu'en usant d'un style différent, de peaufiner son image publique de professionnel plus désireux d'agir que de discourir. En cela, et par-delà les différences de personnalité et de style, Vladimir Poutine marche sur les traces du maire de Moscou. De 2000 à 2004, le vote d'allégeance s'est considérablement étendu au niveau régional et au niveau local, avec l'aide du parti du pouvoir du Kremlin. Les réformes des modes de scrutin intervenues après 2004 –élection des chefs des administrations régionales par les assemblées régionales sur proposition du Président, élection de la totalité des députés de la Douma d'Etat et des assemblées régionales au scrutin proportionnel où seules les listes des partis politiques au sens de la loi précitée sont autorisées à se présenter – visent à mieux encadrer le vote d'allégeance et à mieux « administrer la démocratie » au profit de plus en plus exclusif du parti du pouvoir dirigé par le Kremlin.

⁸⁹ La majorité des analystes russes emploient le terme de démocratie administrée avec une connotation péjorative. S'ils constatent que « les mécanismes de la démocratie administrée se sont mis en place bien avant l'arrivée de Poutine au pouvoir », peu sont ceux qui soulignent la complexité du vote qui l'appuie, qui n'est pas seulement le produit des pressions exercées par le parti du pouvoir. Pour un panorama très intéressant de l'emploi du terme démocratie administrée dans les publications internet russes, voir Kareeva, A., « Termin "oupravliaïemaïa demokratiia" v internete », publié le 19 avril 2004 sur le site internet <http://www.scilla.ru>.

La démocratie post-soviétique repose donc sur un vote d'allégeance qui n'a cessé de croître et de se généraliser au cours des années 1990, atteignant son apogée avec l'arrivée de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat et sa réélection en 2004. La montée en puissance de ce type de vote indique que les citoyens ne se saisissent pas tant du droit de vote pour exprimer la vision du bien commun qui leur est la plus proche parmi celles qui sont disponibles sur le « marché électoral » que pour apporter leur contribution au processus de désignation des dirigeants. Plus qu'à un mandat, dispositif qui fonde la démocratie représentative, le mécanisme de délégation qui sous-tend le vote d'allégeance s'apparente à l'accomplissement d'un rituel civique obligatoire, marquant une certaine continuité avec le vote de l'époque soviétique pour des candidats désignés à l'avance⁹⁰. Il faut indiquer à ce titre une certaine continuité des rites à travers l'organisation de buvettes dans les bureaux de vote, une pratique toujours d'actualité. À l'époque soviétique, on y trouvait souvent des denrées introuvables au quotidien, ce qui n'était pas sans encourager les électeurs à accomplir de bonne grâce leur devoir civique. La pérennité d'une pratique qui associe le vote à une gratification immédiate révèle que l'exercice de la citoyenneté n'est pas vraiment associé à l'exercice d'un droit civique. Il s'agit là de l'un des traits constitutifs de l'« athéisme démocratique » post-soviétique en vertu duquel, pour la grande majorité des citoyens, les droits sont disjoints des devoirs, ces deux notions relevant de deux univers distincts.

Le « vote contre tous », quintessence de la démocratie à la russe ?

Le « vote contre tous » est un mécanisme original qui a existé en Russie jusqu'en juillet 2006, date à laquelle il a été supprimé à l'occasion de l'adoption d'une nouvelle législation électorale, à l'exception du cas où un seul candidat se présenterait à une élection, un cas qui, dans un système électoral qui a généralisé le scrutin proportionnel dans toutes les assemblées ou presque, relève désormais de l'exception. La possibilité pour l'électeur russe de voter « contre tous les candidats » (scrutin majoritaire) ou « contre toutes les listes » (scrutin proportionnel) avait été introduite à l'occasion des élections de décembre 1993. En réalité, le « vote contre tous » trouve ses origines dans la pratique électorale soviétique. Le député Viktor Cheïnis, qui fut l'un des principaux rédacteurs de la loi électorale de 1993, avait

⁹⁰ Pour une réflexion sur l'incidence de la tradition du vote soviétique sur le comportement électoral des Russes, voir Komarovskii, V. S., « Demokratiia i vybory v Rossii : teoriia i istoriia voprosa », *Polis*, n°2, 1996, pp. 18-31.

argumenté en sa faveur en soulignant qu'il permettait de rétablir des conditions démocratiques de vote là où le panorama de l'offre politique n'est pas réellement pluraliste, ou biaisée⁹¹. Cheïnis souhaitait même renforcer le poids du « vote contre tous » en introduisant une disposition en vertu de laquelle, au cas où le « vote contre tous » arriverait en tête, l'élection serait invalidée (ce qui était le cas) et que les candidats présents lors du scrutin ne pourraient pas se représenter au second scrutin (ce qui n'a pas été retenu)⁹². Selon une étude réalisée en 2005, le « vote contre tous » permettait, pour 51% des personnes interrogées (et 41% de ceux ayant déjà voté « contre tous »), de participer au scrutin alors même « qu'aucun des candidats (ou aucune des listes) » ne lui semble « digne de faire l'objet d'un vote en sa faveur ». Pour 27% de l'échantillon sondé (et 41% de ceux ayant déjà voté « contre tous »), ce vote permet d'exprimer son « mécontentement en ce qui concerne l'offre électorale, le déroulement des élections et le système politique dans son ensemble ». Il faut ajouter que seuls 14% des personnes interrogées se prononcent contre ce type de vote⁹³. Le « vote contre tous » constituait véritable soupape de sécurité contre les nombreuses dérives de la démocratie non-compétitive illibérale à la russe. En institutionnalisant la protestation anti-système, ce mécanisme consacrait l'illibéralisme d'une démocratie dont les dirigeants reconnaissaient ainsi non seulement les carences de la représentation politique de la société, mais, en maintenant en vigueur ce mécanisme qui permettait de valider l'expression d'une opinion qui, à la limite, n'a pas vocation à être représentée puisqu'elle nie la possibilité même de sa propre représentation, proclamaient l'impossibilité d'une représentation politique de la société, c'est-à-dire leur incroyance dans l'un des fondements principaux de la démocratie libérale. D'une démocratie illibérale se reconnaissant comme telle, la démocratie russe devient, dès lors que le « vote contre tous » est abrogé, une démocratie illibérale qui ne veut plus apparaître comme telle.

Les origines du « vote contre tous » résident-elles dans certaines pratiques électorales de l'époque soviétique ? Quoique par définition non-compétitives, les élections soviétiques, caractérisées par un comportement d'allégeance envers le pouvoir, ont néanmoins été le théâtre de comportements marginaux de protestation qui, dans les années 1970-1980, se sont multipliés. Il était permis d'exprimer une

⁹¹ Cheïnis, V. L., « Soudorogui rossiïskogo parlamentarizma », *Polis*, n°3, 1992, pp. 52-62

⁹² Cheïnis, V. L., *Vzliot i padenie Parlamenta: perelomnye gody v rossiïskoï politike (1985-1993)*, t. 1, Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, pp. 156-159.

⁹³ « Grafa "protiv vseh": za i protiv », publié le 24 novembre 2005 sur le site internet <http://www.fom.ru>.

sorte de vote de protestation en rayant le nom du candidat: le bulletin était alors compté comme nul. Ce comportement était risqué : les bureaux de vote étaient placés sous surveillance de la milice et, dans les grandes villes, des organes de la sécurité d'Etat (KGB). En outre, la présence d'isoloirs était exceptionnelle. Dans ces conditions, l'abstention, qui faisait l'objet d'une relative tolérance, demeurait la forme la moins risquée de protestation électorale⁹⁴. Suivant cette « tradition », lors des premières élections semi-libres en URSS - au Congrès des députés du peuple de l'URSS, en mars 1989 - certains hommes politiques de la mouvance démocrate avaient appelé les citoyens à « rayer contre tous les candidats » des bulletins de vote dans les circonscriptions, très nombreuses, où l'offre électorale se réduisait à un seul candidat (le candidat du parti) ou à deux candidats, c'est-à-dire dans une grande majorité d'entre elles⁹⁵. Dans les faits, le « vote contre tous » était né. En effet, la mise en exergue d'une pratique qui, à l'époque soviétique, était officiellement assimilée à un comportement déviant, permit en 1989 l'invalidation d'une vingtaine de scrutins dans des circonscriptions où le « vote contre tous » avait dépassé le vote pour les candidats (ou le seul candidat) en lice. Lors de l'élection présidentielle de juin 1991, le « vote contre tous » fut introduit comme un choix optionnel sur les bulletins de vote. Après sa consécration législative, en 1993, le « vote contre tous, en dépit de ses effets politiques limités - puisqu'il ne permettait ni d'éliminer des candidats du jeu ni de favoriser la formation d'une nouvelle offre électorale - a constitué une arme dont l'emploi permettait d'abord de protester contre des pratiques électorales déloyales, contre la marchandisation du vote ou l'utilisation de « technologies politiques » sales. Il permettait aussi, et surtout, de protester contre l'absence d'offre électorale réelle et de rejeter à la fois le parti du pouvoir et l'opposition. On observe que les plus hauts scores du « vote contre tous » ont été réalisés dans des contextes locaux ou régionaux de crise économique et sociale⁹⁶. Ainsi, dans la région du Kamtchatka, les problèmes d'approvisionnement en gaz et en électricité qui, depuis 1996, sont monnaie courante, laissant la population sans chauffage pendant plusieurs semaines, ont permis une série de victoires du « vote contre tous », qui a atteint jusqu'à 43,7%

⁹⁴ Voir l'article de R. Karklins sur le sens du vote (et de l'abstention) en URSS, fondé sur des entretiens non-directifs réalisés avec des émigrés soviétiques de fraîche date, « Soviet Elections Revisited : Voter Abstention in Noncompetitive Voting », *American Political Science Review*, vol. 80, n°2, juin 1986, pp. 449-469.

⁹⁵ Lors de ce scrutin, 2895 candidats se présentèrent dans 1500 circonscriptions : dans 953 circonscriptions, on ne comptait que deux candidats et dans 399 autres, on n'en comptait qu'un seul. Voir Kiernan, B. et Aistrup, J. A. « The 1989 Elections of the Congress of People's Deputies in Moscow », *Soviet Studies*, vol. 43, n°6, 1991, pp. 1049-1064.

⁹⁶ Kynev, A., « Voting "Against Everyone": the Last Resort of Democracy ? », publié le 5 septembre 2003 sur le site internet <http://www.kreml.org>.

(élections locales) et provoqué l'annulation de trois scrutins, dont une élection partielle pour un siège de député à la Douma d'Etat. La lisibilité du contexte politique du scrutin jouait également un rôle essentiel dans le succès, ou non, du « vote contre tous ». Ainsi, le 12 décembre 1993, lors des premières élections à la Douma, couplées avec le référendum constitutionnel, le « vote contre tous » atteint près de 15% au niveau national, alors qu'il n'a, par la suite, jamais dépassé 4,90% à ce niveau. Ce résultat témoigne de grande désorientation des électeurs, alors confrontés à de nouvelles institutions, entrées en vigueur après le « coup de force » d'octobre 1993, un événement perçu comme ambigu par une majorité de Russes, qui a entraîné une grande confusion des lignes de clivage politique et idéologique. La confusion de l'électorat était d'ailleurs un facteur déterminant du déclenchement d'un fort « vote contre tous ». Lors des élections de 1995 à la Douma, le « vote contre tous » a atteint presque 10%, un pourcentage beaucoup plus élevé qu'en 1999 et 2003. Or, ce scrutin voyait quarante-trois listes s'affronter dans la campagne électorale... De même, la multiplication des « candidatures homonymes » - une pratique électorale déloyale (mais licite) assez répandue tout au long des années 1990 qui consistait, pour une formation politique (généralement peu connue et créée *ad hoc*), à présenter, dans la même circonscription qu'un parti politique établi, un (ou plusieurs) candidats portant le même nom et le même prénom pour entretenir la confusion chez les électeurs - déclenchait invariablement une forte abstention et, davantage encore, un score élevé de « vote contre tous »⁹⁷.

La géographie du « vote contre tous » peut fournir une clef d'entrée pour comprendre sa sociologie, qui est demeurée assez floue faute d'enquêtes suffisamment exhaustives et approfondies. Ce dernier atteignait ses scores les plus élevés dans les régions septentrionales de Russie d'Europe (Carélie, Mourmansk, Vologda, république des Komis) et de Sibérie, ainsi qu'en Extrême-Orient (Territoire maritime, Magadan Kamtchatka). Il atteignait des scores plus élevés que la moyenne dans les régions en voie de désindustrialisation (Ivanovo, Vladimir, Iaroslavl) et moins élevés que la moyenne dans les grandes villes et dans les régions centrales de la Russie d'Europe. Le « vote contre tous » était très inférieur à la moyenne nationale dans les régions méridionales de la Russie d'Europe et, en général, dans toutes les

⁹⁷ A Saint-Petersbourg, où le « vote contre tous » ne dépasse pas la moyenne nationale, on note que le taux en a été multiplié par trois ou quatre dans certaines circonscriptions, lors d'un scrutin local caractérisé par l'emploi massif de « technologies sales », par la publication de *kompromaty* en série et la multiplication des « candidats homonymes ». Voir Kynev, A., op. cit.

régions rurales, ainsi que dans la plupart des républiques, en particulier celles dont on relève la forte « administration politique » dès les années 1990. Sans pouvoir ni vouloir les démontrer de manière formelle, on ne peut qu'émettre des hypothèses, jusqu'ici confirmées par des discussions et des entretiens non-directifs réalisés avec des personnes déclarant avoir voté « contre tous » à plusieurs reprises. Tout d'abord, il faut observer que dans les régions où le « vote contre tous » était le plus fort, c'est le vote d'orientation nationale-patriotique qui arrivait en tête des scrutins nationaux et où le vote communiste, à quelques exceptions près, était plus faible que la moyenne. Un lien se dessinerait entre la protestation par le biais du « vote contre tous » et la protestation par le biais du vote national-patriotique qui, dans les années 1990, traduisait tout à la fois le rejet des communistes, des démocrates, c'est-à-dire de l'ancien comme du nouveau parti du pouvoir⁹⁸. Toutefois, la carte du « vote contre tous » dans les années 1995-2000 recoupe, en grande partie, la « carte du vote Eltsine à plus de 60% » au second tour de la présidentielle de 1996⁹⁹. Il faut préciser que la géographie du vote national-patriotique fait ressortir des régions où, à l'inverse de la moyenne russe, les hommes constituent la majorité de la population et où les personnes de plus de 60 ans représentent moins de 15% de la population. Ce sont des régions où l'emploi est plus précaire et le taux de chômage plus élevé que dans le reste de la Russie, mais où l'on trouve aussi de nombreux emplois saisonniers qualifiés, dans le secteur du pétrole, de la pêche ou de l'extraction de minerais. La Russie du « vote contre tous » peut être vue comme une « Russie de l'extrême », qui n'entre pas dans la conformité des moyennes statistiques, sinon par le biais du paradoxe : plus jeune et plus masculine, plus urbaine et plus diplômée, mais plus pauvre et plus soumise aux aléas du chômage, cette Russie se trouve loin de Moscou et du pouvoir, que la capitale symbolise. On pourrait émettre l'hypothèse que cette Russie de l'extrême est l'héritière de celle des terres non soumises au servage, et aussi celle des réprouvés et des exilés : des schismatiques vieux-croyants, des Tatars fuyant le joug impérial et des paysans russes en quête de liberté, puis des Polonais, des Ukrainiens et des travailleurs forcés (*zeks*) de l'époque soviétique, qui ont fait souche dans ces zones relativement inhospitalières et éloignées. Aujourd'hui, les habitants de ces régions, dont certains ont bénéficié de primes salariales importantes pendant l'époque soviétique, ont un sentiment d'isolement accru par le

⁹⁸Sur ce point, Raviot, J.-R., « La Russie à l'heure de la présidentielle : les ressorts du pouvoir politique », *Les Etudes de la Documentation Française, série ex-URSS*, 1996, pp. 79-97.

⁹⁹McFaul, M. et Petrov, N. (dir.), *Polititcheskii al'manakh Rossii*, t. 1, Moscou, Carnegie, 1998, pp. 347-349.

renchérissement constant des transports. Par son implantation géographique, le « vote contre tous » exprimait certaines valeurs liées aux régions septentrionales et sibériennes dans la conscience collective russe : l'autonomie, la liberté, la volonté (toutes trois traduites par le mot russe *volia*), des valeurs aux antipodes du conformisme et de l'allégeance¹⁰⁰.

Ainsi, de manière paradoxale, le « vote contre tous » était à la fois susceptible de traduire une profonde perplexité, voire une indifférence à l'égard du jeu politique, mais également, dans son versant protestataire, il pouvait exprimer, au contraire, une forte politisation, fournissant une arme décisive au vote « anti-système ». Dans son étude sur les formes de protestation électorale en URSS, Rasma Karklins écrivait d'ailleurs que « contrairement à ce que l'on observe dans des systèmes électoraux compétitifs, l'intérêt manifesté par les électeurs pour la politique semble beaucoup plus élevé chez les abstentionnistes soviétiques »¹⁰¹. L'abstention électorale était un acte presque militant. En un certain sens, le « vote contre tous » avait pris le relais de l'abstention soviétique. Un observateur considère que le « vote contre tous est comportement électoral constant pour environ un tiers de ses électeurs »¹⁰². Si aucune donnée ne vient corroborer cette affirmation, on constate que ceux qui déclarent avoir voté plusieurs fois « contre tous » justifient volontiers ce choix en développant une argumentation politique élaborée. En 1999, un étudiant en deuxième année de second cycle en sciences humaines de l'Université d'Etat de Moscou expliquait à l'auteur de ces lignes qu'à l'exception des présidentielles, il votait assez systématiquement « contre tous » pour protester contre l'incompétence de l'élite politique, n'y voyant aucun manquement, bien au contraire, à ses devoirs civiques. Interrogé sur le thème du service militaire (obligatoire pour tous les jeunes hommes) et indiquant sa volonté d'y échapper par tous les moyens, il effectua un rapprochement entre cette volonté et son comportement électoral, déclarant que « la patrie n'a rien fait pour nous, alors pourquoi devrions-nous faire quelque chose pour elle ? ». La référence à la patrie indique que le vote est clairement perçu comme un devoir civique. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas opter pour l'abstention ? « Parce qu'ils comprennent ce que le peuple (les gens) di(sen)t en votant contre tous, l'abstention pour eux ne compte pas ». Le « vote contre tous » est donc le vote de

¹⁰⁰ Pour une lecture de la Sibérie comme une « anti-Russie imaginée », Diment, G. et Slezkine, Y., *Between Heaven and Hell : the Myth of Siberia in Russian Culture*, New York, St Martin's Press, 1993, 278 p.

¹⁰¹ Karklins, R., op. cit., p. 457.

¹⁰² Kynev, A., op. cit.

conviction de ceux qui ressentent le plus fort hiatus entre rejet du pouvoir (tel qu'il est) et quête d'autorité (le pouvoir tel qu'il devrait être). En cela, il peut être rapproché du vote national-patriotique. Ici encore, la « roue des idéologies » d'Andreï Amalrik¹⁰³ peut aider à mieux cerner la signification du « vote contre tous ». Si l'allégeance traduit l'alliance du pouvoir et des masses contre une intelligentsia (élite sociale) poursuivant ses objectifs propres et perçus comme étrangers à ceux de la société dans son ensemble, la protestation associe les masses et l'intelligentsia contre le pouvoir. Lorsque l'élite sociale apparaît comme l'alliée du pouvoir ou comme un groupe social dont les intérêts divergent fortement de ceux de la majorité, la protestation se retourne contre l'élite dans son ensemble (élite politique et élite sociale), contre « eux », stimulant l'abstention ou le « vote contre tous ». Vote anti-pouvoir mais hyperpolitisé, anti-conformiste mais manifestant une évidente quête d'autorité et de légitimation de l'ordre politique, ce comportement d'apparence incivique confinait parfois à l'ultra-civisme et sonnait comme un appel à une patrie vilipendée pour ne pas tenir ses promesses. Le vote contre tous rejoignait le vote d'allégeance dont il était, plus que l'opposition tribunitienne de la Douma ou des partis politiques, et bien davantage que la protestation manifestante ou que la société civile, confinée aux marges de l'élite sociale, le seul véritable contrepoids dans la démocratie plébiscitaire russe non-compétitive.

La démocratie plébiscitaire en 2007 : triomphe ou impasse ?

« Les Russes dans leur grande majorité ne voient pas pourquoi il faudrait une opposition à un Président auquel ils font confiance ».
Boris Meïjouïev, 15 juillet 2007¹⁰⁴

Formée en 2006, la coalition L'Autre Russie (*Drougaïa Rossiïa*) rassemble « les forces politiques et civiques qui s'opposent à l'autoritarisme oligarchique de Poutine »¹⁰⁵. Elle réunit des personnalités aussi hétéroclites qu'insolites, telles que Garri Kasparov, célèbre champion du monde d'échecs des années 1970-1980, ainsi que l'ancien Premier ministre Mikhaïl Kassianov - tous deux connus pour leurs opinions libérales - mais également Viktor Anpilov, chef du groupuscule stalinien *Troudovaïa Rossiïa*, ou encore Edouard Limonov, ancien dissident, aujourd'hui à la tête du parti national-bolchevik. Plus qu'un parti politique, L'Autre Russie est un

¹⁰³ Amalrik, A., op. cit.

¹⁰⁴ Le philosophe et essayiste Boris Meïjouïev, « Politicheskiï pakt dlia vlasti i oppozitsii », publié le 20 octobre 2007 sur le site internet <http://www.archipelag.ru>.

¹⁰⁵ Voir le site internet de cette formation: <http://www.theotherussia.ru>.

réseau qui mobilise les militants de ses diverses composantes pour des actions ponctuelles de protestation. En juillet 2006, deux sous-secrétaires du Département d'Etat, ainsi que les ambassadeurs en Russie du Royaume-Uni et du Canada, ont assisté au « contre-sommet » qu'elle organisait en marge de la réunion du G8 à Saint-Petersbourg. Ce vrai-faux impair diplomatique, qui a provoqué des déclarations courroucées de la part des autorités russes, a assuré la promotion médiatique de L'Autre Russie, promue au rang d' « opposition » par les médias occidentaux, tout en révélant la connaissance plus que superficielle que certaines chancelleries occidentales ont des réalités les plus élémentaires de la vie politique russe. Le niveau élevé de la représentation diplomatique occidentale envoyée en délégation auprès de L'Autre Russie contraste très vivement avec celui de la représentativité, très faible, dudit mouvement dans l'opinion russe : « L'Autre Russie porte bien son nom, car elle ne ressemble vraiment en rien à la Russie »¹⁰⁶. Les manifestations (non autorisées) organisées par la coalition à la veille des élections législatives de 2007 - qui ont justifié l'arrestation pour quelques jours de Garri Kasparov fin novembre - pour protester contre l'absence de choix ne doivent pas faire illusion : plutôt que le noyau dur d'une opposition en germe, L'Autre Russie est la queue de comète des mouvements protestataires des années 1980-1990. Résumant d'une phrase l'état des lieux de la démocratie russe à la veille du nouveau cycle électoral 2007-2008, Dmitri Badovski écrivait que « la démocratie dans son acception russe contemporaine n'est pas un modèle d'organisation politique de la société et du pouvoir, mais l'une des versions possibles d'un système opérationnel visant à administrer la population et les élites »¹⁰⁷. Les élections législatives de décembre 2007 ont été le théâtre de l'apothéose d'une démocratie plébiscitaire, administrée et non-compétitive jusqu'au paroxysme. Plus que jamais depuis sa consécration constitutionnelle en 1993, la démocratie, en Russie, sert d'abord à faire élire les dirigeants, à commencer par le premier d'entre eux. En acceptant, le 1^{er} octobre 2007, de conduire lui-même la liste du parti Russie Unie à l'élection législative du 2 décembre, Vladimir Poutine a transformé cette consultation en un plébiscite dont les conséquences sur la présidentielle de mars 2008 sont, à l'heure où ces quelques lignes sont écrites, du domaine de l'inconnu et de l'imprévisible. La domination du « parti du parti du pouvoir » sur le jeu politique est écrasante. Le parti Russie Unie dispose de majorités

¹⁰⁶ Portnikov, V., « Sovsem drougaïa Rossiïa », publié le 12 juillet 2006 sur le site internet <http://www.politcom.ru>.

¹⁰⁷ Badovski, D. V., « Demokratiïa 13 sentiabria », publié le 14 septembre 2006 sur le site internet <http://www.gazeta.ru>.

importantes dans toutes les assemblées régionales et à la Douma d'Etat et le parti du pouvoir contrôle désormais, par le biais du nouveau mécanisme de désignation de ses chefs, l'ensemble des exécutifs régionaux. Entravée depuis le début des années 1990 par la dynamique plébiscitaire enclenchée en 1993, l'opposition (ou plutôt les oppositions) semble vouée à garder son rôle de figurant tribunitien de la politique en Russie. Cette situation paraît devoir se prolonger, ne serait-ce que du fait de l'encadrement désormais très strict de la vie politique par l'arsenal législatif adopté depuis 2001. Le droit positif consacre la démocratie plébiscitaire au détriment d'une démocratie représentative déjà très marginalisée. Il faut rappeler les textes législatifs adoptés en 2001 et 2004 qui soumettent les partis politiques à des conditions très strictes d'enregistrement et à un contrôle assez étroit de leur activité par le pouvoir exécutif. Il faut encore mentionner les dispositions - renforcées en 2006 - contre l'extrémisme et, à l'appui de ces unes et des autres, les changements intervenus dans les modes de scrutin aux élections des assemblées régionales et à la Douma d'Etat, qui organisent la mainmise exclusive des partis politiques sur l'élection des représentants de tous niveaux en supprimant presque partout le scrutin majoritaire de circonscription. Mais le triomphe de la démocratie plébiscitaire, figuré par le succès sans appel de la liste Russie Unie menée par Vladimir Poutine lors de l'élection législative de 2007, en signale tout à la fois les limites. L'allégeance à la personne du Président contraste avec la faible confiance accordée par les citoyens, dans leur immense majorité, au système et aux élites politiques. Voire, celle-ci procéderait-elle précisément de celle-là ? Force est de constater que, jusqu'à présent, aucune des entreprises menées par le parti du pouvoir en vue de capitaliser la confiance des citoyens dans la figure du Président et la réinvestir dans des institutions plus pérennes que sa personne n'ont pas rencontré le succès escompté. Réalité souvent inacceptable pour un esprit occidental, la démocratie non-compétitive à la russe dispose d'une forte légitimité du fait même qu'elle est non-compétitive...

En 2004, la « révolution orange » en Ukraine, qui a marqué la victoire de Viktor Iouchtchenko à la présidence et, surtout, la défaite du candidat du parti du pouvoir sortant, Viktor Ianoukovitch, soutenu par le Kremlin, a profondément ébranlé les certitudes des dirigeants de Moscou et montré les limites de la démocratie administrée. La forte mobilisation, à l'hiver 2005, des retraités contre les réformes de la monétarisation des avantages sociaux va fournir un argument supplémentaire en

faveur de la constitution sans délai d'une opposition parlementaire structurée et stable à la gauche de Russie Unie. Indice éclatant de la coupure existant entre le monde de l'élite du pouvoir et le reste de la population, cette vague de protestation, qui a jeté, au cœur d'un hiver glacial, des centaines de milliers de manifestants dans la rue, un chiffre inégalé depuis le début des années 1990, n'avait été anticipée ni par les hauts responsables de l'administration fédérale, ni par les technocrates des grands groupes industriels et financiers, ni même par les représentants du peuple... Prompt à tirer les leçons de ces deux séries d'événements, le chef-adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Sourkov, pointant du doigt la grande faiblesse du « modèle politique russe » - c'est-à-dire l'absence d'une véritable opposition - appelle à la création, dans les rangs mêmes du parti du pouvoir, d'une « opposition responsable », c'est-à-dire une force politique stable, structurée, représentative et professionnelle dont la présence dans le jeu électoral canaliserait le mécontentement et, à moyen terme, permettrait d'organiser une alternance sans remettre en cause les positions de l'actuel parti du pouvoir. Il s'agit, selon Sourkov, de jeter les bases d'un bipartisme comparable à celui qui existe dans toutes les grandes démocraties. Cette entreprise de « normalisation démocratique » a été présentée comme la nouvelle étape de la stratégie de consolidation menée par Poutine, voire comme la phase finale de la « transition démocratique » des années 1990... Dès 2003, les « techniciens politiques » (*polittekhnologi*) proches du Kremlin avaient entrepris de se donner les moyens d'influencer, voire de contrôler, et pourquoi pas d'administrer les forces politiques de l'opposition. Dans un premier temps, il s'agissait de conquérir un électorat communiste qui, lors de l'élection présidentielle de 2000, s'était rallié aux accents plus patriotiques et moins libéraux du nouveau discours présidentiel. En février 2003, une nouvelle formation « nationaliste de gauche », *Rodina* (La Patrie), était créée sous le patronage officieux de Vladislav Sourkov. Le nouveau parti a rempli l'objectif visé en empiétant largement sur l'électorat communiste, ramené de 25% à moins de 13%. Dans la Douma élue en 2003, l'opposition parlementaire se voyait réduite à deux formations¹⁰⁸ - le PCFR et *Rodina* - dont le positionnement idéologique était assez indistinct, accentuant les querelles de personnes et jetant encore davantage le discrédit sur les parlementaires, les partis politiques et les acteurs de la vie politique, dont le déphasage avec les réalités sociales a été amplement illustré par les manifestations de 2005. Mais une fois au Parlement, le

¹⁰⁸ Le LDPR de Vladimir Jirinovski combine depuis 1993 une rhétorique d'opposition, parfois extrêmement agressive, avec un soutien presque sans faille au parti du pouvoir.

groupe parlementaire *Rodina*, dominé par deux fortes personnalités - Dmitri Rogozine et Sergueï Glaziev - en conflit pour le leadership, s'est révélée assez peu « administrable », voire tout à fait incontrôlable. Prenant acte de l'échec à maintenir ce parti sous tutelle, l'administration présidentielle a favorisé la création d'un nouveau parti, Russie Juste (*Spravedlivaïa Rossiia*), ayant vocation à devenir l'autre « parti du parti du pouvoir ». En 2005, Vladislav Sourkov expliquait que les partis qui formaient alors l'opposition parlementaire en Russie - *Rodina*, le LDPR et le PCFR - ne pourraient pas devenir des partis d'alternance, dans la mesure où, du fait de « l'amateurisme et du manque d'expérience de leurs dirigeants », leur arrivée au pouvoir ne serait pas « sans dommage pour la sécurité et la continuité de l'Etat ». Sourkov rappelait l'« indispensable l'émergence d'un parti d'opposition de centre-gauche » qui constituerait « une alternative responsable à *Russie Unie* », l'alternance au pouvoir entre deux grands partis politiques étant donc officiellement posée comme le critère de la « normalisation » de la démocratie russe¹⁰⁹. C'est ainsi que le 28 octobre 2006, *Russie Juste* naissait de la fusion du parti des retraités, du « parti de la vie » et d'une partie de l'ancien parti *Rodina*. Sa bénédiction par le Kremlin ne fait pas mystère, puisque c'est Sergueï Mironov, président du Conseil de la Fédération depuis 2001 - le parti *Russie Unie* est dirigé par le président de la Douma, Boris Gryzlov, les deux hommes étant l'un comme l'autre des proches du « clan des Pétersbourgeois » qui forme l'entourage proche de Vladimir Poutine¹¹⁰ - qui le dirige. Candidat à l'élection présidentielle de 2004 « contre » le Président sortant, Mironov avait alors pris soin de préciser que sa candidature, suscitée par des conseillers présidentiels soucieux de maintenir un certain pluralisme des candidatures en dépit du triomphe électoral annoncé du chef du Kremlin, ne visait qu'à « mettre en valeur » celle de Poutine... Au plan électoral, Russie Juste s'était vue assigner la tâche que *Rodina* avait rempli en 2003 - siphonner les voix communistes et de tendance nationale-patriotique - tout en neutralisant les forces turbulentes d'un nationalisme xénophobe dont l'activisme effraie l'élite du pouvoir. Créé en 2005, le Mouvement contre l'immigration illégale (*Dvijenie protiv nelegal'noi immigratsii - DPNI*), qui a rassemblé à maintes reprises des dizaines de milliers de manifestants à travers le pays à l'occasion de ses « marches russes », est particulièrement visé par les derniers amendements durcissant la législation contre l'extrémisme politique et sa transformation en parti politique n'a pas été permise en 2007. Les résultats de

¹⁰⁹ Interview de Vladislav Sourkov, *Der Spiegel*, 20 juin 2005. La version russe de l'article a été publiée le 24 juin 2005 sur le site internet : <http://www.inosmi.ru>.

¹¹⁰ Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, op. cit.

l'élection de décembre 2007 montrent que Russie Juste a largement failli à remplir le rôle qui lui était assigné et n'a que fort peu de chances de devenir le pôle du futur second grand parti de Russie. Il n'est pas anodin de signaler que la difficulté à organiser l'alternance au pouvoir n'est pas propre à la Russie de Poutine, mais semble caractériser l'espace post-soviétique dans son ensemble. Ainsi, au printemps 2007, au cœur d'une interminable crise politique qui s'est résolue par des législatives anticipées qui se sont tenues à l'automne, la Rada ukrainienne avait débattu d'un projet de loi « sur l'opposition » qui visait à garantir par le droit un statut pour l'opposition qui ne va guère de soi dans la pratique...

Comment faire une place à l'opposition, voire créer celle-ci de toutes pièces lorsque, de toute évidence, ce n'est pas la dialectique entre majorité et opposition, mais le combat entre « partis du système » et « partis hors système » qui est dans tous les esprits, ou presque, d'un côté comme de l'autre du fossé qui se creuse entre les tenants du pouvoir et les reste de la population. L'absence en Russie d'une opposition susceptible de parvenir au pouvoir ne date pas de l'ère de la démocratie plébiscitaire à l'heure Poutine. La stratégie du parti du pouvoir de Boris Eltsine a enclenché la dynamique. Privé de majorité à la Douma, l'ancien Président, qui s'est toujours abstenu de créer un parti pro-présidentiel, a constamment cherché à entraver la formation d'une opposition. Il s'est tout d'abord agi de barrer la route au PCFR, seul véritable parti politique en Russie avant l'avènement de Russie Unie, qui disposait (et dispose toujours) de structures régionales, de militants et de responsables dans tout le pays. Jusqu'en 1999, le PCFR a disposé d'une majorité relative à la Douma et a pu imposer, en 1996, son chef, Guennadi Ziouganov, au second tour de la présidentielle. Lors de ce duel, la diabolisation du PCFR - « parti du retour au communisme » - par le « parti du pouvoir » présidentiel et ses relais médiatiques a atteint son apogée. Cette stratégie de disqualification a porté ses fruits : les communistes n'ont jamais accédé au gouvernement. La Douma, faute d'être l'espace de constitution des majorités politiques, devint au cours des années 1990 la tribune des excès et des excentricités. Complaisamment immortalisées par la télévision, les rixes qui surviennent de temps à autre entre certains de ses élus occultent le travail de la petite trentaine de députés qui, entre 1993 et 2003, ont formé le noyau dur des professionnels de cette assemblée législative qui, contrairement à un préjugé tenace, n'est pas une simple chambre d'enregistrement des projets de lois déposés par l'exécutif... En 2003, le raz-de-marée de Russie Unie a pratiquement emporté tout le petit groupe de ces députés dont le professionnalisme a largement

contribué à améliorer la qualité des lois en Russie. La Douma d'aujourd'hui est aux trois quarts dominée par des élus Russie Unie dont le profil est celui de « fonctionnaire politique ». La plupart d'entre eux ont intériorisé l'antiparlementarisme latent de l'élite du pouvoir : ceux qui dirigent les ministères ou les régions tiennent les députés pour des membres de second rang de la classe politique. Dès lors, ils cherchent à multiplier les gages d'un professionnalisme qui prend le visage d'une allégeance de plus en plus soumise au parti du pouvoir dont la dynamique unipolaire ne semble pas, pour l'instant, pouvoir être retournée dans le sens d'une « normalisation démocratique ».

CHAPITRE 2

POUVOIR ET SOCIÉTÉ : LA PYRAMIDE DES ALLEGEANCES

*« Nous vivons dans un Etat quasi-moderne,
où la séparation entre Etat et société civile ne s'est pas faite
et où l'Etat ne s'est pas vraiment émancipé de la société.
En Russie, les relations de pouvoir ne sont pas vraiment politiques,
mais claniques, familiales, privées, car elles ne sont pas encore parvenues
au stade de l'institutionnalisation ».*
Mikhaïl Afanassiev¹¹¹

Pour Dmitri Andreïev et Guennadi Bordiougov, l'Etat russe poursuit depuis le XVI^{ème} siècle un schéma de développement « par le haut » qui consiste en « la mobilisation par le pouvoir des ressources de la société », alors que l'histoire politique occidentale est dominée par « un processus de modernisation qui s'appuie essentiellement sur la société civile »¹¹². Cette vision, empreinte d'une dimension culturaliste pleinement assumée, n'est pas l'apanage des historiens russes. Ainsi, pour Richard Pipes, l'Etat russe moderne s'apparente à une « monarchie patrimoniale » héritière de Byzance et de la Horde d'Or, un modèle qui constitue la matrice de tous les régimes politiques qui se sont succédé en Russie depuis le règne d'Ivan IV le Terrible (1533-1584)¹¹³. Pour employer le vocabulaire du XXI^{ème} siècle, la « monarchie patrimoniale » est caractérisée par une indistinction entre pouvoir politique et pouvoir économique. L'aristocratie féodale et la propriété privée, deux institutions qui, à l'ère moderne, ont façonné les monarchies occidentales en limitant les prérogatives toujours plus étendues des Souverains à l'heure de l'absolutisme, ont fait défaut à la Russie. L'Etat russe moderne s'est construit par l'affirmation du *fiat* du Souverain, un monarque dont le pouvoir, à l'image du territoire immense dépourvu de frontières naturelles qu'il entendait régir, était sans cesse remis en question et, de ce fait, ne pouvait que tendre vers l'absolu pour tenter de se maintenir. La reconquête du pouvoir, ou du moins la consolidation, sans cesse renouvelée, de ses titres et prérogatives par le Souverain, une entreprise qui

¹¹¹ Afanassiev, M. N., *Nevynossimaïa slabost' gossoudarstva : otcherki natsional'noï polititcheskoï teorii*, Moscou, Rosspen, 2006, pp. 23-24.

¹¹² Andreïev, D. A., Bordiougov, G. A., *Prostranstvo vlasti ot Vladimira Sviatogo do Vladimira Poutina*, Moscou, AIRO-XX, 2004, 160 p.

¹¹³ Pipes, R., *Russian Conservatism and Its Critics*, New Haven, Yale University Press, 2005, 216 p. Voir aussi *Russia Under the Old Regime*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1974, 360 p. et *Property and Freedom*, New York, A. A. Knopf, 2000, 328 p.

nécessitait tantôt la mobilisation de la force armée dirigée contre les ennemis extérieurs (les Tatars, les Suédois, les Polonais, les Ottomans, les Allemands...), tantôt l'emploi de la violence politique contre les ennemis de l'intérieur (les boyards, les *streltsy*, les *koulaks* et les innombrables « ennemis du peuple » dont les vies furent broyées à l'ère stalinienne...), est un *leitmotiv* du récit historique russe moderne et contemporain. D'immenses artistes comme le compositeur Modeste Moussorgski, dans son opéra *Boris Godounov*, ou le réalisateur Sergueï Eisenstein, dans son *Ivan le Terrible*, ont su évoquer avec force et subtilité le destin de ces monarques russes littéralement transcendés par le pouvoir, une force extérieure dont ils révèlent, par leur sublime destin, l'essence tragique, une combinaison paradoxale et fascinante de puissance magnétique et d'extrême fragilité.

Le destin de la Russie, a-t-on maintes fois souligné, réside en grande partie dans sa géographie. La vulnérabilité naturelle du territoire russe, très exposé aux invasions étrangères, de même que sa vastitude extrême, défi redoutable à son administration, ont constitué des facteurs d'exacerbation du pouvoir régalien centralisé au détriment des droits civils et des libertés locales. De l'absence d'un bornage physique stable du territoire de l'Empire découle, sinon une absence de limitation, du moins une préférence pour le flou dans la définition de l'étendue du pouvoir souverain. Il s'agit d'abord de capter, puis de conserver un pouvoir qui s'apparente au fluide incorporel qui émane d'une personne plutôt que d'un ensemble de prérogatives consignées dans des dispositions écrites, fussent-elles d'essence religieuse. En russe, l'étymologie du mot « Etat » – *gossoudarstvo* – renvoie à l'ensemble des moyens (matériels et humains) attachés à la personne du Souverain – *gossoudar* – alors que dans les langues de l'Europe occidentale, elle renvoie à un document écrit - « Etat », « State » ou « Staat » proviennent de l'italien médiéval *stato*, qui signifie « statut ». La primauté du droit (abstrait) sur les nécessités pratiques (concrètes) et les impératifs décrétés par le Souverain est une idée assez étrangère à ce que certains qualifient de « tradition politique russe »¹¹⁴. Ceci ne fait pas obstacle à ce que la Russie se soit dotée, au cours des deux derniers siècles, des instruments juridiques consacrés par l'Occident - codification du droit, institutions judiciaires, statuts et Constitutions successives - avant d'adopter, le 12 décembre 1993, une

¹¹⁴ Zoubov, A. B., « Mojet li stat' traditsionnyï pravopriadok osnovaniem novoï rossiïskoï gossoudarstvennosti ? » in Salmine, A. M. (dir.), *Rossiïskaïa politiïa na rubeje vekov*, Moscou, Fond ROPTs, 2001, pp. 43-81.

Constitution qui, pour la première fois de son histoire millénaire, est parfaitement conforme au modèle de l'Europe occidentale.

Le système politique post-soviétique participe-t-il d'une nouvelle stratégie volontariste de mobilisation en vue de l'accomplissement d'un nouveau cycle de modernisation et d'occidentalisation du pays ? La construction du système politique post-soviétique est empreinte d'un véritable « cratocentrisme » (*vlastotsentrizm*), un néologisme forgé par Mikhaïl Afanassiev qui désigne une phénoménologie politique en vertu de laquelle quel le pouvoir (exécutif) cherche toujours à occuper le cœur de la société et à régenter l'organisation de cette dernière¹¹⁵. Dans la Russie post-soviétique, le pouvoir exécutif vise toujours au monopole des prérogatives liées à l'exercice de la violence (armée, police) et, également, à celui du plus grand nombre possible de ressources économiques, symboliques et administratives. Par conséquent, celui qui détient le pouvoir n'est pas seulement le chef de l'Etat, c'est-à-dire le titulaire de la souveraineté placé au sommet de la hiérarchie politique formelle; il est aussi un chef politique au sens plus traditionnel du terme, c'est-à-dire l'arbitre suprême des clientélismes. Il est donc à tous égards le sommet de la pyramide des allégeances, formelles et informelles. Comme le rappelle Stefan Hedlund dans un texte qui cherche à démontrer que Vladimir Poutine ne poursuit aujourd'hui d'autre objectif que de reconstruire une variante moderne de l'Etat russe traditionnel, c'est-à-dire une nouvelle « monarchie patrimoniale » au service du Souverain, il rappelle, dans la lignée de Pipes, que jusqu'à la fin du XVIIIème siècle, « il existait une fusion des concepts mêmes de souveraineté et de propriété » en Russie, puisque « tous les titres fonciers étaient dévolus au monarque, ce qui permettait à ce dernier de réclamer des services illimités de la part de ses sujets, nobles ou gens ordinaires »¹¹⁶.

Le césarisme présidentiel

Dans l'introduction de son ouvrage sur la chute de Berlin, Antony Beevor écrit que « peu de choses sont plus révélatrices des hommes et des systèmes politiques que les circonstances de leur chute »¹¹⁷. Cette remarque s'applique aux hommes et aux institutions d'avant la chute, mais elle pourrait bien aussi concerner ceux d'après

¹¹⁵ Afanassiev, M. N., « Ot vol'nykh ord do khanskoï stavki », *Pro et Contra*, vol. 3, n°3, 1998, p. 9.

¹¹⁶ Hedlund, S., « Vladimir the Great, Grand Prince of Muscovy: Resurrecting the Russian Service State », *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n°5, 2006, pp. 775-801.

¹¹⁷ Beevor, A., *La chute de Berlin*, Paris, Editions de Fallois, 2002, p. 25.

la chute. En d'autres termes, la chute de l'Etat et du système politique soviétique permet d'éclairer rétrospectivement bien des aspects ce que fut le monde soviétique tout en déterminant largement la définition du politique et de l'Etat d'après la chute. La chute de l'URSS a provoqué une série de conflits d'essence politique, dont l'objet n'est rien moins que la redéfinition des circuits et des cadres de la décision (*krisis*), c'est-à-dire du pouvoir régalien par excellence, celui de « décider en dernier recours, dans des situations exceptionnelles, du destin de la société tout entière »¹¹⁸. Le nouveau régime russe post-soviétique est le résultat de réponses circonstancielles à une situation de crise politique au sens le plus existentiel du terme. Par conséquent, il se présente comme un édifice instable, bâti au jour le jour, un assemblage improbable résultant de solutions d'urgence élaborées dans un contexte d'exacerbation des luttes politiques.

Le nouveau régime russe a été qualifié d'« autocratie élective »¹¹⁹, tant il est dominé par l'institution et la figure du Président. Plus que d'une autocratie, il convient de parler d'une monarchie élective. Elu au suffrage universel, le chef de l'Etat de la Russie post-soviétique est à la fois le pivot des mécanismes décisionnels et l'incarnation primordiale de la légitimité politique. La primauté présidentielle est consacrée par la Constitution du 12 décembre 1993 et, dans la pratique, le caractère présidentieliste du régime n'a cessé de se renforcer depuis lors. Le présidentielisme russe post-soviétique est d'essence césariste, au sens où le nouveau régime russe a été façonné par la « légitimité charismatique d'un chef qui, à un moment donné, sait répondre aux attentes confuses du peuple en donnant à son action le sens d'un renversement du cours de l'histoire »¹²⁰. Selon une définition classique, le césarisme est « un type de régime qui conjugue légitimité démocratique et réalité monarchique du pouvoir »¹²¹. Plus qu'un type de régime, le césarisme est ici vu non pas tant comme un régime que comme une dynamique qui préside aux modalités de circulation du pouvoir. Le nouveau système politique post-soviétique s'est construit, dans un contexte de crise du pouvoir et de bouleversement complet des institutions et des repères idéologiques, dans une série de conflits entre divers pôles de pouvoir

¹¹⁸ Schmitt, C., *La notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 (1^{ère} éd. Berlin, 1927), pp. 57-127. Sur le « décisionnisme » et l'œuvre de Carl Schmitt, voir Freund, J., *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2003 (1^{ère} éd. Paris, 1965), 867 p.

¹¹⁹ Shevtsova, L. F., *Putin's Russia*, Washington D. C., Carnegie Endowment for International Peace, 2003, 306 p.

¹²⁰ Caporal, S., « Le césarisme dans les Constitutions françaises » in CERHIIP, *Du césarisme antique au césarisme moderne*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1999, pp. 144-146.

¹²¹ Ganzin, M. in CERHIIP, *Du césarisme antique au césarisme moderne*, op. cit., p. 9.

pour le monopole de la souveraineté dont le Président de la Fédération de Russie est sorti vainqueur. Devenu le pivot du nouveau régime, le chef de l'Etat, monarque légitimé par l'élection au suffrage universel, a réussi à concentrer des ressources politiques, économiques, symboliques et administratives toujours plus conséquentes.

La modernité politique implique la prévalence progressive d'un « mode rationnel (légal) de légitimité politique » et, pour reprendre la distinction classique opérée par Max Weber, la disqualification (ou la limitation) progressive des formes « traditionnelles » ou « charismatiques » de légitimité¹²². Toutefois, il n'existe certes pas de système politique sans incarnation du pouvoir, et donc sans un degré minimal de recours à une légitimité de type charismatique. Ainsi, en France, la Cinquième République a été, à l'instar du système politique russe d'aujourd'hui, qualifiée de « monarchie élective », en raison de la prépondérance de la légitimité du Président, élu au suffrage universel, et du poids de ce dernier dans le système politique. Dans la Russie des années 1990, la configuration même du pouvoir et le mode d'exercice de l'autorité étaient étroitement liés à la personne du titulaire de l'exécutif (présidentiel, régional, municipal) et à la primauté de ce dernier dans le système politique, avec pour corollaire sinon la faiblesse des contre-pouvoirs. La primauté des exécutifs s'est appuyée sur le leadership charismatique de leurs chefs, un trait fondamental de la dynamique césariste post-soviétique. La personnalisation du pouvoir est un des traits de l'histoire politique de l'URSS, un système politique dominé par un parti unique dont le pouvoir était, pour reprendre les termes de la Constitution de 1977, en principe « rationalisé » par la doctrine « scientifiquement fondée » du marxisme-léninisme¹²³. L'accession de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir suprême, en mars 1985, a symbolisé le retour d'un mode plus incarné et plus personnel de l'exercice du pouvoir suprême en URSS. Une certaine collégialité au sommet avait prévalu pendant l'ère Brejnev, dénommée parfois le « règne de la *nomenklatura* », une période marquée par le leadership arbitral et clientéliste du Secrétaire général du parti, suite au leadership plutôt volontariste et autoritaire de son prédécesseur, Nikita Khrouchtchev. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le « volontarisme désordonné » et la « tendance au culte de la personnalité » aient été cités parmi les motifs officiels motivant l'éviction, en 1964, de cet homme qui s'était légitimé grâce à un discours de rupture avec le stalinisme sur la dénonciation du pouvoir personnel

¹²² Weber, M., « Le métier et la vocation d'homme politique », in *Le savant et le politique*, Paris, C. Bourgeois, 1990 (1^{ère} éd. fr. Paris, Plon, 1959), p. 102 et s.

¹²³ Lesage, M., *Le système politique de l'URSS*, Paris, PUF, coll. Thémis, 1987, 504 p.

et du « culte de la personnalité » de Staline. Dans le contexte d'une lutte impitoyable pour la succession au sommet, Khrouchtchev cherchait alors à asseoir sa primauté par en usant d'un charisme de rupture de type réformateur. Ce n'est qu'un an plus tard, en 1957, que le nouveau Secrétaire général du parti, profitant de ce que ses rivaux s'étaient ligués pour l'évincer, parmi lesquels Gueorgui Malenkov - alors chef du gouvernement soviétique - parvint à organiser avec succès un « contre-putsch » et à s'imposer comme chef politique suprême. La tentative de renversement de Khrouchtchev a été habilement déjouée par le maréchal Joukov, le vainqueur de Berlin, héros de la grande guerre patriotique de 1941-1945 dont la popularité était immense. Conséquence révélatrice des mœurs politiques qui prévalaient alors au sein de l'appareil du parti, le maréchal Joukov s'était vu « remercier » en étant limogé de toutes ses fonctions politiques, accusé de « tendances à l'aventurisme ouvrant la voie au bonapartisme »¹²⁴. Dans le jargon officiel soviétique, le bonapartisme, par référence à l'analyse de Marx, désignait les coups de force menés par des officiers dans les pays capitalistes (Espagne, Portugal, Grèce, Amérique latine). L'emploi de ce terme dans le contexte politique interne visait à rappeler qu'en URSS, pays dont l'idéologie officielle prônait le pouvoir d'un parti, instance anonyme et collégiale au service du peuple, un chef militaire, même paré d'un prestige et d'un charisme incontestables, ne pouvait en aucun cas se permettre de jouer les premiers rôles. La crise politique de 1957 révèle un hiatus inhérent au système politique de l'URSS entre le principe de collégialité du pouvoir suprême conforme à l'idéologie, un principe qui n'est vraiment respecté qu'au cours des périodes de vacance du pouvoir (ou de longue transition, comme à la fin de l'époque Brejnev), et la culture politique d'une élite qui fait primer le pouvoir personnel, incarné par les Secrétaires généraux du parti et dont la dictature stalinienne (1929-1953) constitue l'apogée.

Avant que Mikhaïl Gorbatchev fasse voter l'instauration d'un poste de Président de l'URSS par le Congrès des députés du peuple de l'URSS, en février 1990, la fonction de chef de l'Etat n'avait jamais existé en URSS. Cette fonction était *de jure* investie par le Président du Soviet Suprême et *de facto* exercée par le Secrétaire général du parti. Ce défaut d'incarnation du pouvoir suprême, loin de faire taire les luttes personnelles, ne pouvait que les attiser, en particulier pendant les périodes de transition entre deux « règnes ». Pour Karamzine, le fondateur de l'historiographie russe moderne, la notion de « temps des troubles » (*smoutnoe vremia*), qui caractérise

¹²⁴ Sur cet épisode, voir Werth, N., *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1990, pp. 411-416.

en premier lieu la période d'instabilité politique qui marque, au tournant des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, l'intermède entre la fin du règne d'Ivan IV le Terrible et le début de celui d'Alexis Mikhaïlovitch Romanov (le père de Pierre I^{er}), désigne par extension les périodes de latence pendant lesquelles, en Russie, le pouvoir suprême ne trouve pas à s'incarner de manière stable dans une figure de Souverain. Suivant cette tradition historiographique, on qualifie aujourd'hui de « temps des troubles » l'après-Staline (1953-1956), ou encore la période de transition de deux ans entre la chute de l'URSS et l'adoption de la nouvelle Constitution russe. Préconisant de remédier à ce défaut d'incarnation du pouvoir suprême en URSS, l'un des conseillers de Khrouchtchev, Fiodor Bourlatski, avait suggéré dès 1956 d'instaurer une fonction de Président de l'URSS avec rang de chef de l'Etat afin de renforcer la légitimité du chef du parti, auquel serait revenue de droit la fonction. Alors écartée, cette proposition, émise de nouveau officiellement lors de la XIX^{ème} conférence du PCUS en 1988 sur l'instigation du même Bourlatski¹²⁵, qui fut aussi le conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, sera acceptée, non sans réticence, par ce dernier, qui craignait de « jeter les bases d'une dictature personnelle »¹²⁶. Ayant effectué sa carrière sous Brejnev, Gorbatchev répugnait instinctivement à un cumul des fonctions suprêmes dont il n'ignorait pas qu'il inquiétait grandement les responsables de la *nomenklatura* du parti à l'échelon régional, clef de voûte du leadership clientéliste de Brejnev. C'est justement dans l'objectif de contourner cette *nomenklatura*, dont il avait en vain tenté de recueillir l'assentiment depuis 1985, que Gorbatchev accepta cette formule qui donna naissance à la fonction présidentielle en URSS, puis, par ricochet, en Russie.

La dimension régaliennne de la fonction présidentielle en Russie est encore soulignée par le lien étroit, de nature éminemment césariste, établi entre l'exercice du pouvoir politique et la légitimité à exercer le commandement militaire suprême. Le Président de la Fédération de Russie ne dispose pas seulement de la légitimité qui lui est conférée par le suffrage universel direct, mais aussi de l'autorité liée à sa prérogative exclusive d'avoir recours aux armes lors de situations qu'il juge et décrète exceptionnelles. Cette dimension de l'autorité présidentielle, consacrée par la Constitution, est fondamentale. La domination charismatique du Président russe, pour reprendre la terminologie wébérienne, est liée à la résolution de situations de

¹²⁵ Kouznetsov, E. L., « Iz istorii sozdaniia instituta Prezidenta SSSR », *Gossoudarstvo i Pravo*, n°5, 1996, pp. 95-104.

¹²⁶ Tcherniaev, A. S., *Chest' let s Gorbatchëvym : po dnevnikovym zapissiam*, Moscou, Kouloura-Progress, 1993, 521 p.

crise politique. La dynamique césariste confère au système politique russe un caractère « décisionniste », au sens schmittien du terme : « est souverain celui qui décide la situation d'exception »¹²⁷. Le 22 août 1991, Boris Eltsine, Président d'une Russie qui n'accède au rang d'Etat qu'en décembre 1991 après la chute de l'URSS, apparaît devant les caméras de télévision juché sur un char, un drapeau tricolore russe en arrière-plan. Il annonce solennellement l'échec du putsch contre son principal rival politique, Mikhaïl Gorbatchev. Fort d'une légitimité qu'il vient d'obtenir des urnes, après son élection, au suffrage universel direct, au poste de Président de la Fédération de Russie, le 12 juin 1991, Eltsine renforce son pouvoir et son autorité en s'appuyant sur l'armée qui lui a obéi à lui, et non pas aux injonctions des putschistes. Cette image, hautement symbolique, du Président russe debout sur un char est constitutive du césarisme présidentiel post-soviétique. Le premier chef d'Etat russe élu au suffrage universel incarne le pouvoir suprême. Il cumule désormais pouvoir et autorité. Gorbatchev, quant à lui, n'avait pas su faire naître cette dynamique césariste et trouver les voies de cette conjugaison du pouvoir et de l'autorité, se contentant de renforcer (formellement) ses prérogatives tout en perdant, sauf sur la scène internationale, son autorité. Il est significatif de rappeler qu'il n'avait pas su affronter, à l'exemple d'Eltsine, le suffrage universel et qu'il n'avait été élu qu'indirectement (par le Congrès des députés du peuple de l'URSS) au poste de Président de l'URSS en 1990, année où il s'était vu décerner le Prix Nobel de la Paix, couronnement de son prestige à l'échelle internationale. Dans les jours qui suivirent l'échec du putsch de 1991, Eltsine prit un décret interdisant le PCUS, colonne vertébrale du système soviétique et organisation qui comptait alors encore près de 14 millions de membres. Bientôt, le Président russe se heurta au Soviet suprême de la Russie, dont la majorité des membres s'opposait aux réformes économiques radicales lancées en janvier 1992 par l'équipe présidentielle. Le conflit entre le Président et le Parlement, qui se disputaient la légitimité des urnes, ne trouva pas d'issue. Six mois après un référendum en forme de plébiscite qu'il a interprété en sa faveur, Eltsine a dissout le Parlement. Décrétant l'état d'urgence, il a fait donner l'assaut, dans les premiers jours d'octobre 1993, contre les élus retranchés à l'intérieur du bâtiment de la « Maison blanche », alors le siège du Soviet suprême de la Russie, là même où le Président russe avait symboliquement posé sur un char pour les photographes, en août 1991. Cet emblématique coup de force du Président contre le Soviet suprême, qui restera « Octobre 1993 » pour l'histoire, constitue l'acte de naissance du nouveau

¹²⁷ Schmitt, C., *Théologie politique*, cité par Freund, J., *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2003, p. 18 et s.

régime. L'exercice de la violence, exacerbation de la puissance régaliennne du Président, est l'un des piliers du césarisme post-soviétique. Dans le sillage de Boris Eltsine, Vladimir Poutine a fondé son leadership sur sa capacité à engager les armes. Dès septembre 1999, alors encore Premier ministre, le futur Président russe décidait d'une intervention armée contre les combattants indépendantistes tchétchènes à la suite d'attentats meurtriers qui leur furent attribués. Ainsi se façonna une des premières images télévisées de celui qui allait être le successeur, au plein sens monarchique du terme, de Boris Eltsine : un homme encore jeune et sportif, en uniforme, montant allègrement dans un avion de chasse pour prendre la mesure des opérations.

Etat faible et pouvoir fort : une monarchie sans aristocratie

Conformément à l'article 6 de la Constitution de l'URSS de 1977, le parti communiste de l'Union soviétique était « la force qui dirige et oriente la société soviétique ». Cette disposition a constitué le fondement de l'interprétation totalitarienne du système politique de l'URSS, dans la mesure où le rôle dirigeant du parti n'avait pas seulement pour conséquence la domination du parti unique sur l'Etat, mais la domination de ce parti sur l'économie et la société, proclamant l'indistinction de l'Etat et de la société civile, qui constitue l'un des caractères de la société totalitaire. Il faut également observer que le système politique soviétique, du fait même de l'existence de la « partitocratie », un terme forgé par Avtorkhanov pour désigner « le pouvoir réel d'une caste régie par la cooptation sous un masque pseudo-constitutionnel et pseudo-rationnel »¹²⁸, ne satisfait pas aux critères qui définissent la modernité politique occidentale au sens de Max Weber. En URSS, le pouvoir ne résidait pas dans les institutions de l'Etat, mais dans les cénacles d'une « partitocratie » dont les prérogatives étaient extra-légales, puisqu'elles échappaient à la hiérarchie des normes. Dès lors, l'Etat soviétique n'était pas un Etat de droit, mais un édifice politique en théorie gouverné par le centralisme démocratique et régi par la « légalité socialiste ». Dans la réalité, le pouvoir en URSS obéissait à la logique du

128 Avtorkhanov, A., *Sila i bessilie Brejneva : polititcheskie ètioudy*, Francfort-sur-le-Main, Possev, 1979, pp. 79-80.

129 Zemtsov, I., G., *The Private Life of the Soviet Elite*, New York, Crane Russak, 1985, 109 p.

130 Voslensky, M., *La nomenklatura : les privilégiés en URSS*, Paris, Belfond, 1980 (éd. orig. en allemand, 1980), 572 p. Sur la notion de *nomenklatura*, voir Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, op. cit.

¹³¹ Toumanov, V., « Pravovoï niguilizm v istoriko-ideologitcheskom rakourse » ? *Gossoudarstvo i Pravo*, n°8, 1993, pp. 52-58, cité et traduit par Anne Gazier dans *Russie : le droit en construction*, Paris, La Documentation française, « Problèmes politiques et sociaux », n°753, 1995, pp. 53-58.

clientélisme et des rapports de force. Dans son ouvrage sur la vie privée des dirigeants soviétiques, Ilia Zemtsov a décrit *in extenso* les mœurs claniques et les pratiques clientélistes des dirigeants soviétiques sous Brejnev, ainsi que le poids des réseaux (et des intérêts) personnels dans la prise de décision dans les instances du parti. Les « chefs » de ces réseaux d'influence qui transcendaient les institutions jouissaient d'une grande autorité. Nombre d'entre eux faisaient peu de cas de la « légalité socialiste » et méprisaient ouvertement les dogmes de l'idéologie officielle¹²⁹. Dans son ouvrage fondamental publié quelques années plus tard, Mikhaïl Voslensky achèvera de broser le tableau d'un mode de gouvernement de l'URSS assez éloigné des postulats marxistes-léninistes¹³⁰. Il y décrit à tous niveaux un mode clientéliste de l'exercice du pouvoir, dévoilant la logique d'allégeance à des puissants « patrons » de réseaux de clientèle qui régit les rapports de force politiques. Cet ouvrage donne la mesure du rôle crucial joué par des pôles de pouvoir faisant fi des hiérarchies formelles, du droit et des institutions, mais très efficaces et très puissants, et permet de saisir l'ampleur du primat de la force sur le droit, ce « nihilisme juridique » aujourd'hui vigoureusement dénoncé par ceux qui travaillent à la greffe, en Russie post-soviétique, d'un Etat de droit¹³¹.

L'Etat-parti soviétique façonné de la dictature stalinienne n'a donc jamais été moderne, ou plus exactement relève d'une voie non-occidentale vers la modernité¹³². Pour Andreïev et Bordiougov, « la modernité soviétique s'inscrit dans une dialectique qui marque toute l'histoire de la Russie : un pouvoir fort génère un Etat faible, la faiblesse de l'Etat génère en retour un pouvoir fort »¹³³. Les fondements de l'Etat russe moderne furent posés sous le règne du Grand-Prince de Moscou, Ivan III (1462-1505), qui prit le titre d'autocrate (*samoderjets*) et celui de son fils, Vassili III (1505-1533). Cette période est celle du rassemblement des terres russes sous la souveraineté de Moscou. Sous le règne d'Ivan IV le Terrible, toutes les terres russes, à l'exception du territoire de l'ancienne Rous kiévienne, peu ou prou l'actuelle Ukraine, rattachée à la Pologne-Lituanie jusqu'au milieu du XVII^{ème} siècle, ont été réunies sous la souveraineté du Grand-Prince de Moscou. En 1547, Ivan IV, en se faisant sacrer César (*Tsar*), se situait dans la lignée des souverains de la Rous

¹³² Pour une réflexion sur la modernité soviétique, voir Raviot, J.-R. et Ter Minassian, T., *De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique : genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2006, 176 p.

¹³³ Andreev, D. A., Bordiougov, G. A., *Prostranstvo vlasti...*, op. cit., pp. 134-135.

¹³⁴ Kappeler, A., *La Russie, Empire multiethnique*, Paris, Institut d'études slaves, 1994, p. 31 et s.

¹³⁵ Raëff, M., *Comprendre l'Ancien régime russe*, Paris, Seuil, 1982, p. 68.

¹³⁶ Leontovitch, V., *Histoire du libéralisme en Russie*, op. cit.

kiévienne dont il était l'héritier, mais il revendiquait aussi l'héritage impérial de Rome et de Byzance. Un siècle après la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, Moscou devenait symboliquement la « Troisième Rome ». En 1552, la conquête de Kazan par l'armée russe placée sous le commandement du jeune Tsar marque la création d'un Empire multiethnique et multiconfessionnel. Dès lors que l'Empire russe conquiert le territoire d'un Etat souverain (*khanat* de Kazan) qui n'avait jamais appartenu à la Rous, la conquête de nouveaux territoires peuplés d'« allogènes » vient se substituer au projet de rassembler les terres chrétiennes russes sous la bannière du « Tsar orthodoxe couronné par Dieu » comme fondement de la légitimité de l'Empire, même si, comme le rappelle Andreas Kappeler, « les sources de l'époque et l'historiographie russe ont présenté la conquête de Kazan comme une action défensive » quand elles ne l'ont pas interprétée comme la « libération du joug mongol réclamée par des émissaires tatars »¹³⁴. Pendant les trois siècles suivant, l'Empire russe n'a cessé de s'étendre, atteignant à la fin du XIX^{ème} siècle une superficie de plus de 23 millions de km². Les impératifs de conquête, de sécurisation des acquis territoriaux et de protection des frontières en perpétuel mouvement ont placé la puissance régaliennne et la chose militaire au cœur du processus de construction de l'Etat en Russie. Ceci a sans doute contribué à entretenir le sentiment de précarité du pouvoir. Comme l'écrit Marc Raeff à propos de Pierre le Grand, « l'autorité personnelle du souverain a permis de créer de nouvelles institutions, mais ces dernières ne se sont pas affirmées face au caractère personnel du pouvoir autocratique ». Pour reprendre la célèbre formule de Maurice Hauriou à propos de l'administration française, ces institutions ne sont jamais devenues « une force régulière et permanente »¹³⁵. Aujourd'hui encore, le paradoxe d'un pouvoir fort (ou qui cherche à le devenir) dans un Etat faible caractérise une dynamique césariste qui, bien souvent, s'apparente à un autoritarisme en quête d'autorité.

La féodalité a constitué le creuset de l'Etat européen moderne. Or, comme le souligne Victor Leontovitch, qui y voit l'origine de l'altérité de l'Etat russe eu égard au modèle de l'Etat occidental, aucun système féodal n'a jamais vu le jour en Russie¹³⁶. La féodalité occidentale constitua la matrice d'une aristocratie dont les libertés constituèrent le ferment des libertés démocratiques à venir. Ainsi, le modèle politique occidental reposerait sur une configuration unique de l'élite politique où les titulaires du pouvoir souverain sont limités, dans leurs prérogatives, par la reconnaissance de la légitimité des ambitions et des intérêts d'individus ou de

groupes pourvus de droits personnels reconnus et garantis. Ainsi, la monarchie occidentale s'est appuyée sur une aristocratie qui défendait ses droits et privilèges face à un monarque qui cherchait sans cesse à les réduire pour consolider son autorité. Cette dialectique monarchie/aristocratie, en permettant à la fois le renforcement et la limitation du pouvoir régalien, a donné naissance au constitutionnalisme et à la démocratie libérale. Ce sont les droits et libertés aristocratiques qui ont façonné la polyarchie qui, selon Robert Dahl, est l'essence de la démocratie occidentale de la fin du XX^{ème} siècle¹³⁷. La Moscovie du XVI^{ème} siècle ne connaissait pas la féodalité. La noblesse russe ne fut jamais une aristocratie. La Russie d'aujourd'hui est une démocratie non polyarchique. Pour reprendre l'anachronisme très parlant de Wladimir Weidlé, l'Etat russe de Pierre le Grand, réformé et militarisé, demeurerait ce qu'il avait été en Moscovie, « un système particulier de socialisme d'Etat fondé sur la centralisation de la propriété de la terre entre les mains de l'autocratie et la sujétion de toutes les couches de la société au service obligatoire de l'Etat »¹³⁸. L'Etat autocratique russe créa un « système de commandement administratif », explique Robert Tucker dans un autre raccourci établi à des fins didactiques¹³⁹. La réforme du service d'Etat, plus encore que le déplacement de la capitale à Saint-Pétersbourg ou le changement de titre du souverain (le *Tsar* devint *Imperator* en 1721), fut le vecteur essentiel de la modernisation pétroviennne. Une des caractéristiques essentielles du système politique de la Moscovie était l'universalité du service d'Etat, ce qui conduisait à une ingérence de l'administration dans la vie de presque tous les sujets du Tsar. Pierre I^{er}

¹³⁷ Sur ce point, chapitre 1.

¹³⁸ Besançon, A. et Weidlé, W., (dir.), *Entretiens sur le Grand siècle russe et ses prolongements*, Centre Culturel international de Cerisy-la-Salle, les 4-11 juillet 1968, Paris, Plon, 1971, p. 17.

¹³⁹ L'expression « système de commandement administratif » (*administrativno-raspredelitel'naïa sistema*) fut employée par Mikhaïl Gorbatchev pour dénoncer les défauts du système de planification centralisée qu'ils avaient pour objectif de réformer. Tucker, R. C., « Post-Soviet Leadership and Change », in Colton, T. J. ; Tucker, R. C. (dir.), *Patterns in Post-Soviet Leadership*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 6.

¹⁴⁰ Raeff, M., op. cit., pp. 53-56.

fit du service d'Etat une véritable élite destinée à être le moteur de l'eupéanisation de l'Empire russe. Le nouveau service d'Etat fut hiérarchisé et renforcé avec l'introduction, en 1722, de la Table des Rangs. Cette élite politique modernisée devint rapidement la seule voie de promotion sociale réelle en Russie. Seuls les membres de cette « nouvelle classe » (*tchinovnithestvo*) bénéficiaient « d'une parcelle de sécurité matérielle et de protection juridique de leurs biens et de leur personne », la richesse ou les origines sociales d'une personne « pesant bien peu par rapport à son appartenance et à ses possibilités d'ascension dans la classe de service privilégiée et dirigeante ». Le service d'Etat, structuré de haut en bas selon quatorze grades civils et militaires, impliquait une soumission complète des individus à l'autorité politique. Ainsi, les nobles étaient astreints à un service obligatoire à vie et ne bénéficiaient, dans le déroulement de leur carrière, d'aucune garantie : ils étaient nommés et révoqués au bon vouloir d'une hiérarchie contrôlée par le souverain mais aussi investie par divers clans rivaux. Dans ces conditions, aucune solidarité de corps, génératrice d'action collective, ne pouvait se former. Cette réforme, au même titre que la promulgation, en 1720, d'un Règlement général (de l'administration), visait pourtant à introduire en Russie « les conceptions politiques modernes du caméralisme et de l'Etat policé allemands du XVII^{ème} siècle ». Comme l'indique Marc Raeff, elle aboutit néanmoins à ce qu'au XVIII^{ème} siècle, « la vie politique en Russie (...) ressemblait à un ballet de faveurs et de disgrâces, à une succession de cliques constituées par le jeu des relations individuelles et des alliances entre familles »¹⁴⁰. Cinq caractéristiques de l'élite du pouvoir russe se retrouvent ensuite dans l'élite du pouvoir soviétique : l'hégémonie en son sein de la classe de service (appareil du parti), le poids des institutions de défense et de sécurité, sa dépendance à l'égard du pouvoir politique (phénomène de captivité de l'élite), sa forte segmentation verticale et sa faible segmentation horizontale et, enfin, sa forte distinction du reste de la société. En dépit des réformes menées ensuite, et ce jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, l'élite du pouvoir russe semble préférer des rapports fondés sur une autorité suprême personnalisée à un cadre de lois et à l'échafaudage de règlements impersonnels. Dans ces conditions, si le poids de nouvelles couches sociales se fit sentir dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle - la bourgeoisie industrielle, le prolétariat urbain ou l'intelligentsia - ces dernières n'eurent pas le temps de développer toutes les ressources nécessaires à leur émancipation politique, qui passait nécessairement par la remise en cause de la place prééminente de ce service d'Etat. Ainsi, les fonctionnaires (*tchinovniki*) étaient alors le noyau autant que le

verrou de l'élite du pouvoir. Cette situation n'est pas sans rappeler celle qui prévaut en ce début de XXI^{ème} siècle.

La *nomenklatura* soviétique fut une élite très différente de celle de l'Empire russe, mais elle n'en est pas moins demeurée une élite captive. Appartenir à la *nomenklatura* marquait une distinction sociale forte et emportait des privilèges non moins importants, mais ne conférait ni la liberté personnelle, ni la propriété privée ni, surtout, la sécurité et la stabilité garanties par des droits opposables et garantis. La logique de l'allégeance est entretenue par le maintien des élites dans une incertitude, voire une précarité qui garantit leur docilité et renforce leur captivité. Il s'agit d'un dispositif essentiel dont dispose les titulaires du pouvoir politique pour maintenir l'ordre établi. Les purges staliniennes constituent la manifestation extrême de cette méthode de conservation du pouvoir. À bien des égards, le démantèlement du système soviétique est sous-tendu par un processus d'émancipation d'une classe dirigeante ayant perdu toute croyance en la validité des principes censés la régir, implicitement soutenue par une classe moyenne soviétique aspirant à la société de consommation et à la liberté individuelle. Cependant, l'avènement du capitalisme en Russie, celle-ci n'a pas aboli le primat de l'élite politique au sein de la classe dirigeante. En témoignent notamment les relations aussi intimes que complexes qui unissent l'appareil présidentiel et gouvernemental aux groupes industriels et financiers issus des privatisations, ainsi qu'à certains oligarques, depuis le milieu des années 1990. D'une manière paradoxale, du moins à première vue, la démocratisation des années 1990 a permis de renouveler et de consacrer encore davantage le poids de la logique d'allégeance dans le système politique. En effet, la sphère d'application des rapports d'allégeance ne se cantonne plus aux seuls appareils politiques et administratifs et aux relations entre administrés et administrations. Le système politique brejnévien a généré un clientélisme qui s'est étendu, par le truchement du suffrage universel, à l'ensemble de la société par le biais d'une cascade des allégeances. Cette pyramide des allégeances a gagné, par le biais du suffrage universel, une légitimité démocratique.

Le concept de souveraineté a fourni l'un des instruments les plus opérationnels de la délégitimation du système soviétique et du détricotage des mailles de l'Etat-parti soviétique, ainsi que de la reformulation des enjeux politiques à l'aube des « nouveaux régimes » post-soviétiques. L'essor de cette notion a de quoi

surprendre. À première vue, elle semble anachronique. En effet, à la fin du XX^{ème} siècle, le processus de globalisation, grille d'analyse dominante du temps présent, est généralement analysé comme un facteur déterminant de l'érosion progressive de la souveraineté des Etats, de plus en plus concurrencés dans leurs prérogatives traditionnelles par d'autres instances (internationales, régionales, locales) et organisations (société civile, ONG, milices et armées privées). La globalisation est censée mener à l'abolition du *pluriversum* des Etats et à l'émergence d'un ordre politique supranational¹⁴¹. Par contraste, la résurgence de la problématique de la souveraineté dans l'espace post-soviétique n'en surgit qu'avec une vigueur plus insolente. Dans l'URSS de la fin des années 1980 et dans la Russie post-soviétique de la première moitié des années 1990, l'on a assisté à ce qui a été qualifié de « parade des souverainetés ». La dislocation progressive des institutions soviétiques a provoqué l'émergence de nouveaux pôles formés pour centraliser les ressources du pouvoir et refonder l'Etat dans les républiques en voie d'accession à l'indépendance. Dans le feu de l'action, l'attention des observateurs fut détournée de l'essence politique de ce combat agonistique pour le pouvoir au profit de l'interprétation que lui donnaient les acteurs du changement eux-mêmes, c'est-à-dire celle d'une lutte des forces de la démocratisation contre celles du totalitarisme en déclin. Les revendications de souveraineté des républiques fédérées et autonomes de l'URSS, telles qu'exprimées par les premiers mouvements politiques autonomes constitués vers 1988, visaient d'abord à restaurer dans leurs droits linguistiques et culturels les nations soviétisées et à réhabiliter le patrimoine religieux, archéologique, littéraire ou musical de ces dernières. Mais bien vite, cette revendication de souveraineté se fit plus concrète. Des forces se réclamant de l'écologie se mirent à dénoncer le « colonialisme soviétique » et la brutalité d'une politique industrielle et énergétique soviétique qui ne reculait devant aucun sacrifice fait à la santé et au bien-être de l'homme¹⁴². Dès lors, la souveraineté ne fut plus seulement revendiquée par les républiques fédérées périphériques (non-russes), où elle se mura assez rapidement en une revendication d'indépendance, mais également par la Russie (contre l'URSS) et, en Russie même, par certaines républiques autonomes (contre la Russie) et certains territoires, régions, districts, villes et villages s'estimant lésés par Moscou ou

¹⁴¹ Voir la critique du libéralisme et de la théorie pluraliste de l'Etat par Carl Schmitt, « L'ère des neutralisations et des dépolitisations » in *La notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 (1^{ère} éd. Berlin, 1927), pp. 95-101.

¹⁴² Raviot, J.-R., *Ecologie et pouvoir en URSS : le rapport à la nature et à l'espace, une source de légitimation dans le processus de déssoviétisation*, Thèse de doctorat en science politique, Paris, Institut d'études politiques, 1995, 626 f.

leurs autorités de tutelle. Opportunément captée et transformée en arme par une nouvelle génération d'élites issues de la *nomenklatura*, la revendication de souveraineté n'a cessé de prendre une coloration toujours plus concrète : il s'agissait d'obtenir le droit de gérer de grands sites industriels, puis de se voir attribuer la propriété du sous-sol ou reconnaître des prérogatives bancaires et monétaires accrues... Ainsi, le combat pour la souveraineté est devenu le paravent sémantique de la lutte existentielle pour le pouvoir. Dans les années 1990-1991, une « guerre des lois » a été déclenchée, caractérisée par l'adoption, au niveau des républiques fédérées et autonomes, de « déclarations de souveraineté » qui justifiaient que les Soviets suprêmes, élus démocratiquement au printemps 1990, adoptent des lois contraires à la Constitution de l'URSS pour transformer en « propriété de la république » des biens et territoires gérés jusqu'ici par les ministères centraux. Cette « guerre des lois » a sous-tendu un processus de démantèlement territorial, économique et politique de l'Etat-parti. Après la chute de l'URSS, elle s'est poursuivie au sein de la nouvelle Fédération de Russie. Certaines anciennes républiques autonomes ont ainsi poursuivi leurs revendications de souveraineté, voire d'indépendance (Tchéchénie), bientôt suivies par certaines régions et territoires. Ces conflits ont été absolument décisifs dans la construction des nouvelles institutions russes.

La « parade des souverainetés » a sous-tendu le césarisme présidentiel russe de deux manières au moins. Tout d'abord, elle a favorisé la centralisation des ressources politiques au sein des pôles de pouvoir constitués autour des exécutifs, en premier lieu autour de l'exécutif présidentiel russe, qui s'est d'abord imposé face au pouvoir central soviétique (1990-1991), puis contre les exécutifs régionaux pendant toutes les années 1990. À tous les niveaux (fédéral, régional, municipal), les exécutifs ont acquis la primauté sur les assemblées, les juges, les partis et les mouvements politiques, la société civile et, d'une manière générale, toutes les autres institutions. La primauté des exécutifs n'a cessé de se renforcer au cours des années 1990 et 2000. Au tournant du millénaire, sous la présidence de Vladimir Poutine, le Kremlin a réussi à imposer, au nom du respect de la hiérarchie des normes et de la « dictature de la loi », un principe hiérarchique qui a permis au Kremlin de soumettre les puissants chefs des administrations régionales et de mettre fin au « fédéralisme asymétrique » de l'ère Eltsine, qui laissait une grande marge d'autonomie aux administrations régionales. Vladimir Poutine a imposé sa primauté par la captation à

son profit des ressources dont disposent les divers pôles de pouvoir régionaux. Cette stratégie, souvent présentée comme la preuve évidente du dessein autoritaire, voire dictatorial, du second Président russe, doit être vue comme une tentative d'institutionnaliser une position de pouvoir acquise de manière circonstancielle et marquée du sceau de la précarité. Du point de vue occidental, l'Etat russe post-soviétique doit être vu, comme les structures étatiques auxquelles il succède, comme un Etat « quasi-moderne ». Pour poursuivre l'analyse de Max Weber sur l'Etat moderne, qu'il définit comme « un groupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché (avec succès) à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but, a réuni dans les mains des dirigeants les moyens matériels de gestion », il ne faut pas omettre de mentionner un élément essentiel : l'Etat moderne « a exproprié tous les fonctionnaires qui, suivant le principe des "états", disposaient autrefois de leur propre droit et qu'il s'est substitué à eux, même au sommet de la hiérarchie »¹⁴³. Dans ces conditions, les réformes de Poutine en matière de fédéralisme du fédéralisme doivent être vues comme autant de tentatives de modernisation de l'Etat, qui s'apparentent - il faut rappeler à cet égard la dimension très matérielle et assez peu institutionnelle du concept d'Etat (*gossoudarstvo*) en russe - à autant d'entreprises de reconstruction du « domaine du souverain ».

Sociologie de l'allégeance : la société post-totalitaire

La société russe post-soviétique constitue la base de la pyramide des allégeances en cascade. La démocratie administrée s'est construite progressivement, au cours des années 1990, sur un assentiment de plus en plus large de l'électorat - le vote d'allégeance - aux modalités de la conquête, de l'exercice et de la transmission du pouvoir. La société post-soviétique peut être vue comme une société post-totalitaire. Pour Hannah Arendt, l'avènement d'une « société de masse », « société sans classes » caractérisée par une faible stratification des groupes sociaux, constitue le fondement sociologique du totalitarisme. L'avènement des masses résulte de l'« effondrement du système des classes » et de la stratification identitaire de l'« ancienne société », avec notamment pour « conséquence automatique l'effondrement du système de partis » et l'affaiblissement des anciens repères des

¹⁴³ Weber, M., « Le métier et la vocation d'homme politique », op. cit., p. 108.

identités collectives (corporations, églises, associations)¹⁴⁴. Le processus de modernisation soviétique, lancé après le Grand Tournant de 1929, porte les stigmates de la modernisation totalitaire. Soucieux de rattraper le niveau de développement économique des pays occidentaux en brûlant les étapes, les dirigeants soviétiques entreprirent de transformer une société qui, dans son immense majorité, s'apparentait encore à une société traditionnelle, en une société industrielle, urbaine et moderne, mobile et indifférenciée. Après l'éviction des anciennes élites, la collectivisation des terres permit de défaire encore davantage l'ancien édifice social en procédant à la destruction de la civilisation paysanne, c'est-à-dire de la structure sociale dominante. Cette opération a permis de dégager une main d'œuvre abondante et bon marché pour réaliser l'industrialisation du pays. Le Grand Tournant a également justifié l'instauration d'un système politique caractérisé par le déploiement d'un volontarisme absolu et le recours à la violence contre la population récalcitrante, allant jusqu'aux massacres et à l'organisation de famines dans les campagnes de l'Ukraine et du sud de la Russie. Au-delà de sa dimension totalitaire, la modernisation stalinienne a donné naissance à une nouvelle civilisation : une nouvelle civilité, une nouvelle citoyenneté et une nouvelle cité¹⁴⁵. Il faut souligner l'importance, parmi tous les changements sociaux intervenus en Russie au cours du XX^{ème} siècle, de la véritable révolution que constitue l'urbanisation, en deux générations à peine (1930-1970), d'un pays jusqu'alors au trois quarts rural. Avant 1930, il n'existait, pour reprendre l'expression d'Anatoli Vichnievski, que quelques « bourgs sans bourgeois qui se distinguaient à peine des campagnes », à l'exception des deux capitales (Moscou et Saint-Pétersbourg) et de Kiev¹⁴⁶. L'augmentation exponentielle de la population urbaine, loin de donner naissance à une nouvelle civilisation urbaine, n'a fait que reproduire le modèle des « bourgs sans bourgeois » et l'afflux de paysans dans les grandes villes a conféré au processus d'urbanisation soviétique un caractère particulier qui a été qualifié de « ruralisation des villes »¹⁴⁷. L'urbanisation a permis l'émergence d'une société de masse constituée d'individus dont la propagande officielle proclamait qu'émancipés par la construction du socialisme, qu'ils avaient enfin fait leur entrée dans la modernité, mais qui étaient en réalité, pour une immense majorité d'entre eux, dépaysés, déracinés et déboussolés.

¹⁴⁴ Arendt, H., *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 2002 (1^{ère} éd. fr. 1972), p. 36.

¹⁴⁵ Mauss, M. et Durkheim, « Note sur la notion de civilisation » in Mauss, M., *Ceuvres, volume 2. Représentations collectives et diversité des civilisations*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1969, pp. 451-455.

¹⁴⁶ Vichnievski, A., *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, 2000, p. 136 et s.

¹⁴⁷ Lewin, M., *La grande mutation soviétique*, Paris, Flammarion, 1989, cité par Vichnievski, A., op. cit., p. 138.

Dans la nouvelle société, l'individu a progressivement assimilé les nouveaux repères de l'identité collective, tels que façonnés par le pouvoir : le kolkhoze (ferme collective), l'usine, le parti, le syndicat, les organisations de jeunesse, la nationalité. La société soviétique fut conçue comme immense collectif, un organisme composé d'autant de collectifs de travail - *kollektiv* - un terme qui désigne le groupe de personnes avec lesquelles on travaille sous la direction et l'autorité d'un chef (*natchal'nik*). Le déracinement culturel et l'atomisation de la société soviétique ne constituent qu'une facette de la réalité, car la perte des repères anciens s'accompagne de l'assimilation des nouveaux marqueurs identitaires. La profession et la sociabilité entre collègues de travail accèdent à un rang désormais prioritaire dans l'identification des individus. Pour reprendre les mots employés par Anatoli Vichnievski, la société soviétique telle qu'elle fut façonnée par le stalinisme, s'apparente à un « hybride des sociétés modernes et des sociétés traditionnelles », à une société de masse à la fois atomisée et hiérarchisée selon le principe d'une « société de status », au sens wébérien du terme¹⁴⁸. Tout comme la « table des rangs » régissait la fonction publique de l'Empire russe, une véritable « échelle des statuts » régissait la société soviétique. Cette dernière constituait à la fois la clef de voûte de la stratification sociale et l'obstacle majeur à l'avènement d'une classe moyenne sur le modèle occidental.

Dans la société de masse hiérarchisée que fut la société russe post-stalinienne, la construction sociale du rapport au pouvoir s'est élaborée dans une mise à distance réciproque entre « eux » (le « peuple » pour les dirigeants ou les dirigeants pour le « peuple ») et « nous » (inversement). On assista à un développement à la fois cloisonné et antagoniste des sphères du collectif et du particulier¹⁴⁹. Dans les années 1970, « tout ce qui était de la sphère du “public” (*obchtchestvennoe*) était associé à l’“obligatoire” », alors que ce qui relevait de la sphère du particulier (*tchastnoe*) « était tenu autant que possible à l'écart » du collectif¹⁵⁰. Il faut observer que « la qualité même de citoyen dépendait de la soumission apparente d'un individu au conformisme » imposé par le collectif¹⁵¹. Cette configuration de la conscience collective a généré l'apparition d'un individualisme parfois qualifié de rapace

¹⁴⁸ Sur ce rapprochement, Depretto, J.-P., « Comment aborder le stalinisme ? Quelques réflexions de méthode », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Nanterre, BDIC, n°65-66, janvier-juin 2002, pp. 48-54.

¹⁴⁹ Sur cette opposition, Raviot, J.-R. et Ter Minassian, T., *De l'URSS à la Russie...*, op. cit., pp. 91-108.

¹⁵⁰ Kholodkovskii, K. G., « Nekotorye voprosy razvitiia massovogo politicheskogo soznaniia », *Mirovaia ekonomika i mezdunarodnye otnosheniia*, n°6, 1999, p. 18.

¹⁵¹ Levada, Y., *L'homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, pp. 113-114.

(*khichtchnitcheskii*), cette rapacité résultant des conditions historiques de son développement, dans les interstices d'une forte contrainte collective. L'individualisme soviétique et post-soviétique est un tissu fait d'exceptions à la règle et de droits implicites grignotés contre l'Etat et le collectif, et en catimini, plutôt qu'un agencement de droits pleinement affirmés, reconnus et institutionnalisés par l'Etat. C'est ici qu'il faut rappeler une dimension essentielle des sociétés démocratiques occidentales : quoiqu'il soit souvent présenté aujourd'hui sous l'angle des droits de l'individu contre l'Etat et la société, l'individualisme (occidental) contemporain « comporte également un volet holiste » en ce qu'il constitue la « représentation désormais consensuelle du fait collectif ». La « société d'individus » est, justement, une « société, stable, intégrée et cohérente » dont l'individualisme et les droits de l'homme, justement, sont la clef de voûte¹⁵². Ce paradoxe fondateur, qui avait été bien vu par Tocqueville à propos de l'Amérique, est d'ailleurs l'une des articulations les plus problématiques de la société démocratique occidentale : comment penser le devoir dans une « société d'individus » ? Marcel Gauchet relève que l'idée diffuse d'une responsabilité civique de l'individu imprègne la société française, quoiqu'elle ne soit plus guère qu'implicite, contrairement aux droits de l'individu, prime dont l'affirmation. Mais au-delà « des droits de l'individu, exacerbés par l'idéologie », il existe bien, dans les sociétés occidentales contemporaines, une « contrainte collective, réelle, mais devenue inexprimable ». C'est justement sur la quasi-absence de la diffusion d'un tel sentiment de responsabilité individuelle envers le collectif dans la société russe que convergent les analyses venant de tous les horizons. Les droits sont disjoints des devoirs : ils appartiennent à deux univers distincts. Cet athéisme démocratique prend son origine dans la stratification sociale soviétique dont il faut rappeler qu'Andreï Amalrik avait observé, à l'encontre de la thèse, très prisée par une partie de la soviétologie occidentale à l'heure de la détente, de l'émergence d'une société civile en URSS, qu'elle ne pourrait former le substrat d'une démocratisation à l'occidentale. En effet, si certains indices quantitatifs permettent d'entrevoir l'émergence d'une classe moyenne en URSS à la fin des années 1960, l'existence d'une telle classe n'est pas corroborée par des critères qualitatifs, telle l'existence de références culturelles et identitaires communes ou le développement d'une conscience de classe, au sens marxiste du terme. Ainsi, l'homogénéisation progressive des modes et des niveaux de vie, corollaires de l'urbanisation et de l'industrialisation, ou encore la montée en

¹⁵² Gauchet, M., *La démocratie contre elle-même*, op. cit., p. 109 et s.

puissance d'une nouvelle couche sociale éduquée, qu'Amalrik désigne comme la « classe des spécialistes », ne suffisent pas à constituer le ferment d'une « classe moyenne à l'occidentale », qui présuppose l'existence affirmée d'une conscience de classe et la revendication d'intérêts communs. On retrouve ici l'idée très répandue que la démocratie libérale ne peut prendre appui que sur une large classe moyenne. Il ne faut pas omettre d'observer que l'argumentation d'Amalrik est non seulement pertinente pour la période qu'il analyse (les années 1960-1970), mais qu'elle le demeure aujourd'hui. Pour lui, trois obstacles majeurs entravent la transformation d'une classe moyenne, c'est-à-dire d'une couche intermédiaire composée d'individus mieux éduqués et relativement plus aisés que la moyenne statistique, mais beaucoup moins privilégiés que les membres de la *nomenklatura* et composée d'individus pleinement conscients de constituer le socle fondamental de la société¹⁵³. Le premier obstacle est d'ordre historique : cette classe est le fruit de deux décennies de purges et de répressions qui ont éliminé les plus performants et les plus ambitieux. Un obstacle d'ordre psychologique vient s'ajouter : les membres de cette « classe de spécialistes » sont lucides quant à leur insignifiance et la précarité de leurs droits face au régime. Un obstacle d'ordre sociologique achève d'expliquer pourquoi la couche intermédiaire de la société soviétique ne pouvait guère se transformer en une classe moyenne à l'occidentale : dans un pays qui a aboli la propriété privée et où l'économie est entièrement étatisée, les membres de cette classe « ont pris l'habitude d'adopter en toute circonstance une attitude à la fois passive et désengagée » et « d'afficher une méfiance instinctive vis-à-vis de tout changement ». C'est pourquoi l'essor d'une couche intermédiaire entre le « peuple » et l'« élite », qu'Andreï Amalrik évalue, à la fin des années 1960, à 20-25% de la population de l'URSS, n'a pas débouché sur la formation d'une classe moyenne, une notion qui, en réalité, sous-entend un certain degré d'autonomie vis-à-vis de l'Etat et la capacité de ses membres à engager des actions collectives.

La société post-soviétique est une société de masse privée de l'« échelle des statuts » qui structurait la société soviétique. Les réformes économiques des années 1990 ont entraîné un profond bouleversement de la structure et de la stratification sociales. Les anciennes hiérarchies, explicites ou implicites, ont été parfois inversées. Le changement social post-soviétique est souvent décrit à l'aune de ses

¹⁵³ Pour une étude de référence de la classe moyenne en Russie, voir Diliguenskii, G. G., *Lioudi srednego klassa*, Moscou, Fond Obchtchestvennoe mnenie, 2002, 284 p.

manifestations les plus spectaculaires, comme l'émergence de la classe de « nouveaux Russes », rapidement enrichis au cours de la première moitié des années 1990, ou encore la constitution d'une vaste couche sociale de « nouveaux pauvres ». Toutefois, une observation plus fine de l'évolution de la stratification sociale et, en particulier, du sort de l'importante couche intermédiaire permet de mieux comprendre les soubassements sociologiques de certaines évolutions politiques et, en particulier, l'essor du vote d'allégeance et la légitimité électorale conférée à la démocratie administrée. Ironie de l'histoire post-soviétique, la « classe des spécialistes », ces ingénieurs, techniciens et cadres administratifs diplômés de l'enseignement supérieur que la sociologie soviétique avait baptisé « intelligentsia scientifique et technique » et qui, pour reprendre les lieux communs des démocrates russes des années 1990 - dont tout porte à croire qu'ils n'avaient guère lu les textes des dissidents, à commencer par ceux d'Amalrik, dont ils se proclamaient pourtant les héritiers ! - constituait le ferment d'une « classe moyenne » en devenir, prétendument susceptible d'appuyer l'évolution démocratique du système politique, a été touchée de plein fouet, pour ne pas dire proprement laminée par les réformes économiques mises en œuvre par les mêmes démocrates. En se fondant sur les critères classiques de la stratification sociale retenus par Max Weber (propriété, prestige, pouvoir)¹⁵⁴, la sociologue Tatiana Zaslavskaïa divise la société russe de la seconde moitié des années 1990 en trois couches : la couche supérieure, la couche moyenne et la « couche de base » (*bazovyi sloi*). En 1997, la couche supérieure représentait, selon elle, 5-6% de la population totale, la couche moyenne entre 14 et 18% et la « couche de base » réunissait entre 76 et 81% des Russes¹⁵⁵. Une étude très éclairante réalisée par Lioudmila Beliaeva entre 1994 et 2000 sur le fondement d'entretiens qualitatifs approfondis suivis d'une auto-évaluation des personnes interrogées tend à corroborer ces chiffres, puisqu'elle conclut qu'une majorité absolue de personnes interrogées se classe parmi les « pauvres ou misérables » et que seuls 15-20% se déclarent « satisfaits » ou « aisés » (*zajitotchnye*), les « riches » constituant 1-2% des personnes interrogées¹⁵⁶. Pour Zaslavskaïa comme pour Beliaeva, la classe moyenne russe, en terme de revenus et de position sociale, représente un peu moins du cinquième de la population. Or, l'ensemble des diplômés du supérieur, la « classe des spécialistes » et l'intelligentsia représentent

¹⁵⁴ Weber, M., *Economie et société*, Paris, Pocket, 2003, 2 vol., 410 et 424 p.

¹⁵⁵ Zaslavskaïa, T. I., « Strouktoura rossiiskogo obchtchestva tcherez prizmu transformatsionnogo protsesssa », *Monitoring obchtchestvennogo mneniia*, n°60, 2002, pp. 7-13.

¹⁵⁶ Beliaeva, L. A., *Sotsial'naia stratifikatsiia i srednii klass v Rossii*, Moscou, Academia, 2001, 183 p.

environ 40% de la population de la Fédération de Russie. Le hiatus n'est pas mince entre la « stratification sociale réelle » et la « stratification sociale potentielle »¹⁵⁷. Comme l'observe Zaslavskaïa, la couche intermédiaire soviétique a été littéralement pulvérisée et coupée en deux par les réformes des années 1990 : une petite minorité (qu'elle estime à un sixième environ) a rejoint la nouvelle couche moyenne, les autres ayant été rejetés dans la « couche de base ». En conclusion d'une étude sur la classe moyenne post-soviétique qui combine les approches quantitative et qualitative, Elena Avraamova note qu'« aujourd'hui pas plus qu'hier il n'existe de classe moyenne n'existe en Russie ». Elle ajoute qu'il convient « de ne pas confondre les couches médianes de la société » russe et la classe moyenne, une notion « qui implique que ses membres disposent des ressources nécessaires pour influencer au macro-niveau sur l'économie et la politique »¹⁵⁸. Dans une société où l'impôt sur le revenu ne représente que 10% des recettes du budget de l'Etat fédéral et les divers impôts indirects (TVA comprise) moins de 20%, « l'Etat est pour la majorité de la population un pourvoyeur de salaires et de prestations sociales ». Dans ces conditions, la classe moyenne n'est pas « une couche sociale indépendante et autonome soucieuse de protéger ses droits vis-à-vis d'un Etat trop dispendieux ou interventionniste » mais, à l'exception de « la petite minorité des habitants des grandes villes qui ont réussi dans les affaires ou les professions libérales », elle s'apparente à une « petite-bourgeoisie patriote et étatiste » dont le revenu dépend de l'Etat (cadres des administrations et des grandes entreprises publiques ou semi-publiques, telles *Gazprom* ou *Rosneft*). Cette « classe moyenne de type post-totalitaire » constitue, depuis 2000, le noyau dur de la « majorité de centre-gauche pro-Poutine et anti-oligarques » qui se distingue par « sa valorisation de l'épargne, de la convivialité et de la sécurité », en opposition avec la « classe moyenne libérale pro-business (sic) de type occidental » qui vote majoritairement pour les partis libéraux et démocrates et valorise plutôt « la consommation, la compétition et la liberté », mais qui ne représente qu'une « minorité sociale marginale »¹⁵⁹. L'absence d'une classe moyenne en Russie post-soviétique apporte une explication d'ordre macro-sociologique au vote d'allégeance et au « phénomène Poutine ».

¹⁵⁷ Diliguenskiï, G. G., op. cit., pp. 40-41.

¹⁵⁸ Avraamova, E. M., *Srednii klass v Rossii: kolitchevnyye i kachestvennyye otsenki*, Moscou, Teis, 2000, p. 7.

¹⁵⁹ Militarev, V., « Antioligarkhitcheskoe levo-bourjouaznoe poutinskoe bol'chinstvo », *Rousskii journal*, publié le 8 avril 2003 sur le site internet <http://www.russ.ru>.

Si l'allégeance (*poddanitchestvo*) est un trait essentiel de la configuration de l'esprit public en Russie, il faut également en envisager les dimensions micro-sociologiques. Pour certains politologues culturalistes, tel Alexandre Strakhov, l'allégeance n'est pas un héritage spécifiquement soviétique, mais bien plus ancien. Elle serait un élément constitutif de la culture politique russe, au même titre que d'autres traits caractéristiques de la socialisation politique des individus : le rejet du pouvoir, l'idéalisation du titulaire du pouvoir suprême, la perception généralisée de la politique comme une sphère distincte du social, l'attachement aux idéologies qui prônent l'unité entre société et pouvoir¹⁶⁰. On se contentera ici d'explorer la dimension culturelle du rapport au pouvoir en tentant de répondre à une question quelque peu triviale : à qui la dynamique de l'allégeance profite-t-elle ? Quel est le profil sociologique, voire psychologique de ceux qui la suscitent et parviennent à la mobiliser à leur profit ? L'on observe que ce sont, en premier lieu, des « chefs » (*natchal'niki*) qui mettent en avant les qualités prisées du « bon dirigeant » telles qu'elles sont révélées par les résultats d'une enquête menée en 1990. Le « bon dirigeant » doit d'abord « bien connaître le travail qui lui est confié » (51%), mais aussi « se soucier de ses subordonnés » (49%) et « savoir résoudre les conflits et maintenir une bonne ambiance dans le collectif de travail » (43%). En revanche, « l'exercice de l'autorité sur ses subordonnés » n'est considérée comme une qualité indispensable au « bon chef » que par 14% des personnes interrogées¹⁶¹. Si l'on considère les dirigeants régionaux qui, dès les années 1990, ont suscité un fort vote d'allégeance - Mintimer Chaïmiev, Mourtaza Rakhimov et Iouri Loujkov - on remarque qu'ils ont construit leur légitimité politique sur leur identité de *professional* - par opposition à « politicien » ou « apparatchik » - et de bon gestionnaire (*khoziaïstvennik*)¹⁶². Ces hommes ont su montrer qu'ils savaient se soucier de leurs subordonnés en tirant le meilleur parti médiatique de réalisations concrètes dont ils ont revendiqué la paternité : construction de nouveaux bâtiments, de routes et d'autoroutes, réassortiment du parc des véhicules de transport public et rénovations urbaines en tout genre, octroi de compléments de salaires ou de retraites aux plus défavorisés et « inspections » télévisées en direct de magasins accompagnées de

¹⁶⁰ Strakhov, A. P., « Osobennosti politicheskogo povedeniia rossiiskikh izbiratelei : politiko-koul'turnyj aspekt », *Vestnik Moskovskogo Gossoudarstvennogo Ouniversityeta*, 12, n°5, 1998, pp. 17-35. Voir aussi du même auteur « Sotsiokoul'turnye determinanty i obchtchestvennye nastroyeniia v Rossii », *Mirovaia èkonomika i mejdunarodnye otnocheniia*, n°1, 2001, pp. 69-77.

¹⁶¹ Pour une enquête sociologique sur le chef (*natchal'nik*) dans la société soviétique, voir Levada, Y., op. cit., p. 88 et s.

¹⁶² Pour une classification des profils des membres de l'élite du pouvoir et une sociologie politique de la classe dirigeante russe, Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, op. cit.

protestations courroucées contre la vie chère devant les caméras, etc. Ils ont également su, chacun à leur manière, cultiver l'apparence de la jovialité, de la proximité avec le « peuple » et, surtout, témoigner de leur préoccupation à l'égard du « collectif ». Il faut mentionner le double sens que revêt, dans le contexte soviétique et post-soviétique, la notion de « collectif ». Le collectif désigne la sphère publique au sens large, qui fut « collectivisée » par le système soviétique de l'Etat-parti, mais également une institution, le *kollektiv* (de travailleurs), chaînon de base de la société soviétique dirigé par autant de « chefs » qui sont à l'interface entre leurs subordonnés et leurs propres supérieurs. Par conséquent, le collectif est perçu par le prisme du *kollektiv*, un microcosme fondamental où se forment bien des représentations politiques et sociales. Articulation entre le collectif et le *kollektiv*, le « chef » doit savoir jongler avec les ordres qui viennent d'en haut et les résistances qui viennent d'en bas. Plus il manifeste sa solidarité à l'égard de ses subordonnés, plus la loyauté de ces derniers lui est assurée. Un « bon dirigeant » a le sens de ce qui est juste et injuste. Il sait résoudre les conflits et se doit de protéger ses subordonnés de l'incurie d'« en haut » (de Moscou, par exemple) et des mesures absurdes imposées par les supérieurs, desquels il se moque volontiers à l'occasion des innombrables et incontournables « pots » marquant les fêtes ou les anniversaires des membres du *kollektiv*. Bien entendu, un « bon chef » sait aussi se faire entendre de sa hiérarchie et négocier avec elle ce qu'il présentera ensuite au *kollektiv* comme un traitement préférentiel, un trophée obtenu grâce à la considération dont il bénéficie à titre personnel dans les « hautes sphères ». Dans les années 1990, ce procédé fut au cœur des relations entre le pouvoir central et les sujets de la Fédération les plus revendicatifs. Enfin, la stratégie de réaffirmation de son appartenance au collectif, c'est-à-dire au sort commun, et son goût de se retrouver « en toute simplicité parmi les siens », à l'instar de tout bon « chef » voué à son *kollektiv*, caractérise tous les gouverneurs et maires qui, tels Iouri Loujkov, ont été les bénéficiaires du vote d'allégeance dans les années 1990. Exemple significatif, Iouri Loujkov a volontiers médiatisé sa pratique du football, un sport d'équipe, accentuant le contraste avec la médiatisation de la pratique, par Boris Eltsine, du tennis, un sport individuel qui était encore un sport d'élite dans la Russie des années 1990.

Pas plus que le collectif n'est un *kollektiv* en plus grand, le vote d'allégeance ne peut pas être considéré comme une sorte de vote clientéliste étendu. Son ampleur même signale qu'il n'est en rien unidimensionnel. En mars 2000, ce type de vote,

jusqu'alors cantonné aux scrutins régionaux, s'est manifesté avec éclat lors de l'élection présidentielle. Il s'est depuis enraciné et généralisé à tous les scrutins. Bien des facteurs conjoncturels permettent de comprendre les racines du vote d'allégeance de la présidentielle de mars 2000 : le rejet de la démocratie comme « régime des démocrates » et des oligarques, la demande d'ordre d'un électorat déboussolé après la chute de l'URSS, les réformes économiques de 1992-1996 et la crise financière d'août 1998 et la confiance accordée à un homme médiatiquement nouveau qui parvient à réincarner l'ordre établi en opérant une synthèse de la rupture et de la continuité. La politique de restauration de l'Etat entreprise par le successeur de Boris Eltsine, perçue par une large majorité comme un gage de stabilité et de sécurité, ainsi que les bons résultats économiques de la Russie en 2000-2004, ont favorisé l'enracinement de ce vote d'allégeance, désormais renforcé et garanti par une « administration de la démocratie » à tous les niveaux. Le « vote Poutine » peut être analysé comme l'aboutissement d'un vote d'allégeance au « bon dirigeant » qui n'a cessé de croître au cours des années 1990. Pourtant, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, la trajectoire de Vladimir Poutine n'évoque en rien celle du « bon chef » que l'on vient de décrire, qui correspond en revanche à celle des principaux protagonistes du parti *La Patrie-Toute la Russie*, qui ont échoué à organiser la succession de Boris Eltsine à la présidence. Il faut observer que parmi les figures de proue de ce parti, Evgueni Primakov était, selon les sondages réalisés en janvier et février 2000, le seul candidat susceptible de faire obstacle à l'élection de Vladimir Poutine. Or, l'ancien Premier ministre incarne, à l'instar de Vladimir Poutine, le type idéal du serviteur de l'Etat (*gossoudarstvennik*), une figure du pouvoir lointain, et non pas le « bon chef », figure du pouvoir proche. Ainsi, le vote d'allégeance de mars 2000 se distingue des votes d'allégeance moscovite, tatar ou bachkir. On observe, cependant, que le vote d'allégeance accorde la primauté à des dirigeants issus de la méritocratie, une « élite du mérite », par opposition à l'« élite du piston », représentée par l'ancienne classe dirigeante soviétique ou la « famille » Eltsine, et à l'« élite du talent », cette méritocratie de la débrouillardise, une catégorie personnifiée par des oligarques tels que Boris Berezovski ou Mikhaïl Khodorkovski et dont on se méfie car, pour citer Molière, « le talent n'oblige ni n'anoblit ». Produit d'une culture politique qui fait peu de place à la représentation politique de la société et qui tend à assimiler « bien commun » et « bien de l'Etat », ce plébiscite électoral du parcours méritocratique (du moins en apparence) est également sous-tendu par une configuration particulière de la stratification sociale russe. Ainsi, il a été analysé de

manière convaincante comme la résultante de la conjonction du « vote des masses » (employés et ouvriers), majoritairement loyales, de celui d'une élite économique qui a partie liée avec l'Etat (bien au-delà des anciens « directeurs rouges ») et de celui d'une « bourgeoisie de gauche » d'intellectuels, de fonctionnaires et assimilés. Toutes ces catégories sociales ont en commun d'être aussi attachées à l'Etat qu'opposées à la « nouvelle classe des oligarques » et, par extension, hostile aux valeurs et au comportement de la « nouvelle classe moyenne prospère et urbaine du secteur privé », socle du vote en faveur des « démocrates ». Cette « classe moyenne pro-Poutine » ferait obstacle à « l'expansion de l'idéologie libérale et démocrate » et, par conséquent, à la constitution d'une « classe moyenne » dotée d'une conscience commune, que l'auteur considère classiquement comme le « ferment de la démocratie ». Cette analyse semble corroborée par une géographie électorale du « vote Poutine » qui, en 2000 comme en 2004, se caractérise par des résultats inférieurs à la moyenne dans toutes les grandes villes prospères, à commencer par Moscou et Saint-Petersbourg. Ainsi, l'allégeance des électeurs se retrouve à la base de la pyramide des allégeances en cascade qui structure la classe dirigeante russe. Si la méritocratie remporte les suffrages de la majorité, c'est que ce mode de promotion sociale convoque ce que Iouri Levada nomme l' « égalitarisme hiérarchique », écho lointain de cette « hiérarchie des égaux » que fut la noblesse russe¹⁶³. Si certains *self-made men* ont pu se distinguer par le vote dans les premières années de la démocratie russe, en particulier dans les rangs des démocrates, tel ne semble plus être le cas après 1996, *a fortiori* au sommet de l'Etat. Souvent décrit comme une simple soumission au pouvoir souverain, le vote d'allégeance, et en particulier le « vote Poutine », comporte une part d'ombre, essentielle, parfaitement formulée par un gouverneur sibérien en 1999, lorsqu'il exprimait son amertume à l'égard de la manière dont les réformes économiques avaient été menées par une « poignée d'arrivistes et de néophytes moscovites » : « Il est difficile en Russie de faire confiance à ceux qui disent s'être faits eux-mêmes et ne rien devoir à personne (...) Pour gagner la confiance (des citoyens), il faut d'abord (leur) dire d'où l'on vient, qui vous a aidé à être là, tout ce que l'on doit à ses instituteurs, à ses anciens chefs (...) Il ne faut pas cacher son passé, il ne faut pas renier ses amis et ses collègues (...) Etre élu, ce n'est pas seulement être responsable devant ceux qui vous ont élu, c'est bien plus que cela, tout le monde le sait... Il faut faire preuve de fiabilité et, pour cela, être

¹⁶³ Berelowitch, A., *La hiérarchie des égaux: la noblesse russe d'Ancien régime (XVIème-XVIIème siècles)*, Paris, Seuil, 2001, 475 p.

digne de confiance et fidèle envers ceux avec lesquels on a travaillé (...) »¹⁶⁴. L'allégeance électorale présuppose donc l'allégeance du futur élu à une hiérarchie, un ordre, à son inscription dans une « table des rangs » qui continue d'exister dans les têtes, à défaut d'être codifiée dans les textes.

Société civile ou élite civique ?

Au début du XXI^{ème} siècle, toute interrogation sur l'existence ou non, dans une société donnée, d'une société civile est inséparable du questionnement sur la nature de son régime politique. La définition libérale de la démocratie comme l'antithèse du totalitarisme, un système politique où l'Etat absorbe entièrement la société civile, amène à considérer l'existence d'une société civile autonome, structurée et dynamique comme l'un des critères majeurs de la distinction des régimes démocratiques¹⁶⁵. Qu'entend-t-on par société civile dans la Russie contemporaine ? Il faut tout d'abord distinguer les notions de société civile (*grajdanskoe obchtchestvo*) et de « tiers secteur » (*tretii sektor*). Le « tiers secteur » désigne l'ensemble des organisations qui ne relèvent ni de l'Etat, ni du marché - chorales, associations sportives, communautés religieuses, sociétés de pensée, amicales d'anciens combattants, ... -, alors que la société civile (*grajdanskoe obchtchestvo*) renvoie aux organisations spécifiquement engagées sur le terrain civique et constituant des contre-pouvoirs : organisations humanitaires ou de défense des droits de l'homme, syndicats, groupes d'intérêt ou unions de citoyens pour la défense d'une cause¹⁶⁶. La société civile est donc la fraction civique du « tiers secteur ». Un tiers secteur très développé peut fort bien ne comprendre qu'une société civile faible, comme c'était le cas dans l'Allemagne de Bismarck¹⁶⁷ et, aujourd'hui, dans les sociétés post-communistes, et plus précisément en Russie, où le hiatus est remarquable entre le nombre important d'associations officiellement enregistrées (plus de 300.000 en 2005) et le constat, opéré par tous les observateurs, de la faiblesse de la société civile¹⁶⁸. Dans l'Allemagne de Bismarck, comme, dans la Russie de Vladimir Poutine, l'Etat a vocation à jouer le rôle de tuteur de la société civile. En témoignent les conditions

¹⁶⁴ Zoubov, V. M., *Perekhod. Krasnoïarskii vzgliad na moskovskie reformy*, Moscou, Terra Sport, 1999, pp. 37-38.

¹⁶⁵ Cohen, J. L. et Arato, A., *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, M.I.T. Press, 1992, 771 p.

¹⁶⁶ Daucé, F., « Les analyses de l'engagement associatif en Russie », *Questions de recherches*, n°14, Paris, CERI-Sciences-Po, juin 2005, 46 p.

¹⁶⁷ Nipperdey, T., *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Gallimard, 1992, 358 p.

¹⁶⁸ Howard, M. M., *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge University Press, 2003, 206 p.

dans lesquelles le Forum civique (*Grajdanskii Forum*) a été réuni le 21 novembre 2001. Vladimir Poutine avait invité au Palais des Congrès du Kremlin - un lieu dont le choix traduit une conception à la fois solennelle et distante des rapports entre la société et le pouvoir - 5000 délégués représentant diverses associations, ONG, mouvements, unions de créateurs ou sociétés de pensée venus de toute la Russie. Après avoir énoncé comme une évidence l'« absence de maturité » de la société civile russe, le Président a souligné « l'impossibilité de construire un Etat fort et une société prospère sans établir un partenariat solide entre l'Etat et la société civile ». La rhétorique présidentielle considère à l'évidence l'Etat comme le tuteur de la société civile, au sens où « il revient à l'Etat d'instaurer et d'organiser le dialogue avec une société civile qui représente vraiment la société », cette dernière devant « jouer pleinement son rôle de messenger » entre la société et le pouvoir¹⁶⁹. Une vision s'esquisse : celle d'une société civile composée des dirigeants des organisations les plus représentatives, c'est-à-dire d'une élite civique qui serait représentée dans des institutions créées et contrôlées par le pouvoir. En témoigne la création, en 2005, de la nouvelle Chambre sociale (*Obchtchestvennaïa Palata*) de la Fédération de Russie. Cette conception instrumentale de la société civile est en contradiction avec l'idéaltype libéral d'une société civile construite « par le bas », constituée d'un réseau d'organisations « de terrain » (*grassroot movements*) indépendantes de l'Etat, une vision qui sous-tend les programmes des principales fondations occidentales d'aide à la démocratisation¹⁷⁰.

Relancée dès le lendemain de la tragédie de Beslan, intervenue le 3 septembre 2004, la stratégie présidentielle visant à « renforcer la société civile » vise-t-elle à substituer à la société civile existante une élite civique sélectionnée par le Kremlin ? Il faut indiquer que cette stratégie a suscité la protestation de ceux qui, en Russie, se considèrent volontiers comme incarnant la « vraie » société civile russe. Les héritiers de la dissidence des années 1960-1970, des « informels » et du mouvement démocratique des années 1980-1990 contestent la légitimité des nouvelles instances. Ces organisations, parmi lesquelles *Memorial*, les *Comités des mères de soldats* ou les *Comités Helsinki*, ne constituent pas un simple réseau de militants animés des mêmes convictions démocrates et liés par leur engagement en faveur du respect des droits

¹⁶⁹ Voir le discours du Président de la Fédération de Russie, le 21 novembre 2001, sur le site officiel de la Présidence de la Fédération de Russie : <http://www.kremlin.ru>.

¹⁷⁰ Voir l'argumentaire de *Civil Society International* sur le site internet de cette ONG : <http://www.civilsoc.org>.

de l'homme. Il s'agit d'une véritable élite civique qui se conçoit comme telle, une élite civique qui incarnerait l'anti-élite politique, une élite du savoir, de la morale, de la conscience et de la mémoire en tous points opposée à une élite du pouvoir plus ou moins explicitement tenue pour ignorante, immorale, dépourvue de convictions et de valeurs¹⁷¹. Cette élite civique venues des réseaux tissés par la dissidence rassemble des personnes aux trajectoires et aux idéologies diverses qui ont en commun d'appartenir à l'intelligentsia des grands centres urbains, de partager une même culture politique, des réflexes de pensée et des répertoires d'action et qui, comme le souligne Alexandre Loukine dans sa magistrale étude de la genèse des démocrates russes des années 1980-1990, campent une « posture de marginalité en forme de supériorité sociale ». Pour Loukine, ce « microcosme des deux capitales »¹⁷² est caractérisé par une forte connivence générationnelle et interpersonnelle des divers cercles qui le composent, par son faible degré d'institutionnalisation, l'existence d'un code strict du « politiquement correct » - le « conformisme du non-conformisme » -, la place importante tenue par l'intelligentsia juive dans l'organisation des réseaux et leur mise en relation avec les grandes fondations et organisations occidentales, ainsi que par l'intensité des conflits de personnes et la peur, rarement injustifiée mais confinant parfois à la paranoïa, d'une infiltration des ONG par le FSB, successeur du KGB... Dans les années 1990, un certain nombre des figures de proue de cette élite civique en sont logiquement venus à former une notabilité des droits de l'homme, étroitement liée à certains oligarques et au segment démocrate de la classe politique sous Eltsine, qui demeure associée aux cercles mondains du « tout-Moscou » sous Poutine. Ces « notables des droits de l'homme » respectent néanmoins la « tradition » d'une rhétorique critique à l'égard du pouvoir. Ainsi, en janvier 2006, ils ont dénoncé la volonté manifeste du pouvoir de les museler, critiquant un projet de loi qui, s'il était adopté, réduirait considérablement le champ d'action des ONG étrangères et la possibilité, pour les ONG russes, de bénéficier de leurs financements. Cette protestation serait motivée par le fait que, de l'aveu du porte-parole de *Memorial*, « 60% des projets des ONG russes dans le domaine des droits de l'homme sont financés par des fonds (publics et privés) américains »¹⁷³. En dépit de ces critiques, la

¹⁷¹ Sur l'histoire de la dissidence, voir Alexeïeva, L. M., *Istoriia inakomysliia v SSSR : noveichii period*, Vilnius, Vest', 1992, 348 p. et Vaissié, C., *Pour votre liberté et pour la nôtre : le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Laffont, 1999, 440 p.

¹⁷² Lukin, A. V., *The Political Culture of the Russian « Democrats »*, Oxford University Press, 2000, pp. 31-45.

¹⁷³ Chvedov, G., « Grajdanskoe obchtchestvo v Rossii. Zametki praktika » in Moskovskij Tsentr Carnegie, *Grajdanskoe obchtchestvo : ekonomitcheskii i polititcheskii podkhody*, Rabotchie materialy, n°2, 2005, p. 23.

« notabilité des droits de l'homme » reste bien représentée dans les instances officielles, notamment au Conseil pour le développement des institutions de la société civile et des droits de l'homme, une instance consultative près le Président¹⁷⁴. Ils justifient souvent cette position de « conseiller du Prince » comme la seule véritable possibilité d'exercer une influence. Ce processus de notabilisation des leaders de la société civile est encore plus remarquable au niveau régional. Ainsi, au-delà des postures oppositionnelles et d'un discours souvent convenu qui dénonce la volonté du pouvoir de réduire à néant l'influence des ONG de défense des droits de l'homme, l'élite civique s'accommode, dans la pratique, de la définition officielle de la société civile comme l'ensemble des « organisations non-politiques »¹⁷⁵, une conception qui vise à bien séparer les espaces de l'engagement politique et de l'engagement civique. Dès lors, contrairement aux espérances qu'elle avait pu susciter¹⁷⁶ et en dépit du succès d'entreprises telles que *Memorial* ou les *Comités de mères de soldats*, la post-dissidence russe, un temps considérée comme le noyau dur de la société civile et de la démocratie russes en devenir, n'est pas passée « de l'utopie à l'engagement civique »¹⁷⁷. Dans les années 1990, « la société civile russe est restée cantonnée à la défense traditionnelle des causes de l'égoïsme collectif - défense des droits des anciens combattants, des handicapés, des mères de soldats, etc. - sans s'ouvrir à celles de l'altruisme collectif »¹⁷⁸. Le constat est généralement opéré d'une « incapacité des structures de la société civile russe à jouer les rôles de "lobbyiste" et

¹⁷⁴ Les 30 membres de cet organe consultatif ont été désignés par le décret présidentiel le 19 octobre 2002. Voir le site internet de cet organe : <http://www.sovetpamfilova.ru>.

¹⁷⁵ La mise en œuvre de la politique visant à « renforcer la société civile » a été évoquée pour la première fois par Vladimir Poutine dans son adresse à l'Assemblée fédérale, prononcée le 26 mai 2004. A cette occasion, il a défini la société civile comme d'un ensemble d'« organisations non-politiques ». En russe, ONG est traduit par le signe NPO, *NePravitel'stvennye Organizatsii* (organisations non-gouvernementales), sigle que Vladimir Poutine reprend en le transformant en *NePoliticheskie Organizatsii* (organisations non-politiques). Dans ce même discours, il a condamné sans réserve les organisations « dont l'objectif n'est pas de prendre en compte des intérêts des gens, (mais de) recevoir le financement d'influents fondations étrangères ou de servir des intérêts commerciaux douteux ou ceux de certains groupes » qui « négligent les problèmes du pays et des citoyens » et dont « la voix est inaudible lorsqu'il s'agit de défendre les droits fondamentaux les plus élémentaires de l'individu pour la bonne raison que (ces organisations) ne peuvent mordre la main qui les nourrit ». Voir le site officiel de la Présidence de la Fédération de Russie : <http://www.kremlin.ru>.

¹⁷⁶ Sedaitis, J. B., Butterfield, J., *Perestroika from Below : Social Movements in the Soviet Union*, Boulder, Westview Press, 220 p. Voir aussi Chauvier, J.-M., *URSS : une société en mouvement*, La Tour-d'Aigues, Editions de l'Aube, 1988, 412 p.

¹⁷⁷ Le Huérou, A., Rousselet, K., «La société civile en Russie: de l'utopie à l'engagement civique? », *Problèmes politiques et sociaux* (série Russie), n°814, Paris, La Documentation française, janvier 1999, 78 p.

¹⁷⁸ Salmine, A. in Batourine, Iou. M. et alii, *Epokha El'tsina*, Moscou, Vagrius, 2001, p. 13. Un « ancien d'Afghanistan » exprime en ces termes cet « égoïsme collectif » : « surtout n'allez pas me parler de la fraternité entre Afghantsy. Ici, nous sommes unis par ce qui nous manque. Nos problèmes, ce sont les pensions, les médicaments, les prothèses, les appartements... Dès qu'ils seront résolus, ces clubs (d'anciens combattants) se désagrégeront ». Alexievitch, S., *Les cercueils de zinc*, Paris, Christian Bourgois, 1990, p. 37.

d'expert » qui sont les siens dans les démocraties occidentales¹⁷⁹. Dans le droit fil des intuitions sociologiques d'Andreï Amalrik déjà évoquées, on peut conclure que l'émergence d'une société civile en Russie reste conditionnée à la disparition de l'intelligentsia soviétique. Cette classe d'ingénieurs, de techniciens, d'enseignants et de « spécialistes » au service d'un système de commandement administratif est demeurée une couche sociale « atomisée et dépourvue de mécanismes de solidarité corporative » au sein de laquelle les « professions humanitaires »¹⁸⁰ - qui ont contribué à structurer les sociétés civiles et les démocraties occidentales (avocats, gestionnaires, chefs d'entreprise) - étaient sous-représentées. Lev Goudkov précise que la structure de l'intelligentsia soviétique est restée quasiment inchangée de 1950 à 1988, les « professions humanitaires » ne représentant (en 1987) que 8% de l'intelligentsia (contre 45% aux Etats-Unis). Dès lors, l'intelligentsia soviétique, en dépit de sa forte croissance quantitative, n'a jamais formé, au plan qualitatif, une classe moyenne dotée d'une conscience collective. Dans les années 1990, cette intelligentsia soviétique a été submergée par le changement. Dans leur grande majorité, ses membres ont été déclassés, perdant confiance en eux-mêmes, atteints au plus profond dans leur estime de soi, se retrouvant brutalement sous-qualifiés alors qu'ils étaient persuadés de détenir un savoir prestigieux. Ils se sont réfugiés dans un « néo-traditionalisme », caractérisé, selon Goudkov, par « des stratégies de repli sur la sphère privée » et de « concentration de tous les efforts sur la protection de leur ancien statut », sans développer « aucune stratégie de rationalisation collective du type groupe d'intérêt ».

La création de la Chambre sociale de la Fédération de Russie en 2005 a suscité un faisceau d'analyses critiques qui, presque toutes, ont mit l'accent sur le caractère « néo-soviétique » du projet¹⁸¹. Tout d'abord, le Président a évoqué cette nouvelle institution comme répondant à l'impératif de la consolidation (*konsolidatsiia*) de l'Etat et de la société, une rhétorique qui n'est pas sans rappeler le slogan soviétique de « l'unité du parti et du peuple ». De plus, le choix de la cooptation comme mode de désignation des 126 membres de cet organe consultatif, de même que le formalisme hiérarchique des procédures, en accentuent la ressemblance avec le système de la

¹⁷⁹ Goudkov, L. D., « Neotraditsionalizm rossiiskoi intelligentsii », *Monitoring Obchtchestvennogo mneniia*, n°2, 1997, pp. 25-32. Voir aussi du même auteur « Intelligenty i intellektualy », *Znamia*, n°3-4, 1992, pp. 203-220.

¹⁸⁰ De l'adjectif *goumanitarnyi*, c'est-à-dire l'ensemble des formations littéraires, juridiques, économiques ou en sciences humaines et sociales.

¹⁸¹ Stanovaia, T., « Obchtchestvennaia Palata formirovetsia po nomenklatournomu printsipu », 4 octobre 2005, publié sur le site internet <http://www.politcom.ru>.

nomenklatura. Ainsi, les 42 premiers membres de la Chambre sociale furent nommés par décret présidentiel, le 30 septembre 2005. Ces derniers ont ensuite élu les 42 membres suivants (qui représentaient les « unions sociales de niveau fédéral ») ; le dernier tiers a été désigné par les 84 membres déjà désignés, sur recommandation des « unions sociales de niveau régional ». La Chambre sociale, dont la composition doit être renouvelée tous les deux ans, est censée permettre à la société de mieux contrôler le pouvoir. En réalité, elle est conçue de telle manière à permettre surtout au pouvoir d'être mieux informé des réalités de la société. Voilà qui n'est pas sans rappeler la mission des « organisations sociales » (*obchtchestvennye organizatsii*) qui, dans le système soviétique, étaient des « courroies de transmission » entre la société et le pouvoir qui agençaient l'étroit contrôle social de l'Etat-parti sur la population, mais qui permettaient aussi, le cas échéant, la remontée d'informations que les logiques bureaucratiques laissaient rarement parvenir au sommet. La création de cette instance révèle certains points de l'analyse faite par le pouvoir sur l'économie du système politique. En premier lieu, elle est un constat en forme d'aveu presque officiel de ce que le « pouvoir représentatif » (*predstavitel'naïa vlast'*) prévu par la Constitution - en premier lieu la Douma d'Etat - ne représente pas suffisamment la société. Dans la démocratie russe, l'expression des intérêts de la société est vue comme devant en priorité prendre la forme de doléances dont il faut assurer la transmission jusqu'au sommet. Aussi la société russe est-elle susceptible d'être mieux représentée au sein d'une instance consultative non élue et composée de représentants choisis par le pouvoir que dans des assemblées certes élues, mais qui sont des instances composées de professionnels relayant principalement les intérêts des administrations, des groupes d'intérêt ou des clans de l'élite du pouvoir auxquelles ils appartiennent. Au-delà de l'évidente volonté de récompenser certains proches et de favoriser l'émergence d'une élite civique qui ne soit pas issue des cercles de la post-dissidence¹⁸², le choix des membres désignés au sein de la Chambre sociale révèle la volonté du pouvoir de créer des mécanismes institutionnels pour stimuler la circulation des élites et le renouvellement des générations, cherchant à pallier l'effet de sclérose inhérent à l'exercice de fonctions publiques. Quoiqu'il se défendît, au moment de la réunion du Forum civique, de vouloir créer une société civile « par le haut », une stratégie qu'il jugeait alors inadaptée, Vladimir Poutine, en créant la Chambre sociale, opte tout au contraire pour une politique où la société

¹⁸² La liste des personnalités nommées et élues figure sur le site internet de la Chambre sociale de la Fédération de Russie : <http://www.oprf.ru>.

civile s'apparente à un nouveau vivier pour l'élite du pouvoir, c'est-à-dire à un espace alternatif de constitution de notabilités qui ne soit pas régi par les mécanismes de la vie politique ou économique. La création « par le haut » d'une société civile révèle l'importance du lien opéré par le Président russe entre société civile et modernisation. L'existence d'une société civile n'est donc pas tant perçue comme l'apanage des sociétés démocratiques que celui des sociétés avancées, la démocratie étant vue comme un attribut, et non une condition du développement. Dans ces conditions, l'impératif de la modernisation prime celui, relativement accessoire, de la démocratisation, ces deux impératifs étant d'ailleurs de plus en plus ouvertement considérés comme difficilement compatibles dans la Russie des années 2000. La création de la Chambre sociale ne peut donc pas être réduite à une crispation réactionnaire ou à une « politique obsolète de contrôle de la société civile »¹⁸³. On peut parler d'une « société civile administrée », d'une société civile officielle qui contredit de manière évidente les principes de la démocratie libérale au même titre que l'ancienne représentation obligatoire des femmes et des ouvriers au Soviet suprême de l'URSS contredisait ceux du parlementarisme. Mais cette négation des principes de la démocratie libérale ne doit pas occulter une certaine convergence avec la réalité de la société civile des démocraties occidentales contemporaines, constituée d'organisations de plus en plus liées aux appareils de l'Etat et aux institutions du marché, tant par les modalités de leur financement que par leurs activités d'expertise, d'intermédiation ou d'évaluation des politiques publiques. En outre, en Europe continentale, bien des associations ou des ONG dépendent financièrement de subventions versées par les pouvoirs publics, au point que certains observateurs ont pu parler d'une société civile « sous perfusion ». Partout, les acteurs de la société civile doivent élaborer des stratégies de notoriété médiatique, entrant dans le même jeu que les administrations publiques, les grandes firmes ou les partis politiques, avec lesquels ils négocient et passent des accords. Dès lors, dans les démocraties occidentales, le poids politique de la société civile dépend des stratégies de ses élites, de plus en plus objectivement liée aux élites du pouvoir et, à l'instar de ce qui prévaut dans la sphère politique, de plus en plus détachées de la base qui les désigne. Ainsi, les grandes organisations de la société civile sont de plus en plus étroitement associées aux stratégies des Etats et des acteurs du marché. C'est en ce sens que la politique de Poutine, au-delà d'une stratégie « néo-soviétique » qui

¹⁸³ Afanassiev, M. N., « Rossiiskaïa Federatsiia : slaboe gossoudarstvo i "prezidentskaïa vertikal'" », publié le 2 novembre 2004 sur le site internet <http://www.politcom.ru>.

chercherait à museler la société civile, témoigne de la volonté de l'élite du pouvoir de favoriser l'émergence d'ONG puissantes professionnalisées, perçues comme des vecteurs d'influence et de puissance (*soft power*), l'objectif étant de rattraper, en cela comme en tout, les pays occidentaux.

Au-delà de l'entreprise volontariste de la constitution d'une « société civile moderne » menée par le pouvoir, une nouvelle élite civique semble dessiner aux confins de l'élite civique post-dissidente et du monde des affaires. Plutôt que sur les ressources de l'Etat, de « nouveaux professionnels » prônant une nouvelle « éthique civique » semblent vouloir appuyer la société civile sur les ressources humaines du marché. Selon l'un de ses promoteurs les plus actifs, Vladimir Preobrajenski, co-initiateur du *Club 2015* - un cercle de responsables et de dirigeants du monde des affaires voulant justement incarner cette « société civile de la nouvelle génération » - une nouvelle élite civique serait née de la crise financière de l'été 1998, qui aurait « fait prendre conscience aux professionnels russes la nécessité de s'engager dans la vie civique »¹⁸⁴. Cette nouvelle élite civique, qui se veut l'avant-garde d'une nouvelle classe moyenne libérale en devenir dans les grandes villes russes, pourrait à terme moderniser en profondeur les pratiques de l'élite civique post-dissidente et, ce faisant, favoriser l'émergence d'une société civile constituée d'experts et de professionnels qu'elle appelle, elle aussi, de ses vœux. Il faut observer que certains représentants de l'élite civique post-dissidente ont su réorienter leur activité de la protestation vers le lobbying et l'expertise. Réuni en 2004 pour contrer les initiatives présidentielles perçues comme autant de tentatives de mise sous tutelle de la société civile, le Congrès civique témoigne par sa composition de cette évolution récente, en associant des représentants de l'élite civique post-dissidente, le « tout-Moscou » libéral proche des fondations et ONG étrangères ainsi que de nouvelles figures, tel Alexandre Aouzan, figure emblématique de cette nouvelle élite civique émergente. Professeur d'économie à l'Université d'Etat de Moscou, co-fondateur du Congrès civique en 2004, Aouzan est un nouvel entrepreneur de la société civile présent, au titre de fondateur du mouvement russe de la défense des consommateurs dès la fin des années 1980, sur les terrains associatif et civique dans les domaines du soutien aux petites et moyennes entreprises, de la défense des droits des consommateurs ou encore de la démocratisation du crédit bancaire. IL intervient également dans les

¹⁸⁴ Voir l'interview de Vladimir Preobrajenskii, directeur financier d'une importante entreprise énergétique sibérienne, publiée le 1er novembre 2002 sur le site internet du Club 2015: <http://www.club2015.ru>.

champs du conseil et de l'expertise au sein d'instances consultatives privées ou publiques, telles que le Conseil pour le développement des institutions de la société civile et des droits de l'homme précité, ou encore la commission gouvernementale sur la réforme administrative, constituée en 2003. Dans sa présentation des objectifs du *Club 2015* - dont les membres fondateurs ont en commun d'avoir tous suivi un cursus universitaire à l'étranger - Vladimir Preobrajenski développe une analyse qui, à bien des égards, rejoint celle de Vladislav Sourkov sur la nécessité de former une « bourgeoisie nationale » en Russie. Commentant l'un des « scénarios pour 2015 » élaborés par l'organisation qu'il co-dirige, Preobrajenski évoque l'existence souterraine du ferment de la « méritocratie russe de demain », une catégorie sociale constituée d'un « nombre grandissant de personnes, qui sont plusieurs millions, et qui ne sont pas encore reliées les unes aux autres ». Ces « nouveaux professionnels » ne forment pas encore une catégorie sociale », mais selon Preobrajenski, ils forment déjà un groupe sociologiquement typé, ayant en commun « une éthique individualiste de la réussite, du professionnalisme et de la responsabilité civique ». Cette nouvelle frange de l'élite civique pourrait non seulement former un « réseau de contre-pouvoirs » et « poser les jalons d'une société civile à l'occidentale », mais constituer le fondement d'une « société civile de réseaux » branchée sur l'internet, d'une « Russie électronique » qui serait l'ossature de la classe moyenne de demain. Pour reprendre la dialectique des passions et des intérêts d'Albert Hirschman¹⁸⁵, cette nouvelle élite civique ne serait plus tant animée par l'éthique absolue et « passionnée » des droits de l'homme - Preobrajenski évoque à maintes reprises la culture apolitique de cette catégorie sociale - que par celle, plus pragmatique, des intérêts. Rien ne permet d'indiquer que ce « scénario pour 2015 », qui semble annoncer l'émergence de véritables contre-pouvoirs en Russie, se réalisera. Les « nouveaux professionnels » de Preobrajenski ne sont pas sans évoquer la « classe de spécialistes » d'Amalrik qui, contre bien des espérances, ne fut pas le ferment d'une quelconque classe moyenne post-soviétique. Néanmoins, le scénario du *Club 2015* témoigne de l'existence d'une convergence de vues entre le projet présidentiel et la nouvelle élite civique en formation sur un point essentiel : la construction d'une société civile en Russie demeure l'un des volets fondamentaux de la modernisation du pays.

« Eux » et « nous » : la société russe entre rejet du pouvoir et quête d'autorité

¹⁸⁵ Hirschman, A. O., *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980, 135 p.

L'historien Perry Anderson notait avec un certain amusement le décalage culturel, pour ne pas dire l'opposition radicale qui existe dans la perception qu'ont les médias occidentaux et les citoyens russes des codes et du « style de gouvernement » de la Russie post-soviétique: « la popularité stratosphérique de Poutine reflète (aussi) sa pleine adéquation avec l'image que l'on se fait (en Russie) du bon gouvernant. Dans les pays occidentaux, Poutine apparaît comme une figure politique plutôt terne et dépourvue de chaleur. Dans des cultures politiques habituées à des formes plus communicatives de leadership, ses yeux froids comme la pierre offrent une capacité de projection affective assez limitée »¹⁸⁶. La coupure entre le monde de l'élite du pouvoir et la société est-elle intériorisée par les citoyens russes au point que la froideur et la distance des dirigeants vis-à-vis du peuple, voire le peu d'empathie à l'égard de son sort - il faut rappeler l'extrême retenue du chef du Kremlin lors des tragédies du naufrage du *Koursk* et de la prise d'otage de l'école de Beslan - sont considérés avec sympathie ? Toutes les études sociologiques publiées soulignent que le fossé qui séparait, en URSS, les gouvernés des gouvernants n'a pas été comblé à l'ère post-soviétique¹⁸⁷. Comme autrefois la *nomenklatura*, l'élite du pouvoir reste un univers régi par ses propres lois et perçu comme peu réceptif à l'égard des attentes exprimées « en bas ». Toutefois, le rapport entre la société et le pouvoir ne se limite pas à la relation à l'élite du pouvoir, c'est-à-dire au pouvoir lointain, ou aux événements de la « grande histoire ». Il se construit aussi dans une relation quotidienne avec le pouvoir proche (école, administrations, police, justice...) par le truchement d'une multitude de « petites histoires ». Or, l'intimité avec le pouvoir proche tend à renforcer le sentiment de défiance des citoyens à l'égard des institutions en général. Dans leurs relations avec les institutions du proche, les citoyens russes ont recours aux arrangements, au piston (*blat*) voire aux pots-de-vin (*vziatki*). Ils tissent avec leurs représentants des liens personnels (*sviazi*) et tendent à vouloir négocier au cas par cas les règles qui leur sont appliquées. Dans une étude qui conclut au caractère « pré-moderne » de la société russe post-soviétique, Richard Rose montre que l'instabilité et l'imprévisibilité qui résultent de la faible efficacité des institutions et du peu de fiabilité dont elles sont créditées débouche en bonne logique sur le « développement de modes d'auto-organisation de la société sans

¹⁸⁶ Anderson, P., « Putin's Managed Democracy », *ZNet*, publié le 23 janvier 2007 sur le site internet <http://www.zmag.org>.

¹⁸⁷ Diliguenskii G. G., « Differentsiatsiia ili fragmentatsiia ? O politicheskom soznanii v Rossii », *Mirovaia èkonomika i mejdounarodnye otnochenii*, Moscou, n°10, 1999, pp ? ?.

l'Etat et sans les institutions », tel le recours fréquent à la solidarité familiale et des proches et aux « pratiques informelles ». La connaissance personnelle que l'on a du fonctionnement des institutions du proche incite à « faire avancer les choses » par ses propres moyens¹⁸⁸. Dans ce contexte, on assiste au repli du plus grand nombre sur la sphère privée. La sphère publique et la vie civique sont frappées d'une désaffection grandissante¹⁸⁹. Il faut indiquer que la défiance croissante des citoyens vis-à-vis des grandes institutions (Etat, école, Eglises, partis politiques,...) est loin d'être un trait spécifique des sociétés post-soviétiques. Elle caractérise aussi la France et, plus généralement, est le « corollaire de l'atomisation sociale poussée qui frappe toutes les sociétés industrielles développées »¹⁹⁰.

Le rejet du pouvoir provient d'abord de l'effet de réalité provoqué par le jeu de miroir entre les citoyens et les institutions du proche. En toute logique, il ne peut être question d'accorder sa confiance à un pouvoir dont on connaît trop bien les méthodes et les pratiques. Les enquêtes indiquent que les institutions qui suscitent le plus la défiance des citoyens russes sont la milice, les services communaux de logement et les juges¹⁹¹. Ce sont également les institutions les plus notoirement corrompues, au sens où leurs responsables et fonctionnaires pratiquent très largement l'opportunisme bureaucratique. S'il alimente de manière évidente le rejet du pouvoir, l'opportunisme bureaucratique, en vertu duquel « une bonne partie des fonctionnaires travaillent dans l'administration afin d'obtenir des privilèges permettant de satisfaire leurs propres intérêts »¹⁹², est justifié, pour une majorité de Russes, par le faible niveau de salaires des fonctionnaires. Plusieurs études montrent que plus l'opportunisme bureaucratique est pratiqué « en bas », mieux il est toléré ; en revanche, plus il convoque l'imaginaire et mobilise les représentations abstraites, plus il fait l'objet d'une réprobation¹⁹³. Ainsi, le pot-de-vin empoché par le *gaichnik* (milicien de la route) ou le juge civil du tribunal d'arrondissement est mieux accepté

¹⁸⁸ Rose, R., « Living in an Antimodern Society » in Brown, A. (dir.), *Contemporary Russian Politics*, Oxford University Press, 2001, pp. 293-303.

¹⁸⁹ Rousselet, K. et Favarel-Garrigues, G., *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Paris, Autrement, 2004, pp. 11-55.

¹⁹⁰ Enquête intitulée « France : la société de défiance généralisée » menée par Euro-RSCG sous la direction de Stéphane Fouks, publiée le 15 octobre 2004 sur le site internet <http://www.eurorscg.fr>.

¹⁹¹ En russe *JKKh, jilichtchno-kommunal'nye khoziaïstva*. Voir Levada-Tsentr, *Obichtchestvennoe mnenie* 2004, op. cit.

¹⁹² Voir Boïkov, V., op. cit., cité et traduit par Favarel-Garrigues, G., « La corruption en Russie », *Problèmes politiques et sociaux*, n°833, Paris, La Documentation française, janvier 2000, p. 28. Sur l'opportunisme bureaucratique et ses conséquences, voir Rousselet, K. et Favarel-Garrigues, G., op. cit., pp. 65-79.

¹⁹³ Voir les résultats des sondages sur la perception de la corruption « au sommet » et « à la base », Levada-Tsentr, op. cit., p. 43.

que la « corruption » - un terme générique flou, nouveau et appartenant au vocabulaire officiel et journalistique - de tel gouverneur ou de la « famille Eltsine ». L'opportunisme bureaucratique est largement perçu comme incontournable : c'est l'« huile qui graisse les rouages de la modernisation capitaliste à la russe »¹⁹⁴. S'il entretient une certaine désillusion latente à l'égard du pouvoir et de l'Etat, il favorise également une certaine contractualisation du rapport à l'autorité, qui se manifeste par l'instauration et le développement des « relations informelles » entre les citoyens et les fonctionnaires¹⁹⁵. Souvent considérées comme un archaïsme ou une survivance du totalitarisme, les « relations informelles » ne sont cependant pas un simple palliatif à la défaillance de l'Etat ou au manque d'argent. Si le recours au *blat* et aux « personnes utiles » (*noujnye lioudi*) s'accompagne généralement du versement de pots-de-vin, les « relations informelles » ne vont pas sans une certaine « codification » plus ou moins explicite des sommes à verser et des limites communément acceptables de ces sommes. Prenant ses distances avec les interprétations utilitaristes les plus communément admises, Myriam Désert conclut que « l'informel est l'un des dispositifs qui permettent d'atténuer les conflits de normes et de rationalités », notant que ces relations « facilitent la confiance que ne prend pas toujours en charge l'argent » et, peut-on ajouter, permettent de suppléer au défaut de confiance dans l'application du droit. Ainsi, l'informel est une sorte de voie d'exécution de ce qui est perçu comme « son droit ». « A rebours de l'idéologie soviétique qui proclamait une solidarité égalitaire abstraite (...) l'informel favorise le traitement préférentiel d'individus à travers un réseau de relations privilégiées avec d'autres individus ». Les relations interpersonnelles, en retour, nourrissent le désenchantement à l'égard du pouvoir et de l'Etat en général. On rejette un pouvoir (proche) dont on connaît trop bien les faiblesses, mais on se méfie d'un pouvoir (lointain) qui se retire, loin du quotidien, dans un univers de normes abstraites et impersonnelles élaborées pour soi¹⁹⁶. Cette méfiance se manifeste au grand jour à l'occasion des larges protestations menées contre la réforme imposant la monétarisation des prestations sociales

¹⁹⁴ Ryvkina. R., « Ot tenevoï èkonomiki k tenevomou obchtchestvou », *Pro et Contra*, vol. 4, n°1, 1999. Cet article renvoie à de nombreux sondages d'opinion sur la perception de la corruption des institutions du proche.

¹⁹⁵ Désert, M., « Le débat russe sur l'informel », *Questions de recherche*, collection électronique du CERI-Sciences Politiques, n°17, mai 2006. Voir <http://www.ceri-sciencespo.com>.

¹⁹⁶ Ce qu'Alexandre Soljenitsyne, en commentant les nombreuses lettres et suppliques reçues par des citoyens russes à l'occasion de son retour en Russie en 1994, a nommé en paraphrasant Marx, le «pouvoir par soi-même et pour soi-même» (*vlast' soboiou i dlia sebia*). Voir *Rossiiā v obvāle*, Moscou, Rousskiï pout', 1998, pp. 53-54.

(*monetizatsiia*), adoptée en 2004¹⁹⁷. Les slogans des manifestations organisées au cours de l'hiver 2004-2005 ne fustigent pas tant la réduction prévisible de la valeur des prestations versées que le processus de déréalisation de la prestation induit par cette réforme, dont la mesure emblématique est sans doute la suppression de la gratuité des transports publics urbains pour les prestataires. Les nombreux sondages montrent que l'impopularité de la réforme tient essentiellement à ce que certaines prestations, jusqu'ici versées sous la forme de services gratuits, seront désormais remboursées : « quand et dans quelle proportion ? », soulignait l'un des leaders du parti des retraités, se faisant l'interprète de l'inquiétude générale. En imposant la substitution d'une créance monétaire (abstraite) à une créance plus concrète - « je sais dans quelle polyclinique j'avais le droit de me faire soigner gratuitement, mais je ne sais pas qui doit me rembourser mes frais » - la réforme prive le citoyen d'une voie d'exécution tangible et relativement sûre de son droit, brouillant les repères traditionnels.

L'allégeance s'apparente à un consentement donné à un contrat d'adhésion qui s'appuie sur des ressorts essentiellement négatifs - suspicion, désillusion et peur du lendemain - et qui associe dans un même geste l'adhésion à l'ordre établi et la mise à distance du pouvoir¹⁹⁸. Dans un contexte où « tout changement radical » est perçu comme « ne pouvant avoir que des effets néfastes »¹⁹⁹, le soutien des gouvernés à l'ordre établi n'est pas dénué de rationalité. L'allégeance est également nourrie par une quête d'autorité dans les incarnations les plus historiquement symboliques du pouvoir lointain : le chef de l'Etat, l'Armée et l'Eglise orthodoxe. De nombreuses enquêtes soulignent que l'Eglise orthodoxe et l'Armée figurent parmi les rares institutions qui suscitent plus la confiance que la défiance. Parmi les institutions « de force », le FSB et le Ministère des situations exceptionnelles - seule institution du proche à bénéficier d'un capital de confiance supérieur à la défiance qu'il provoque - recueillent la confiance des Russes. Si les sondages d'opinion enregistrent, depuis 2000, une cote de confiance élevée et stable dans la personne du Président, toutes les autres institutions politiques, et notamment les institutions régionales et locales, sont

¹⁹⁷ Sur cette réforme, voir Zoudine, A., « Novaïa polititicheskaïa sreda. Protest protiv monetizatsii i vozrojdienie polititicheskoï oppozitsii v Rossii », article publié en juin 2005 sur le site internet <http://www.politcom.ru>.

¹⁹⁸ Un sondage réalisé après l'élection présidentielle de 2004 indiquait que la réélection de Vladimir Poutine avait suscité « la satisfaction » de 36% des électeurs, 49% déclarant que cet événement « n'avait suscité aucun sentiment particulier », et 8% qu'ils avaient éprouvé « de la joie ». cf. Levada-Tsentr, *Obščestvennoe mnenie-2004*, op. cit., p. 80.

¹⁹⁹ Shlapentokh, V., « Bonjour, Stagnation : Russia's Next Years », *Europe Asia Studies*, vol. 49, n°5, 1997, p. 876.

l'objet de la défiance du plus grand nombre. Les institutions les plus valorisées par l'opinion publique ont pour trait commun d'être très éloignées de l'univers quotidien du citoyen ordinaire. Si le Kremlin, l'Armée et l'Eglise orthodoxe représentent une certaine continuité de l'identité historique de l'Etat russe, ce sont également des formes d'autorité captives et entourées d'un voile de mystère décrit par la littérature populaire comme inaccessible au commun des mortels. La cryptocratie est la clef de lecture la plus répandue d'un petit monde qui tire son prestige du secret dont il s'entoure. Cela n'est-il pas en flagrante contradiction avec une autre donnée constatée par les analyses sociologiques, celle d'une élite perçue comme justement trop coupée du peuple ? Ce fossé entre les tenants du pouvoir et le commun des mortels est-il plébiscité, en pleine contradiction avec l'idéal démocratique ? Il faut observer que la confiance dans les institutions du pouvoir lointain est étroitement liée au respect, voire à la peur qu'elles inspirent. Le proverbe ne dit-il pas : « près du Tsar, près de la mort » ?²⁰⁰ Il existe un lien entre le citoyen russe ordinaire et les catégories de l'élite qu'il valorise : ce lien est celui de l'accomplissement des rites, du baptême à l'enterrement en passant par le service militaire et, non le moindre, l'élection du Président, qui s'apparente à un rite qui rythme la vie politique du pays. Le pouvoir lointain relève de l'univers des signes et des symboles. Plus qu'une élite réelle, en chair et en os, on valorise une élite idéalisée. Paradoxe fondateur du rapport entre gouvernés et gouvernants en Russie, le rejet du pouvoir proche (tangibile et accessible) semble alimenter en retour une quête d'autorité qui cherche à s'investir dans le pouvoir lointain, largement idéalisé et/ou symbolique, dont les incarnations sont considérées comme très insuffisantes. « Le peuple russe est orphelin d'une véritable élite », écrivait Alexandre Panarine²⁰¹. Ce discours sur la décadence de l'élite politique est loin d'être confiné aux petits cercles intellectuels du nationalisme russe. « Le problème de l'élite russe aujourd'hui » n'est pas seulement celui de « son autoritarisme, de son manque de culture et de professionnalisme », écrit Grigori Iavlinski, candidat démocrate à toutes les élections présidentielles depuis 1996, c'est aussi son « absence de valeurs éthiques (*sic*) ». Et l'économiste de poursuivre : « par conséquent, les Russes ne peuvent avoir confiance dans aucune institution », puisque « l'appréciation de la valeur de ces dernières est conditionnée à celle des personnes qui les dirigent ». Il faut souligner la référence sous-jacente, dans

²⁰⁰ *Bliz tsaria, bliz smerti*. Proverbe remontant au XVII^{ème} siècle qui renvoie au meurtre de son fils par Ivan le Terrible. Voir *Slovar' rousskikh poslovits i pogovorok*, Moscou, Rousskii iazyk, p. 43.

²⁰¹ Panarine, A., « Narod bez èlity: mejdou ottchaïaniem i nadejdoï », *Nach Sovremennik*, n°11, 2001, p. 17.

les propos du chef du parti *Iabloko*, comme dans ceux de nombreux autres tribuns ou essayistes, quelle que soit l'idéologie dont ils se réclament, à un ordre politique transcendant qui doit guider l'élite politique. Le droit positif ne saurait en rien constituer la référence ultime pour définir des notions essentielles de l'ordre politique et social comme la justice, l'égalité ou la responsabilité²⁰². Plutôt que représenter la société, l'élite idéale, dans le prolongement du type idéal du chef développé plus haut, semble avoir pour mission de protéger et de faire régner la justice conformément à un ordre qui s'impose à elle et qu'elle doit respecter. Dans cette perspective, la popularité de Vladimir Poutine témoigne d'une remarquable exception, puisque ce dirigeant représente la seule incarnation physique du pouvoir qui semble combler la quête d'autorité des citoyens russes. En ce sens, cette dialectique entre rejet du pouvoir et quête d'autorité est l'un des facteurs décisifs de l'avènement de la monarchie post-soviétique.

Le patriotisme, matrice du « politiquement correct » à la russe

« Le parti "Russie Unie" est le parti du succès de la Russie,
le parti du redressement de tout le pays contre des adversaires
qui ne lui ont laissé qu'une place humiliante dans le monde contemporain ».
Manifeste du parti Russie Unie, *Préambule*, 23.04.2003²⁰³.

En Russie, ce n'est pas l'idéologie démocratique, mais le patriotisme qui constitue aujourd'hui le socle idéologique du consensus politique de la société. Si être démocrate relève, dans le monde occidental, du plus banal conformisme, il en est de même pour l'attachement des Russes à une patrie qui, symboliquement, ne renvoie pas seulement à la figure de l'autorité paternelle (*Otchestvo*), mais aussi à la douceur du foyer et du sein maternel (*Rodina*)²⁰⁴. En Europe occidentale, la prééminence du patriotisme dans les discours politiques ainsi que l'adhésion croissante qu'il suscite dans l'opinion publique russe sont généralement perçus comme autant d'anachronismes. Comme le souligne Marcel Gauchet avec ironie, les élites dirigeantes d'Europe occidentale semblent désormais acquises au « culte d'une

²⁰² Pour une sociologie contemporaine du droit en Russie, voir les travaux de Chantal Kourilsky-Augeven et, en particulier, *Socialisation juridique et conscience du droit : attitudes individuelles, modèles culturels et changement social*, Paris, LGDJ, 1997, 193 p.

²⁰³ Site internet du parti Russie Unie : <http://www.edinros.ru>.

²⁰⁴ Deux termes peuvent être traduits par patrie : *Otchestvo*, qui est dérivé de la racine *-ot*, qui a produit *otets* (le père), et *Rodina*, dérivé de la racine *-rod*, qui a produit notamment le verbe *rodit'* (donner naissance à), *roditeli* (parents, au sens de géniteurs). Voir Sakhno, S., *Cent racines essentielles du russe*, Paris, Ellipses, 2005, 239 p. Pour une réflexion sur l'identité russe, les modalités du nationalisme et du patriotisme russes contemporains, voir aussi Laruelle, M., « La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006) », *Les Etudes du CERI*, n°126, juin 2006, pp. 33-36.

humanité hors sol et hors histoire », à un « aimable universalisme » qui distingue aujourd'hui une région du monde traversant « une conjoncture exceptionnellement faste » et résolue à vivre en « retraitée de la grande histoire »²⁰⁵. Cette « sympathique cité sans contours des justes intérêts et des bons sentiments » qui prône le rejet des patriotismes et des Etats-nations comme autant de catégories en voie de dépérissement prend paradoxalement appui sur les valeurs qu'elle rejette, à l'abri des « Etats-nations démocratiques, pérennes, pacifiques et (sociologiquement) cohérents » de l'Europe occidentale de l'après-1945, là où « l'unité sociale (réalisée par les institutions de l'Etat-nation) a cessé d'être une préoccupation et un objectif » et « accède aujourd'hui au rang d'évidence sur laquelle on se repose sans la questionner ». Cette unité sociale procède d'une homogénéisation de la société autour d'une très vaste classe moyenne urbaine dont les modes et les niveaux de vie convergent. L'essor de l'individualisme, des particularismes et du « jeu des options singulières » dans les sociétés ouest-européennes est rendu possible par un consensus social « devenu si évident que l'on semble ne plus le voir »²⁰⁶. Par contraste, l'unité sociale est loin d'être une donnée acquise dans la Russie post-soviétique. Tout d'abord, après la chute de l'URSS, ce sont les contours mêmes de la patrie qui posent question, puisque ceux des Etats qui ont succédé à l'URSS, Russie comprise, sont toujours loin d'être fermement établis. Pour se faire, l'unité sociale a besoin de frontières, territoriales et mentales, relativement stables. En outre, dix ans après la « triple chute » de l'URSS comme Etat, comme espace économique et comme superpuissance, les Russes perçoivent dans leur grande majorité leur société comme le paysage dévasté d'un champ de bataille. Les lignes de clivage se sont multipliées : entre le « peuple » et l' « élite », entre les riches et les pauvres, entre les habitants des grandes villes et ceux du pays profond (*gloubinka*), entre ceux qui ont des *sviazi* et ceux qui n'en ont pas, entre les Russes et les non-Russes... Les conséquences sanitaires et démographiques des réformes des années 1980 et 1990 ont été ressenties de manière très brutale. Dans ce contexte, l' « athéisme démocratique » des Russes, dont on a mentionné qu'il était le fruit d'une culture politique faisant peu de place aux valeurs libérales, est aussi, et en très grande partie, fondé sur la coïncidence historique de la démocratisation du système politique et de ce qui est majoritairement perçu comme une véritable désintégration de la société au début des années 1990. Ce sentiment de désintégration ne résulte pas uniquement de

²⁰⁵ Gauchet, M., *La démocratie contre elle-même*, op. cit., pp. XXIII-XXV.

²⁰⁶ Gauchet, M., « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », op. cit., p. 354.

l'approfondissement des clivages et de l'accroissement des inégalités, mais également, comme le soulignent toutes les études sociologiques, de ce que les Russes considèrent la société dans laquelle ils vivent comme beaucoup plus dure que la société soviétique. En 2004, 67% des personnes interrogées estimaient vivre « dans une société instable et impitoyable où règnent l'indifférence et le chacun pour soi »²⁰⁷. À l'opposé de la démocratie, connotée négativement, le patriotisme paraît constituer un pôle de références et de valeurs communes stables susceptible de transcender des clivages ressentis comme autant de divisions et de réaliser l'unité de la société. L'unité, parfois vue comme un « élément constitutif de la culture politique russe »²⁰⁸, est un leitmotiv de la vie politique post-soviétique. La mythologie politique de l'unité, que l'on retrouve dans d'autres cultures politiques européennes, est nourrie par les circonstances exceptionnelles de la guerre ou de la crise²⁰⁹. L'unité est donc un motif idéologique qui convient particulièrement au césarisme et à la démocratie plébiscitaire qu'il engendre : son invocation permet de réaliser symboliquement l'identité recherchée entre gouvernants et gouvernés qui, pour Carl Schmitt, est, bien plus que la représentation, une dynamique fondatrice de la démocratie²¹⁰. Le recours à l'unité permet d'entretenir un patriotisme de mobilisation, une dimension essentielle du patriotisme russe contemporain. Pendant l'ère Brejnev, la scansion du slogan « le parti et le peuple sont unis » visait à entretenir la flamme du patriotisme de mobilisation de la grande guerre patriotique de 1941-1945 pour tenter d'entretenir les derniers feux d'une idéologie marxiste-léniniste officielle qui ne suscitait plus guère l'adhésion populaire. La montée en puissance de la thématique de l'unité dans les années 1990-2000 indique que le patriotisme est devenu l'idéologie du pouvoir. L'inflation de la rhétorique « unitaire » indique que l'élite politique interprète la demande de la société russe post-soviétique, dépaymée et déstructurée, comme la quête d'un nouveau patriotisme, c'est-à-dire d'une idéologie qui définisse les fondements et donne un sens au nouveau collectif. Cela se traduit dans les dénominations choisies pour baptiser les divers partis et blocs électoraux des années 1990-2000. Ainsi, le parti pro-présidentiel, créé en 1999, a été baptisé Unité, puis rebaptisé « Russie Unie » en 2001 à l'occasion de sa fusion avec le bloc « La Patrie-Toute la Russie ». À l'exception des formations communistes ou démocrates, les partis et blocs électoraux ont généralement opté pour des dénominations qui

²⁰⁷ Levada Tsentr, *Obščestvennoe mnenie 2004*, op. cit., p. 27.

²⁰⁸ Strakhov, A. P., op. cit.

²⁰⁹ Sur le mythe de l'unité en France, voir Girardet, R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, pp. 139-173.

²¹⁰ Schmitt, C., *Parlementarisme et démocratie*, op. cit., pp. 97-98.

soulignent la nécessaire « unité sociale » : « Union civique » (*Grajdanskii Soiouz*), « Parti de l'Unité et de la Concorde russes » (*Partiia Rossiiskogo Edinstva i Soglasiiia*), « Notre Maison la Russie » (*Nach Dom Rossiia*), « La Patrie » (*Rodina*)... On retrouve ce leitmotiv de l'unité en Ukraine (le parti « Notre Ukraine », *Nacha Oukraina*), ou encore en Arménie (le bloc « Unification », *Miasnoutioun*).

Il faut opérer une distinction entre le patriotisme et le faisceau d'idées et de conceptions politiques souvent désigné, tant par commodité de langage que par volonté d'instruire à charge son procès, sous le nom de nationalisme russe²¹¹. Il ne s'agit pas de s'en tenir à la célèbre formule du général de Gaulle, en vertu de laquelle « le patriotisme, c'est aimer son pays ; le nationalisme, c'est détester celui des autres », mais de souligner que le patriotisme russe contemporain n'est en rien un nationalisme, au sens d'un « principe politique qui affirme qu'unité politique et unité nationale doivent être congruentes »²¹². La chute de l'URSS a bouleversé les critères de l'identification des Soviétiques en ce qu'elle a modifié les repères institués de la citoyenneté (définition du rapport d'allégeance à l'Etat) et de la nationalité (*natsional'nost'*, rattachement à un groupe ethnique). Il faut souligner que le concept politique de nation (*natsiia*) n'avait aucunement sa place dans ce schéma. Pour les Russes, l'attribution de la nouvelle citoyenneté russe post-soviétique fut généralement vécue comme la simple continuation de l'ancienne citoyenneté soviétique. C'est d'ailleurs dans cet esprit que fut rédigée la première loi sur la citoyenneté de la Fédération de Russie, en 1993, un texte (amendé depuis dans un sens plus restrictif) qui ouvrait largement l'accès des anciens citoyens de l'URSS, quelle que soit leur nationalité, à la citoyenneté russe. En dépit du caractère plurinational et multiethnique de l'URSS, les identifications « russe » et « soviétique » ont toujours été ambivalentes, au point que, « vu de l'étranger, tout citoyen soviétique est présumé russe, à moins qu'il ne soit explicite, ou expressément précisé, qu'il est d'une autre nationalité »²¹³. En outre, dans le système soviétique des nationalités, les Russes constituaient une *natsional'nost'* (russe, *rousskaia*), mais ne disposaient pas, contrairement aux autres nationalités, des attributs institutionnels de

²¹¹ En ce sens, pour Anatol Lieven, le « nationalisme russe » est loin de constituer une idéologie cohérente. Voir Lieven, A., « The Weakness of Russian Nationalism », *Survival*, vol. 41, n°2, 1999, pp. 53-70. Pour une lecture tendant à montrer, au contraire, la cohérence des différentes facettes d'un même « nationalisme russe », voir l'ouvrage de référence de Dunlop, J. B., *The Faces of Contemporary Russian Nationalism*, Princeton University Press, 363 p.

²¹² Gellner, E., *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989, p. 11.

²¹³ Zaslavsky, V., *The Neo-Stalinist State : Class, Ethnicity, and Consensus in Soviet Society*, New York, Sharpe, 1994 (1^{ère} éd. 1982), p. 18.

cette catégorie juridique : un parti communiste et une *nomenklatura* propres, une Académie des sciences et des institutions culturelles proprement russes. La Russie n'est, aujourd'hui pas plus qu'hier, un Etat-nation et le nationalisme russe n'est donc pas un nationalisme, mais une série de « quasi-nationalismes » que l'on peut distinguer selon le critère d'identification qu'ils privilégient²¹⁴. Pour les slavophiles et les néo-slavophiles, l'appartenance linguistique et culturelle au monde russe ainsi que la fidélité à l'Eglise orthodoxe russe sont les critères principaux de l'identité russe. Pour certains courants néo-païens et eurasistes, il s'agit de l'appartenance par le sang au groupe des Slaves de l'Est ou aux diverses ethnies de l'Eurasie. Enfin, le « nationalisme » de certaines formations politiques, telle le LDPR, s'apparente à un chauvinisme de « la Russie aux Russes », une idéologie stimulée par l'importante immigration venue des anciennes républiques soviétiques intervenue au cours des années 1990 ainsi que la crise démographique dont il n'est pas rare que certains symptômes - croissance naturelle négative, baisse de l'espérance de vie, détérioration de la santé publique- soient interprétés, bien au-delà des cénacles de l'extrême-droite, comme autant de menaces pour le « fonds génétique » des Russes. Surplombant toutes ces clefs d'identification à la catégorie « russe » et transcendant tous les courants précités pour les dépasser et imprégner un très large spectre d'idées et de conceptions politiques, des formations communistes aux partis démocrates, l'identification à l'Etat (Empire russe, URSS, Fédération de Russie) comme puissance souveraine, l'idéologie de la *derjavnost'*, constitue la clef de voûte de tous les « nationalismes » et patriotismes russes possibles. L'ambivalence des identifications « russe » et « soviétique » découle de la primauté du lien à l'Etat dans la définition des identifications : « les Russes ont pour Etat l'URSS tout entière, c'est pourquoi les autres nationalités ont tant besoin de leurs républiques », disait en 1989 un député géorgien à la tribune du Congrès des députés du peuple, soulignant dans une formulation simple toutes les ambiguïtés et les contradictions de l'édifice étatique soviétique²¹⁵. Aussi la patrie russe prend-elle d'abord corps dans l'Etat (Empire russe, URSS, puis Fédération de Russie) et ses institutions (école, Armée, institutions politiques), plutôt que dans un groupe ethnique (les Russes) ou religieux (les orthodoxes rattachés au Patriarcat de Moscou). Dès lors, l'Etat russe n'ayant jamais été un Etat-nation, mais un Empire (russe puis soviétique), le patriotisme russe, ou

²¹⁴ Dans ce sens, voir Tolz, V., « Forging the Nation : National Identity and Nation Building in Post-Communist Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 50, n°6, 1998, pp. 993-1022.

²¹⁵ Nodar Mgaloblishvili cite par Glebov, O. et Crowfoot, J., *The Soviet Empire. Its nations Speak Out*, Londres, Hardwood Academic Publishers, 1989, p. 15.

plus exactement les variantes successives de ce dernier, ne peuvent être assimilées à un nationalisme. Il faut rappeler à cet égard que deux marqueurs distincts de l'identification « russe » coexistent aujourd'hui. Il existe deux manières de dire « russe » en russe : l'identification ethnique, linguistique et culturelle est désignée par l'adjectif *rousskii*, alors que l'identification à l'Etat russe est désignée par l'adjectif *rossiiskii*. Dans l'esprit des créateurs du système fédéral soviétique, les Russes, tout comme dans l'ancien Empire russe, ne constituaient pas seulement la majorité de la population de l'URSS au plan quantitatif, mais ils fournissaient le substrat qualitatif primordial de la future « nation soviétique ». Néanmoins, dans les années 1920-1940, le pouvoir soviétique a procédé à la destruction des piliers de l'identification russe : le Tsar et les institutions militaires, administratives et intellectuelles de l'Empire, l'Eglise orthodoxe russe et son clergé et l'immense paysannerie. Mais au lendemain de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941, Staline procéda à un aggiornamento du discours officiel. Du jour au lendemain, l'URSS ne fut plus décrite comme le nouvel Etat socialiste des ouvriers et des paysans en rupture avec l'ancien Empire, mais au contraire comme l'héritière d'un Empire russe dont les chapitres glorieux de l'histoire militaire furent invoqués à l'appui de la mobilisation générale de tous les citoyens dans le combat contre l'envahisseur. En réconciliant les identifications « russe » et « soviétique », Staline fonda le patriotisme russo-soviétique qui est la matrice de toutes les formulations ultérieures de l'idéologie patriotique. La célébration de la continuité de l'Empire russe dans l'URSS permit tout d'abord de susciter un patriotisme de mobilisation en prônant la communion dans l'unité retrouvée d'une patrie ébranlée par la collectivisation et les purges des années 1930. Il donna également naissance à un patriotisme des déracinés qui ferait mentir Eugen Weber si l'on transposait à l'URSS ce qu'il écrivait à propos de la France : « quand la modernité aura réalisé la fin des paysans et la fin des terroirs, il n'y aura plus personne pour défendre la patrie. Ce sera la fin de l'ordre national-étatique »²¹⁶. En effet, l'opération de déracinement à grande échelle des mondes paysan russe, ukrainien et biélorusse menée pendant les années 1930 mit sur les routes et dans les villes nouvellement et hâtivement construites une quantité immense de citoyens soviétiques auxquels la mobilisation et l'entrée en guerre donnèrent soudain un sens à leurs vies en devenant des « citoyens-soldats » investis d'une mission, une dimension non négligeable dans une société profondément encore tout récemment

²¹⁶ Weber, E., *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983, pp. 19-20.

structurée par la religion, avant que l'athéisme lui soit imposé par la force. En ce sens, en URSS, la fin des terroirs -pour reprendre la formulation d'Eugen Weber- a permis la légitimation de l'ordre national-étatique de l'URSS qui, jusqu'alors, demeurait aux marges de la légitimité. Avec l'épuisement du capital symbolique de l'URSS et la délégitimation progressive de l'idéologie officielle après le « dégel » de la fin des années 1950, les dirigeants soviétiques se mirent à invoquer de plus en plus fréquemment le passé impérial russe. La critique de la collectivisation fut permise et, avec elle, on assista à l'émergence d'un courant d'écrivains ruralistes exaltant l'identité paysanne russe perdue²¹⁷. Mais en dépit des vicissitudes et des aléas de la prescription des identités, la grande guerre patriotique de 1941-1945²¹⁸ est devenue la pierre de touche de l'identification soviétique dans les années 1950-1980. Ce monument mémoriel, omniprésent et intangible, constitue la source, apparemment inépuisable, de toutes les formulations du patriotisme pour les générations suivantes.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'inauguration du Mémorial de la « Grande guerre patriotique » édifié à la périphérie de Moscou en l'honneur du cinquantenaire de la victoire de 1945, le Président Boris Eltsine exhortait ses concitoyens à « trouver les forces nécessaires pour surmonter toutes les difficultés liées à la construction d'une nouvelle Russie libre, puissante et démocratique » en méditant « l'exemple toujours actuel du sacrifice de nos pères »²¹⁹. Moins de quatre ans après le démantèlement de l'URSS, les célébrations de 1995 étaient empreintes d'une certaine ambiguïté quant à leur inscription dans l'histoire. Par contraste, le spectaculaire jubilé de 2005 a permis au successeur de Boris Eltsine de réinscrire pleinement la Fédération de Russie dans la continuité de l'histoire de l'URSS. Dans ses discours officiels et interviews, Vladimir Poutine a fait de multiples références à la mémoire de la « Victoire sur le fascisme ». La place centrale qu'occupe la « Grande guerre patriotique » dans la mémoire collective s'explique par le souvenir très vif que

²¹⁷ Sur les usages de l'identité russe par le pouvoir soviétique, voir Hamant, Y., *Le pouvoir et l'identité russe*, op. cit. Voir également Brudny, Y. M., *Reinventing Russia : Russian Nationalism and the Soviet State, 1953-1991*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, 352 p.

²¹⁸ La grande guerre patriotique (*velikaïa otetchestvennaïa voïna*) doit être distinguée de la deuxième guerre mondiale. Avant son invasion par l'Allemagne en juin 1941, l'URSS avait été impliquée militairement dans les débuts de la seconde guerre mondiale. Conformément aux dispositions contenues dans les protocoles secrets du pacte germano-soviétique en 1941, l'URSS avait envahi les trois Etats baltes, la Pologne orientale. De plus, pendant l'hiver 1939-1940, l'URSS est entrée en guerre contre la Finlande pour tenter de résoudre par la force un contentieux frontalier. La célèbre « guerre d'hiver » entre la Finlande et l'URSS se solda par une défaite de l'armée soviétique, considérablement affaiblie dans son commandement par la grande purge conduite dans les rangs des officiers supérieurs en 1938.

²¹⁹ Cité par Batourine, Iou. M. et alii, *Epokha El'tsina: otcherki polititcheskoï istorii*, Moscou, Indem, 2001, p. 442.

toutes les familles russes, presque sans exception, en ont gardé : il faut simplement rappeler que ce conflit occasionna la mort de 26 millions de Soviétiques ainsi que le bouleversement du destin de plusieurs dizaines de millions d'autres. En 2005, un sondage réalisé par la fondation de l'Opinion publique révélait que 91% des Russes considérait « la victoire de l'URSS en 1945 comme l'événement majeur de l'histoire de leur pays »²²⁰. Ceci explique que la mémoire de Staline ne se résume pas, dans l'opinion publique russe, à ce qu'il est convenu d'appeler la mémoire du stalinisme, c'est-à-dire le souvenir des millions de victimes de la collectivisation forcée, des purges, des déportations et des crimes de masse commis entre 1929 et 1953. Une enquête réalisée en 2004 révèle que pour 31% des personnes interrogées, « Staline est un tyran cruel et inhumain coupable de l'anéantissement de millions de personnes innocentes », 30% considéraient que, « quelles que soient ses erreurs, c'est sous la direction de Staline que notre peuple a emporté la victoire dans la grande guerre patriotique » et pour 33%, « nous ne connaissons pas encore toute la vérité sur Staline et ses actes »²²¹. Si les citoyens russes semblent clairement en mesure d'opérer une distinction entre histoire et mémoire, on observe que le mythe perdure d'un Staline chef militaire de l'URSS, alors que l'histoire l'a depuis longtemps déconstruit²²². Dans le discours qu'il a prononcé le 9 mai 2005, le Président russe a mis en avant la thématique de la « victoire du peuple », s'attardant peu à célébrer le culte des grands chefs militaires. Non sans emprunter à la mythologie soviétique du peuple-héros de la guerre, l'accent fut mis sur les vertus traditionnelles du peuple russe, tels le courage et la patience, mais aussi la capacité de ce dernier à s'unir dans l'adversité et à « réaliser collectivement un exploit hors du commun »²²³. Les vertus de ce patriotisme de mobilisation sont évoquées d'une manière récurrente à l'appui de la nouvelle idéologie de la *derjavnost* russe post-soviétique développée par l'administration Poutine. Evoquant en les rapprochant la « Grande guerre patriotique » et la « grande catastrophe des années 1990 », Sergueï Ivanov, le ministre de la Défense, rappelait que « la Grande guerre patriotique ne fut pas seulement une longue liste de victimes et de pertes matérielles, mais aussi la preuve que nous avons

²²⁰ Fond "Obchtchestvennoe Mnenie", *Velikaia otetchestvennaia voïna v nacheï biografii*, 03.05.2005 (<http://www.fom.ru>).

²²¹ 11 réponses étaient possibles, chaque personne pouvant en choisir trois. Il est possible que les mêmes personnes considèrent Staline à la fois comme un tyran sanguinaire et comme le vainqueur de 1945. Voir Levada-Tsentr, *Obchtchestvennoe mnenie-2004*, op. cit., p. 168.

²²² Deutscher, I., *Stalin, A Political Biography*, Oxford University Press, 1967, 661 p.

²²³ Discours prononcé par Vladimir Poutine le 9 mai 2005. Voir le site officiel du Kremlin: <http://www.kremlin.ru>.

des raisons valables d'être fiers de nous-mêmes »²²⁴. S'en remettant à une conception cyclique de l'histoire de la Russie où chaque épisode de crise serait suivi d'un renouveau, il invitait ses compatriotes à considérer les années 2000 comme « une ère de reconstruction de la fierté nationale »²²⁵. Bien que la figure du « citoyen-soldat », qui convoque aussi bien l'héritage cosaque des « paysans-soldats défenseurs des frontières » que celui des partisans de la « Grande guerre patriotique », soit loin d'être devenue anachronique, le patriotisme russe contemporain s'est enrichi, au cours des années 1990-2000, d'un volet modernisateur. Contrairement à ce que l'on pourrait conclure à la simple lecture de ses références idéologiques ou mémorielles, la *derjavnost'* n'est aujourd'hui pas seulement une idéologie passéiste et nostalgique de l'attachement à la puissance impériale perdue. Elle renvoie également à un répertoire d'action et à divers argumentaires politiques qui visent à mobiliser les ressources humaines nécessaires à la constitution, à la reconstruction ou le maintien de cette puissance. La *derjavnost'* est, en ce sens, une idéologie de l'action politique. Ainsi, le préambule du Manifeste du parti « Russie Unie » proclame que ce parti est le « parti de la réussite nationale », que son objectif est de réaliser le « redressement national » en dépit d'une « conjoncture internationale humiliante pour la Russie » et, pour ce faire, de lancer « un défi adversaires de notre patrie »²²⁶. Le patriotisme constitue désormais, à un titre au moins égal, voire supérieur au « libéralisme », à la « modernité » ou à l'« économie de marché », un socle de référence majeur invoqué pour justifier la nécessité de reconstruire une puissance russe au XXI^{ème} siècle, une puissance économique et énergétique en tout premier lieu et, pour reprendre une expression consacrée, une puissance « civilisée ». Si la fin des années 1990 est parfois décrite comme un « nouvel après-guerre »²²⁷, le début des années 2000 est parfois décrit comme un véritable temps de guerre. Dans un article devenu célèbre, un analyste préconisait, « à l'heure d'une guerre économique mondiale sans précédent pour la mainmise sur les ressources naturelles », la mise sous tutelle des secteurs stratégiques de l'économie russe par les services de la Sécurité d'Etat. L'auteur n'hésitait pas à comparer cette tactique avec celle qui, pendant la guerre, avait consisté à déplacer vers les régions orientales de l'URSS des unités de production de la zone occupée, une tactique qui « a permis de sauver l'économie du pays et de

²²⁴ Une étude réalisée en novembre 2004 indique que 75% des personnes interrogées (contre 66% en décembre 1992) considéraient la chute de l'URSS comme un événement « très négatif ». Voir Levada-Tsentr, *Obchtchestvennoe mnenie-2004*, op. cit., p. 164.

²²⁵ Interview de Sergueï Ivanov in *Rossiiskaïa Federatsiia*, n°5, 2005, pp. 17-18.

²²⁶ Voir <http://www.edinros.ru>.

²²⁷ Tsipko, A. S., « Restavratsiia ili polnaïa sovetizatsiia ? » in *Rossiïou pora doverit' rousskim. Kritika natsional'nogo nigilizma rossiiskikh liberalov*, Moscou, Algoritm, 2003, p. 109.

remporter la victoire »²²⁸. Volontiers enclin à l'outrance, l'auteur dressait un parallèle entre les conséquences sociales des réformes des années 1990 et celles de la « Grande guerre patriotique » et assimilait en filigrane les oligarques à l'occupant allemand. Remarquons que cette analyse n'a que l'apparence de l'excentricité, dans toutes les acceptions de ce terme. Depuis le début des années 2000, un patriotisme de marché a pris corps. Il s'agit d'un patriotisme économique qui tente, à l'heure de la globalisation, de définir une variante post-soviétique du capitalisme d'Etat, « en riposte au néo-libéralisme prôné par les instances internationales contrôlées par les Etats-Unis et l'Union européenne », pour reprendre les termes employés par l'économiste Mikhaïl Deliaguine²²⁹ qui, à l'heure où il se rangeait encore parmi les experts favorables à l'administration Poutine, était l'un des principaux contributeurs à la formulation de l'idéologie patriotique officielle. En 2003, ce dernier, qui se définit volontiers comme un social-démocrate, considérait que l'agenda politique de la Russie devait être déterminé par un programme de patriotisme économique en trois axes : contrôle de l'Etat sur la propriété et l'exploitation des ressources naturelles, contrôle par l'Etat de la rente énergétique, protectionnisme agricole et industriel. Ces arguments se retrouvent aujourd'hui dans le programme de tous les partis politiques représentés en 2004 à la Douma, lorsqu'un tel programme a été élaboré. Ce patriotisme de marché, tel qu'on le retrouve formulé dans le programme de « Russie Unie », n'est ni un anticapitalisme, ni un antilibéralisme, ni un « altermondialisme ». Le patriotisme de marché défend les vertus du capitalisme et du libéralisme économique, les « acquis des réformes économiques des années 1990 » et de la propriété privée. C'est pourquoi il est plus juste de parler d'un patriotisme de marché que d'un simple « nationalisme économique ». Ainsi, le faisceau d'idées et de conceptions que l'on peut, en 2004-2005, qualifier de patriotisme russe contemporain, fait de l'économie le nouveau pilier de la définition de la puissance. La *derjavnost'* appuie un certain capitalisme d'Etat et, ce faisant, contribue fort opportunément à légitimer le « capitalisme de *nomenklatura* », c'est-à-dire le cumul, par les mêmes élites, des principaux leviers de commande de l'Etat et de l'économie, à l'aide d'arguments plébiscités par l'opinion publique, telle la défense de la souveraineté de l'Etat sur ses ressources naturelles stratégiques ou la protection de l'industrie nationale. En juin 2004, 55% des Russes considéraient « la renationalisation des secteurs énergétiques à hauts revenus » comme le meilleur moyen de générer les

²²⁸ Ovtchenko, Iou., "Peredel sobstvennosti doljen byt' postavljen pod kontrol' spetssloujb", *Nezavissimaïa Gazeta*, 22 juin 2001.

²²⁹ Reproduits sur son site internet: <http://www.delyagin.ru>.

revenus nécessaires à la résolution des problèmes sociaux en Russie²³⁰. Dans ce contexte, l'arrestation et le procès de Mikhaïl Khodorkovski, suivis du démantèlement du groupe *Youkos* qu'il dirigeait et de la revente des actifs de ce groupe à des sociétés dirigées par des proches du Kremlin, ont permis au parti du pouvoir, par la voix de divers ministres et membres de l'administration présidentielle, de laisser entendre que l'objectif de l'administration Poutine serait de protéger les intérêts de la Russie en maintenant dans des mains russes la propriété de ses champs pétrolifères, de ses oléoducs et de ses gazoducs. Cette stratégie de légitimation par le recours au patriotisme de tactiques dont les ressorts clientélistes sont transparents trouve néanmoins un écho favorable auprès de l'opinion publique²³¹.

L'invocation du patriotisme dans la Russie d'aujourd'hui résonne parfois comme un écho véritablement « néo-soviétique », c'est-à-dire comme un rappel à l'(ancien) ordre soviétique. La campagne lancée à l'automne 2004 par certains responsables du parti « Russie Unie » pour le « rétablissement de normes de conduites correctes dans l'espace urbain », à l'appui d'un projet de loi, dont l'initiative revenait à certains responsables de ce parti, visant à interdire la vente et la consommation de bière dans les stations de métro et, plus généralement, sur la voie publique, en est le meilleur exemple. Cette campagne a suscité un important débat public, qui s'est tenu presque exclusivement sur le ton de l'ironie et au second degré, en particulier dans les forums sur l'internet. A cette période, le site internet du parti pro-présidentiel a d'ailleurs connu une hausse sans précédent de visiteurs vilipendant ou soutenant l'initiative d'un parti désireux de « restaurer la moralité publique » et d'« enrayer la dégradation physique et spirituelle des jeunes Russes » qui, comme l'écrivait un internaute dans un langage cru, « n'arrivent plus guère à se tenir debout que pour boire une bière »²³². La correction de la tenue et du maintien en public faisaient partie de la contrainte sociale dans une société soviétique où le

²³⁰ En outre, 50% des personnes interrogées dans la même enquête (plusieurs réponses étaient possibles) citaient comme moyen « le retrait aux oligarques de la rente qu'ils tirent des matières premières ». Voir Levada-Tsentr, *Obchtchestvennoe mnenie 2004*, op. cit., p. 28.

²³¹ Bien qu'ils considèrent majoritairement (36%) que l'arrestation de M. B. Khodorkovski avait pour motif essentiel « de transférer les actifs détenus par (ce dernier) sous le contrôle de personnalités proches du chef de l'Etat », les Russes semblent également dans leur majorité (47%) considérer positivement une opération qui « vise à empêcher la détention par des compagnies étrangères d'actifs dans des entreprises stratégiques pour la Russie ». Voir Levada-Tsentr, op. cit., p. 99.

²³² Jeu de mot intraduisible fondé sur l'homonymie entre « être debout » (*stoit*) et « être en érection ». Forum du site internet du parti « Russie Unie », <http://www.edinros.ru>, consulté régulièrement en novembre-décembre 2003.

respect de la discipline était primordial. Volontiers raillé aujourd'hui pour son « paternalisme », cette importance de la discipline et du contrôle social peut être vue comme l'un des traits de la nature conservatrice du processus de modernisation soviétique et, pourrait-on ajouter, de sa dimension collectiviste et de son caractère militarisé. Dans tous les domaines de la vie quotidienne, de l'éducation au travail en passant par les loisirs, musicaux ou sportifs, et même dans les modalités de réception des soins médicaux et hospitaliers, le respect de la discipline, c'est-à-dire de la nécessité de se conformer (au moins en apparence) de manière stricte aux règles hiérarchiquement établies, encadrait les comportements. Pour les hommes, le service militaire, qui était encore d'une durée de deux ans et demi à la fin des années 1980, a constitué pendant toute l'histoire de l'URSS après-guerre une étape obligatoire, décisive et inoubliable, avec toutes les implications positives et négatives que cet adjectif sous-entend, de la socialisation. Après la chute de l'URSS, le service militaire n'est resté obligatoire qu'en théorie, car les exemptions et les moyens d'y échapper se sont multipliés nombreuses au rythme du développement de la corruption des institutions militaires²³³... Sans pouvoir prétendre en décrire ici toutes les facettes et toutes les implications, il est indispensable de souligner l'importance du « militarisme » diffus qui imprègne la société post-soviétique et d'en montrer, à l'aide d'un exemple, le rôle dans la formation et la légitimation de l'idéologie patriotique en Russie. Nous émettons l'hypothèse qu'un certain « militarisme paradoxal », exprimé par certains individus de sexe masculin, est une des principales clefs de la nébuleuse idéologique du « national-patriotisme » russe contemporain. Pour la plupart des hommes de plus de 35 ans (nés avant 1970)²³⁴, la notion d'ordre ne renvoie pas seulement à l'abstraction des idéaux politiques, mais aussi à l'univers tangible de cette « société d'ordre » que constitue l'armée, une société dont ils ont pu faire l'expérience. Pour plusieurs millions d'entre eux, cela renvoie plus précisément encore à la guerre qu'ils ont connu, sur le front de la « Grande guerre patriotique » de 1941-1945, en Afghanistan (1979-1989), ou en Tchétchénie (1994-1996 et depuis 1999). C'est en cela qu'il faut parler d'un « militarisme paradoxal », qui ne peut se comprendre que par un raisonnement dialectique, surtout pour ce qui concerne les anciens combattants d'Afghanistan, dont il faut souligner qu'ils ont joué, pendant les années 1990 et aujourd'hui encore, un rôle déterminant dans l'expression politique du patriotisme dans l'espace public. Ainsi, la trajectoire et la pensée politique du

²³³ Daucé, F., *L'Etat, l'Armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2001, 299 p.

²³⁴ C'est-à-dire les générations d'hommes qui ont effectué leur service militaire à près de 95%.

général Alexandre Lebed sont emblématiques du patriotisme russe contemporain. En outre, certains officiers ayant servi en Afghanistan, parmi lesquels des activistes des mouvements de défense des droits des *Afgantsy*, sont bien représentés dans les instances dirigeantes de *Russie Unie* et de *Rodina*²³⁵. Loin d'exalter les exploits militaires de l'URSS ou de la Russie post-soviétique (la même attitude vaut pour les anciens combattants des guerres de Tchétchénie) et de célébrer la puissance et la gloire de l'armée, ces hommes en soulignent au contraire à l'envi les échecs, constatent et dénoncent l'impuissance et les erreurs de commandement des chefs militaires, la corruption des officiers et la « soumission aveugle des généraux aux ordres imbéciles des politiciens »²³⁶. Ceux qui célèbrent, à l'heure du marché et de la démocratie, les vertus du sacrifice de soi et de la soumission à la discipline, ceux qui prennent le « parti de l'ordre » sont aussi ceux qui, paradoxalement, ont constaté sur le terrain les dysfonctionnements de la « société d'ordre » militaire. Le décalage entre les valeurs patriotiques invoquées pour la conduite des guerres d'Afghanistan (et de Tchétchénie) et le comportement de ceux qui mènent des hommes au combat en engageant des vies en leur nom ne les conduit pas tant à remettre en questions ces valeurs, ou même la légitimité des buts de guerre, qu'à dénoncer les erreurs et les failles humaines, à vilipender sans relâche ceux-là même qui étaient les garants des valeurs à la hauteur desquelles ils n'ont pas su se hisser et qu'ils ont trahies. Pour cette société de déracinés et de survivants que forment les anciens combattants d'Afghanistan - nulle n'a mieux dépeint leur désarroi et leur déracinement que Svetlana Alexievitch²³⁷ - le patriotisme permet de donner un sens à la survie, de mener un combat au nom des camarades disparus et à l'égard desquels on se sent coupable d'avoir survécu, d'appeler à la restauration de l'ordre, de l'Etat, de la puissance, c'est-à-dire, sans vouloir tomber pour autant dans un psychologisme vulgaire, à vouloir restaurer l'ordre de ses pensées, conforter sa position dans le civil et retrouver un peu d'une estime de soi difficile à retrouver. Le patriotisme permet également de se démarquer des nombreux camarades passés dans le camp de l'« anti-ordre » - l'économie parallèle, les réseaux mafieux, les services de sécurité des riches et des puissants, voire la prison²³⁸ - et de se convaincre qu'il existe encore un « ordre » possible. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les propos tenus lors de la conférence sur l'« éducation patriotique » organisée les 26-27 octobre 2004

²³⁵ Le député Frants Klintsevitch, membre des instances dirigeantes de *Russie Unie* et président de l'Union russe des anciens combattants d'Afghanistan, est le plus célèbre d'entre eux.

²³⁶ Lebed, A. I., *Za derjavou obidno...*, Moscou, Moskovskaïa Pravda, 1995, 463 p.

²³⁷ Alexievitch, S., *Les cercueils de zinc*, Paris, Christian Bourgois, 1990, 285 p.

²³⁸ Oleïnik, A. N., *Criminalité organisée, prison et sociétés post-soviétiques*, Paris, L'Harmattan, 2001, 331 p.

à Moscou sous l'égide de l'Union russe des anciens combattants d'Afghanistan²³⁹. Cette conférence a réuni certaines responsables du Ministère de l'Education et de la Défense, des députés de la Douma et plusieurs délégués du Patriarcat de l'Eglise orthodoxe russe. Ce mouvement, représenté dans 78 sujets de la Fédération de Russie, a pour « mission l'éducation militaire et patriotique de la jeunesse et la renaissance spirituelle et morale sur le fondement de laquelle doit reposer le patriotisme ». L'un des responsables fédéraux de cette Union évoquait la nécessité de « créer au sein de l'Etat un système permettant de faire contrepoids aux forces destructrices qui ont pour but d'affaiblir les traditions du peuple russe (*rousskii narod*) ». En mai 2005, l'Union russe des anciens combattants d'Afghanistan faisait paraître un « manuel de patriotisme », imprégné du même esprit de « renaissance » : l'introduction de ce manuel indique l'impératif de « reconstruction de la fierté nationale ». Le manifeste du parti *Russie Unie*, cité plus haut, indiquait la nécessité d'opérer « le redressement de tout le pays contre des adversaires qui ne lui ont laissé qu'une place humiliante dans le monde contemporain ». Le patriotisme russe contemporain est donc un instrument privilégié de ce redressement. Ce patriotisme est, dans la lignée du patriotisme russo-soviétique fondé en 1941, un patriotisme de revers, un patriotisme des déracinés, un patriotisme des humiliés, des survivants de la catastrophe, qu'elle appartienne au passé (la Grande guerre patriotique) ou à venir (la destruction du « fonds génétique » russe), mais un patriotisme de mobilisation et d'action collective dans le déploiement duquel l'armée, directement ou indirectement, joue un rôle cardinal.

²³⁹ Skourlatov, R., « Vospitat' patriota », *Gvardiia Rossii*, n°11, 2004, sur le site internet de l'Union russe des anciens combattants d'Afghanistan: <http://www.rsva.ru>. Ce texte évoque, entre autres, « la lignée des patriotes soldats d'Ivan Soussanine aux combattants de Tchétchénie ».

CONCLUSION

*« Donner la parole aux électeurs tout en réalisant l'unité du peuple.
Telle est la dialectique fondamentale de la démocratie russe ».*
Vladislav Sourkov²⁴⁰

La dynamique de l'allégeance, qui constitue le moteur du nouveau régime russe, est souvent vue comme l'indice le plus probant de son caractère archaïque²⁴¹. En mars 2004, au lendemain de la réélection de Vladimir Poutine à la présidence avec plus de 70% des voix, Vladimir Ryjkov, député sans étiquette de la mouvance démocrate, faisait observer que « la Russie est une monarchie élective qui repose sur le paternalisme présidentiel », avant de conclure que « la société russe est encore très loin du contrat social »²⁴². De l'avis presque unanime de tous ceux qui étudient la Russie post-soviétique, la transition russe vers la démocratie s'est enlisée. On pourrait donc se contenter de conclure par une ellipse en invitant le lecteur, que l'on espère instruit par cet ouvrage sur certaines réalités politiques post-soviétiques, à tirer ses propres conclusions sur l'évolution plus ou moins démocratique du système politique russe. Mais l'auteur de ces lignes n'a pas vocation à entretenir le lecteur dans le confort intellectuel que procure la scansion des formules convenues du « démocratiquement correct ». Dans un livre très stimulant sur les mutations de la démocratie à l'œuvre en ce début de troisième millénaire, Guy Hermet invite à considérer que la démocratie est entrée dans sa « phase hivernale » et qu'elle a amorcé sa transition vers un « nouveau régime »²⁴³. Or, le portrait qu'il dresse de ce « nouveau régime » ressemble tant à celui de la Russie post-soviétique qu'il n'est pas incongru d'émettre ici l'hypothèse que cette dernière, loin d'accuser un quelconque retard, est au contraire en avance sur son temps ! Plus distinctement encore que les « démocraties installées », le nouveau régime russe met à jour les grands traits du « nouveau régime » émergent.

Le vernis de la modernité démocratique triomphante craque et les innombrables faux-semblants politiques de l'Occident modèle apparaissent en pleine

²⁴⁰ Sourkov, V. Iou., « Rousskaïa polititcheskaïa koul'toura. Vzgliad iz outopii », 21 juin 2007, publié sur le site internet de *Russie Unie* : <http://www.edinros.ru/news.html?id=121456>.

²⁴¹ Richard Rose parle de la société russe comme d'une « société anti-moderne » au sens où les modernisations soviétique et post-soviétique n'ont pas débouché sur la construction d'institutions (étatiques ou de marché) inspirant durablement la confiance et entraînant le déclin des relations informelles. « Living in an Antimodern Society », op. cit.

²⁴² Cité dans *Kommersant Vlast'*, n°12, 29 mars 2004, p. 11.

²⁴³ Hermet, G., *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, op. cit.

lumière. Qui oserait d'ailleurs prétendre qu'en réalité, le contrat social fut jamais autre chose qu'un mythe ? Aux Etats-Unis, le césarisme et le népotisme, qui constituent depuis toujours la part d'ombre du système politique, se manifestent avec une évidence sans pareille²⁴⁴. Le « phénomène bureaucratique » se déploie avec un systématisme presque caricatural dans la « construction européenne ». Les préceptes du « politiquement correct » ont partout pris les apparences d'une nouvelle religion civile officielle²⁴⁵. Les clientélismes de toute nature semblent constituer les vrais arcanes de la décision politique. La connivence des fortunes privées et des pouvoirs publics semble devenir la règle et la possession d'un patrimoine important est la clef du succès d'un nombre croissant d'entreprises de conquête du pouvoir politique²⁴⁶. Enfin, l'impératif de sécurité est invoqué à l'appui de dispositions généralement plébiscitées qui substituent progressivement un état d'exception permanent à l'ordre constitutionnel²⁴⁷. À l'heure où les recettes de la « gouvernance » se substituent à l'art du gouvernement des hommes²⁴⁸, la démocratie occidentale redescend du piédestal sur lequel l'histoire de l'après-1945 l'avait placée dans une comparaison, forcément avantageuse, avec les totalitarismes national-socialiste et communiste. À l'heure de la globalisation, une désacralisation, pour ne pas dire une sécularisation de la démocratie s'impose, car elle seule peut permettre une comparaison renouvelée et fructueuse des régimes politiques.

Matrice de la démocratie libérale, le parlementarisme reposait sur deux principes essentiels : la délibération comme modalité d'élaboration de la décision politique et la représentation comme modalité d'expression de la souveraineté populaire. Pourquoi, d'ailleurs, employer l'imparfait, puisque les Parlements n'ont pas disparu et que, dans toutes les démocraties, l'on élit toujours des représentants ? Écrite en 1923, l'observation qui suit n'a pas pris l'ombre d'une ride : « Il y a certainement peu d'hommes aujourd'hui qui voudraient renoncer aux vieilles libertés libérales, à la liberté de parole et de presse. Mais sur le continent européen, il n'y en a probablement plus beaucoup qui croient que ces libertés existent encore dès lors qu'elles pourraient devenir réellement dangereuses pour les tenants du pouvoir réel. Ce qui subsiste sans doute le moins, c'est la croyance que d'articles de journaux,

²⁴⁴ Lieven, A., *Le nouveau nationalisme américain*, Paris, J.-C. Lattès, 2005, 488 p.

²⁴⁵ Gauchet, M., *La démocratie contre elle-même*, op. cit.

²⁴⁶ Musso, P., *Berlusconi, le nouveau Prince*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2003, 195 p.

²⁴⁷ Paye, J.-C., « L'état d'exception : forme de gouvernement de l'Empire ? », *Multitudes*, n°16, 2004, pp. 179-190.

²⁴⁸ Hermet, G., op. cit. Voir aussi, du même auteur : « Un régime à pluralisme limité ? À propos de la gouvernance démocratique », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°1, 2004, pp. 159-178.

de discussions dans les assemblées et de débats au Parlement émergent la législation et la politique véritables [...] Si l'espace public et la discussion sont devenus une formalité vide et caduque dans la réalité effective de l'activité parlementaire, alors le Parlement aussi, tel qu'il s'est développé au XIX^{ème} siècle, a perdu la base qui le soutenait jusqu'à présent, ainsi que son sens»²⁴⁹. Dans cette perspective, la démocratie pourrait aujourd'hui se définir comme une série de procédures électives destinées à garantir la légitimité d'une élite du pouvoir²⁵⁰ qui s'accorde sur les grandes orientations politiques. On ne peut qu'observer une certaine symétrie entre deux événements politiques contemporains : l'élection législative du 2 décembre 2007 en Russie, qui tient du simulacre de pluralisme, et la décision prise en France de procéder à la ratification du « Traité Constitutionnel Européen » par voie parlementaire après que ce texte, dans une version presque identique, a été rejeté par plus de 55% des votants lors du référendum du 29 mai 2005. Dans les deux cas, une même démocratie dirigée est à l'œuvre. Dans les deux cas, les dirigeants sont convaincus de faire œuvre utile, de faire acte de « bonne gouvernance », d'« aller dans le bon sens », en Russie, il s'agit de consolider la souveraineté, tandis qu'en France, il s'agit de dépasser cette même souveraineté et de construire un nouvel édifice post-étatique européen. Dans les deux cas, la délibération est très limitée, du fait même que la représentation politique est caractérisée par une unité de vues qui neutralise le pluralisme partisan qui, si l'on excepte les groupes de pression et les formations protestataires, se limite à un simple affichage d'étiquettes. Dans les deux cas, enfin, les grands médias se font davantage l'écho des arguments avancés par les dirigeants que par leurs opposants, du moins ménagent-ils plus souvent leurs critiques à l'égard des premiers. Ces deux épisodes illustrent bien la dynamique qui préside à la naissance du « nouveau régime ». L'élite du pouvoir favorise l'instauration d'une « gouvernance » qui rompt avec les canons institués de la démocratie libérale, substituant progressivement au gouvernement représentatif une « régulation » dont l'objectif n'est pas de réaliser l'intérêt général, mais de simplement garantir la mise en œuvre de l'action publique en associant les acteurs (étatiques et non-étatiques) au processus même de la décision. Il en résulte de profondes mutations administratives et juridiques au sein des Etats, un brouillage conséquent de la distinction traditionnelle entre Etat et société civile²⁵¹ et, bien entendu, une diminution de l'impact du résultat électoral sur les grandes

²⁴⁹ Schmitt, C., *Parlementarisme et démocratie*, op. cit., p. 47.

²⁵⁰ Au sens de Charles Wright Mills. Voir Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, op. cit., p. 33 et s.

²⁵¹ Voir l'ouvrage de référence de Jacques Chevallier, *L'Etat post-moderne*, Paris, L. G. D. J., 2003, 225 p.

orientations stratégiques. Pour l'heure, la contrainte démocratique demeure et les élites du pouvoir, qui doivent toujours recueillir une légitimité électorale, doivent persuader des masses de plus en plus sceptiques. Dans cet objectif, elles tendent à opter pour l'efficacité en multipliant les recours aux techniques de séduction, de persuasion, voire d'intimidation, des méthodes qui rompent avec l'argumentation civique rationnelle, mais qui ont fait leurs preuves dans la publicité ou les « guerres de l'information ». Ce ne sont donc plus les grands récits collectifs (idéologies, programmes et autres « projets de société ») - qui tombent un peu partout en désuétude - mais les acteurs (dans tous les sens du terme) politiques qui sont appelés à incarner l'autorité et à devenir les indispensables truchements d'une légitimité démocratique qui ne peut se concevoir, comme l'analysait Carl Schmitt, sans un processus d'identification du citoyen à son (ses) chef(s) politique(s)²⁵². Le charisme est appelé à jouer, en « post-démocratie », un rôle de tout premier plan.

La Russie est donc passée sans transition démocratique d'un totalitarisme en phase terminale à une variante du « nouveau régime » en formation. Le système politique de la Russie est décisionniste en ce sens que les instances qui prennent les décisions - les exécutifs - priment les instances délibératives (parlementaires), dont la tâche principale n'est d'ailleurs pas tant de délibérer que de légiférer. Il faut rappeler cette phrase éloquente de Boris Gryzlov, président de la Douma et du parti *Russie Unie*, tout à fait digne de figurer en exergue d'un éventuel bêtisier du commentaire politique post-soviétique : « le Parlement n'est pas un lieu fait pour les discussions politiques »²⁵³... Ainsi, le trait le plus saillant de la démocratie russe n'est ni l'immaturité civique présumée de ses citoyens, ni l'autoritarisme supposé de ses dirigeants, ni même le paternalisme qui caractériserait les rapports entre ceux-ci et ceux-là, mais son caractère non-compétitif. Il ne faut pas omettre de mentionner la faiblesse des organisations et des groupes de pression qui, en dehors des cercles dirigeants, pourraient, demain, peser sur le cours de la « gouvernance » russe vouée, selon toute vraisemblance, à l'unipolarité. En dépit des efforts déployés par l'administration présidentielle - en premier lieu Vladislav Sourkov - pour susciter l'émergence d'un bipartisme à la russe, prélude annoncé d'une « normalisation démocratique » caractérisée par l'alternance au pouvoir de deux grands partis, les résultats de l'élection du 2 décembre 2007 laissent entrevoir un enracinement de la

²⁵² Sur ce point, voir Raviot, J.-R., « Comprendre le nouveau régime russe », *Strates*, n°12, 2006. L'article est consultable en ligne : <http://strates.revues.org/document1662.html>.

²⁵³ Rapporté par *Novaïa Gazeta*, n°6, 27 janvier 2005.

démocratie non-compétitive en Russie. L'emprise toujours croissante du parti *Russie Unie* sur la vie politique n'est que l'écho de la recentralisation opérée par le Président Poutine dans tous les domaines. L'avènement d'un système de parti unique *de facto* - qui ne relève pas de la science-fiction si l'on considère le déroulement de la législative de 2007 - constitue la limite la plus évidente de la démocratie non-compétitive *à la russe*. Présentement, celle-ci demeure inscrite au rang des « démocraties à parti dominant » qui, si elles ne sont pas toutes des démocraties sans opposition, sont ou ont été, pendant une longue période, des démocraties sans alternance²⁵⁴. Cette catégorie rassemble des systèmes politiques aussi divers que celui du Japon, caractérisé par la domination sans partage, ou presque, du parti libéral-démocrate sur la vie politique depuis 1945²⁵⁵, celui de Taïwan, gouvernée par le Kuomintang de 1950 à 1991, ou encore celui de la Suède, sociale-démocrate sans alternance aucune de 1932 à 1976. Il ne faut non plus oublier que la France de la V^{ème} République a été marquée, de 1958 à 1981, par une longue période sans alternance au pouvoir. Dans un article récent, Vladimir Guelman rapproche fort opportunément le cas de la Russie post-soviétique de celui du Mexique d'avant 2000 - date à laquelle le parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1930, perd les élections -, un autre « régime à parti dominant » qui ne fut pas seulement un régime sans alternance, mais aussi un régime sans véritable opposition²⁵⁶.

S'inscrivant dans la perspective wébérienne de l'étude de la « routinisation du charisme » comme préalable à la nécessaire institutionnalisation de la domination politique²⁵⁷, Vladimir Guelman conclut que l'institutionnalisation du parti dominant, *Russie Unie*, constitue une alternative plausible à l'avènement d'un autoritarisme personnaliste de Vladimir Poutine, bien que le parti pro-présidentiel russe ne dispose pas (encore) de la palette des ressources ni, surtout, de l'ancrage social du P. R. I. mexicain des années 1950-1980. Au-delà de cette alternative entre la domination sans partage d'un appareil partisan sur la vie politique et la consécration d'un chef autoritaire, une troisième voie existe, et tout porte à croire que c'est cette voie qui

²⁵⁴ Pempel, T. J. (dir.), *Uncommon Democracies: The One-Party Dominant Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, 371 p.

²⁵⁵ Seizelet, E., *Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1990, 421 p.

²⁵⁶ Guelman, V., « Le parti dominant en Russie : quelles perspectives ? » in Merlin, A. (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 51-62. Pour la version originale de cet article, « Perspektivy dominirouïouchtcheï partii v Rossii », *Pro et Contra*, vol. 10, n°4, 2006, pp. 62-71.

²⁵⁷ Sur l'interprétation de la notion de charisme chez Max Weber, voir Colliot-Thélène, C., *La sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 64-65.

sera empruntée : l'enracinement d'une monarchie élective plébiscitaire reposant sur la légitimité du chef politique, quotidiennement réajustée, entretenue et « routinisée » par les médias. Dans un essai paru en 1988, Richard Rose évoquait l'évolution d'une démocratie américaine « de moins en moins délibérative », les citoyens [américains étant] inondés par le spectacle symbolique de la politique, mais incapables de juger ses leaders et le bien-fondé de leurs politiques ». Poursuivant sa description de la « présidence post-moderne », il écrivait que « la clef [d'une telle présidence] est la capacité à conduire et à diriger l'opinion, avec pour résultat une sorte de campagne électorale permanente »²⁵⁸. Voilà qui n'est pas sans évoquer le spectacle offert par les séances annuelles de discussion télévisée du Président Poutine avec la population, ou encore les séances bisannuelles de « chat » présidentiel en ligne. Ainsi, le chef du parti SPS (Union des forces de droite), Nikita Belykh, a pu déclarer dans une boutade qu'« aujourd'hui en Russie, peu importe que le chef politique soit Président, Premier ministre ou autre, pourvu qu'il s'appelle Vladimir Poutine ! »²⁵⁹. Il n'est pas exagéré de considérer que la pérennité du système politique est étroitement liée à la personne de Vladimir Poutine, aujourd'hui Président et, demain peut-être, Premier ministre, c'est-à-dire chef d'un gouvernement disposant de pouvoirs étendus et renforcés, sur le modèle du Chancelier allemand. Dans le nouveau régime russe, le Prince, seul, est légitime, alors qu'aucun principe politique ne semble l'être. Une étude sociologique réalisée en mars 2005 illustre le paradoxe fondamental d'un système politique où la cote de popularité du Président, stable et élevée, contraste vivement avec le rejet sans nuances des autres institutions politiques et des élites en général. Ainsi, à la question « dans quelles institutions avez-vous le plus confiance » ?, 34% des personnes interrogées répondaient « le Président » et 33% répondent « aucune ». L'Eglise orthodoxe recueille la confiance 16% des sondés, l'Armée celle de 14%, les entrepreneurs (les patrons) et la Douma 2%, les partis politiques 1% et les pouvoirs locaux 0,5%²⁶⁰... Sans pouvoir ici envisager de décrire, ni même de passer en revue tous les fondements de la popularité de Vladimir Poutine, il faut néanmoins indiquer que ce dernier incarne la figure crédible et convaincante d'un monarque dont la présence au pouvoir est largement perçue comme garantissant la continuité de l'Etat,

²⁵⁸ Rose, R., *The Postmodern President : the White House meets the World*, Chatham, Chatham House, 1988, p. 23 et p. 45.

²⁵⁹ Belykh, N. Iou., « SPS protiv "Ego Velitchestva" », publié sur le site internet du parti SPS le 15 novembre 2007 : <http://www.sps.ru/?id=224021>.

²⁶⁰ Sondage réalisé par l'agence ROMIR auprès de 1,500 personnes interrogées dans 12 villes russes, publié à l'adresse électronique suivante : http://www.monitoring.ru/press-center/facts/article_1998.html.

la stabilité économique ainsi que la reconquête de la puissance et du prestige national. Dans un contexte de l'« athéisme démocratique » qui caractérise la société russe, la monarchie post-soviétique recueille les suffrages de la majorité, y compris de ceux – qui constituent peut-être la majorité – qui n'y adhèrent que par défaut et ne se privent pas d'en relever au passage les pesanteurs néo-soviétiques et les inévitables ridicules.

Les élections législatives de décembre de 2007 ont illustré d'une manière éclatante du règne des trompe-l'œil qui, dans la monarchie post-soviétique russe comme dans la « post-démocratie » occidentale, saturent un espace public dont les principaux acteurs sont des médias toujours avides de récits qui alimentent des grilles de lectures simplistes et manichéennes. Le chef de la coalition *L'Autre Russie*, l'ancien champion du monde d'échecs Garri Kasparov, a été placé en détention provisoire après avoir organisé une série de manifestations de rue non autorisées qui ont rassemblé un peu plus d'un millier de personnes à Moscou, Saint-Pétersbourg et quelques autres grandes villes de Russie. Plusieurs manifestants, parmi lesquels certaines personnalités politiques de la mouvance démocrate, ont été arrêtés pendant quelques heures. Le Président américain, George W. Bush, a rappelé à cette occasion l'inquiétude des Etats-Unis quant au sort de la démocratie en Russie et la presse occidentale, dans une belle unanimité, a dénoncé la répression opérée contre l'opposition russe. Quelques jours auparavant, Vladimir Poutine avait mis en garde ses milliers de partisans réunis à Moscou contre le danger d'un retour des oligarques par le truchement des « chacals » de l'opposition. Deux scénarios s'affrontent : celui, livré par la presse occidentale et une partie de la presse russe, d'un pouvoir autoritaire ivre de sa puissance au point de vouloir faire taire une opposition pourtant faible et divisée, et le discours officiel russe, qui tend à justifier la répression d'une opposition faite d'éléments marginaux peu représentatifs au nom d'un danger pour la pérennité du système politique. Ces événements ont permis d'entretenir la notoriété internationale du petit groupe de partisans de Kasparov et des militants de *L'Autre Russie*. En outre, ils ont permis à Vladimir Poutine et à *Russie Unie* de susciter, à la veille des élections, une plus grande mobilisation de l'électorat en brandissant le spectre de la menace, très exagérée, d'une « révolution orange » en Russie et d'entretenir un climat d'affrontement qui n'a aucun fondement dans la réalité des rapports de force politiques. Tout comme la « post-démocratie » occidentale, la monarchie post-soviétique (et post-moderne) vise à faire écran à la

réalité oligarchique et bureaucratique d'un pouvoir politique dont les titulaires, exposés au premier plan, sont bien loin de maîtriser tous les ressorts. Dans ces conditions, les signaux priment les programmes : endosser de nouveau les habits du Souverain défenseur de l'Etat contre des capitalistes corrompus et sans scrupules permet de faire oublier qu'aucun projet à long terme n'a été esquissé quant à l'usage du « fonds de stabilisation » créé en 2004 pour thésauriser la rente énergétique... Dans ce duel médiatique mais factice entre Vladimir Poutine et ses opposants descendus dans la rue, le chef du Kremlin apparaît, pour ses détracteurs, dans son odieuse omnipotence, alors qu'il n'est qu'un monarque post-moderne, c'est-à-dire le chef d'un clan en proie à des querelles de succession qu'aucune règle dynastique établie de longue date n'est en mesure de résoudre...

Faute de pouvoir prédire l'avenir, on se contentera, pour finir, de rappeler le passé, du moins tel que Vladimir Poutine a choisi de le réorchestrer dans un geste symbolique, mais très révélateur de la nature profonde de la monarchie post-soviétique. En décembre 2004, la Douma d'Etat a adopté, sur proposition du Président, un amendement à la loi fédérale « sur les fêtes et célébrations officielles en Russie », entré en vigueur en 2005. Ainsi, le « jour de la concorde et de la réconciliation nationales », chômé le 7 novembre - jour anniversaire de la révolution d'octobre, fête qui n'avait pas été abolie, mais rebaptisée en 1991 - est supprimé et remplacé par le « jour de l'unité et de la concorde nationales », chômé le 4 novembre, qui correspond à la fête orthodoxe de l'Icone de la Mère de Dieu de Kazan. L'amendement législatif comportait un préambule explicatif faisant référence à ce jour du 4 novembre 1612 où « les milices populaires conduites par Kouzma Minine et Dmitri Pojarski prirent d'assaut Kitaï-Gorod et libérèrent Moscou de l'occupation polonaise, faisant acte de bravoure et d'héroïsme et unissant le peuple tout entier sans considération de l'origine, de la confession ou du statut social »²⁶¹. Cette date marque la sortie du « Temps des Troubles » (1598-1613), si admirablement évoqué par Alexandre Pouchkine puis, à sa suite, Modeste Moussorgski dans leurs *Boris Godounov* respectifs, un « Temps des Troubles » caractérisé par l'historien Vassili Klioutchevski comme « une période d'instabilité marquée d'abord par le défaut d'incarnation du pouvoir ». Ainsi, dans l'historiographie classique, c'est la proclamation de Michel Romanov comme tsar - premier d'une dynastie qui dirigera

²⁶¹ Cité par Makarkine, A., « Novyï "gossoudarstvennitcheskii" sintez » sur le site internet <http://www.politcom.ru> le 10 octobre 2005.

la Russie pendant trois siècles - qui met, le 21 février 1613, un terme au « Temps des Troubles »²⁶². Ainsi, la décision présidentielle de célébrer, en lieu et place de la révolution de 1917, l'unité nationale reconquise grâce à la « mobilisation populaire » canalisée par Minine et Pojarski, mais aussi du fait d'un homme providentiel (Michel Romanov) dans lequel personne ne croyait et qui, non content de restaurer l'autocratie dans sa plénitude, a fondé l'illustre dynastie qui a façonné l'Etat russe moderne, n'est pas dénuée d'arrière-pensées. Dès lors, tout porte à croire qu'en désignant son successeur au Kremlin, Vladimir Poutine cherchera à pérenniser une nouvelle dynastie à la tête de la Russie.

²⁶² Sur l'histoire et l'historiographie du « Temps des Troubles », voir Riasanovsky, N. V., *Histoire de la Russie*, Paris, Robert Laffont, 1987 (éd. orig. 1963), pp. 174-196.

DENOMINATIONS OFFICIELLES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Conseil de la Fédération : *Soviet Federatsii* ou chambre haute de l'Assemblée fédérale, composée de 170 membres, ou « sénateurs » (*senatory*), élus, pour la moitié d'entre eux, par l'Assemblée du sujet de la Fédération qu'ils représentent, et, pour l'autre moitié, nommés par le chef d'administration du sujet de la Fédération.

Douma d'Etat : *Gossoudarstvennaïa Douma* ou chambre basse de l'Assemblée fédérale, composée de 450 députés, élus au suffrage universel direct, au scrutin proportionnel de liste, avec un seuil de représentation minimal de 7%. Le mandat des députés est de quatre ans, renouvelable. Avant la loi électorale du 15 avril 2005 qui a instauré cette nouvelle procédure, les députés étaient élus pour moitié au scrutin de liste à la proportionnelle (avec un seuil minimal de représentation de 5%) et pour l'autre moitié au scrutin uninominal dans 225 circonscriptions territoriales. La Douma d'Etat approuve la nomination du Premier ministre, désigné par le Président.

FSB : *Federal'naïa Sloujba Bezopasnosti*, ou Service fédéral de la Sécurité (institution qui a succédé au KGB après 1991).

Iabloko : parti politique fondé en janvier 1995 autour de l'économiste Grigori Iavlinski, représenté à la Douma d'Etat de 1993 à 2003, ce parti est d'orientation démocrate.

KGB : *Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti* ou Comité de la Sécurité d'Etat (1954-1991).

Komsomol : *Kommounistitcheskii Soïouz Molodioji* ou Union de la jeunesse communiste, ou « Jeunesses communistes », à l'époque soviétique.

LDPR : *Liberal'no-Demokratitcheskaïa Partiïa Rossii* ou Parti libéral-démocrate de Russie. Fondé en 1990 et dirigé depuis lors par Vladimir Jirinovski, ce parti, souvent classé parmi les forces d'orientation nationale-patriotique, allie opposition tribunitienne et soutien au « parti du pouvoir ».

Ministères de force : *silovye ministerstva*. Ministères régaliens et/ou soumis à un règlement intérieur militarisé, dont les membres sont soumis à un système de grades et portent un uniforme. On compte parmi ces ministères le Ministère de la Défense, le FSB, le Ministère de l'Intérieur (MVD), la Prokouratura. Certains secteurs économiques stratégiques gérés par l'Etat, telle l'énergie atomique, y sont même parfois rattaché à ces « structures de force ».

PCFR : *KPRF (Kommounistitcheskaïa Partiïa Rossiïskoï Federatsii)* ou Parti communiste de la Fédération de Russie.

PCUS : *KPSS (Kommounistitcheskaïa Partiïa Svetskogo Soïouza)* ou Parti communiste de l'Union soviétique.

Président de la Fédération de Russie : chef de l'Etat élu au suffrage universel direct pour 4 ans. Le Président ne peut exercer sa fonction pendant plus de deux mandats consécutifs.

RSFSR : *Rossiïskaïa Sovetskaïa Federativnaïa Sotsialistitcheskaïa Respoublika* ou République socialiste fédérative soviétique de Russie (1918-1991).

Russie Juste : le parti *Spravedlivaïa Rossiïa*, fondé le 28 octobre 2006, est issu de la fusion des partis *Rodina* (d'obédience de gauche nationaliste), du Parti des retraités et du Parti de la vie. Il est généralement décrit comme un « parti du parti du pouvoir » d'orientation centriste.

Russie Unie : le parti *Edinaïa Rossiïa*, fondé le 1^{er} décembre 2001, majoritaire à la Douma d'Etat depuis 2001, est la force politique qui soutient Vladimir Poutine et représente depuis 2003 le premier parti politique de Russie. Il est d'orientation centriste et reflète l'idéologie du « parti du pouvoir ».

SPS : *Soïouz pravyykh sil* ou l'Union des forces de droite est un parti d'orientation démocrate héritier des formations qui ont soutenu Boris Eltsine dans son accession à la présidence. Créé en 1999, il a été représenté à la Douma jusqu'en 2003.

Sujets de la Fédération de Russie : *soub''ekty Rossiïskoï Federatsii*. La Russie est un **Etat fédéral** qui comprend 85 « sujets de la Fédération » - 21 républiques, 7 territoires, 48 régions, 2 villes d'importance fédérale (Moscou et Saint-Petersbourg), une région autonome et 5 districts autonomes. Dans toutes les entités fédérées, le pouvoir exécutif est dirigé par un « chef d'administration » (communément appelé « gouverneur », ou « président » dans les républiques), élu pour quatre ans par l'Assemblée régionale sur proposition du Président de la Fédération de Russie. Entre 1995 et 2004, ces derniers étaient élus au suffrage universel direct.

URSS : *SSSR (Soïouz Sovetskikh Sotsialisticheskikh Respublik)* ou Union des républiques socialistes soviétiques (1922-1991).

LES GRANDES DATES DE LA VIE POLITIQUE RUSSE DEPUIS 1985

11 mars 1985 : élection de Mikhaïl Gorbatchev au poste de Secrétaire général du PCUS.

28 juin 1988 : ouverture de la XIX^{ème} Conférence du PCUS avec pour mot d'ordre la démocratisation du système politique.

26 mars 1989 : premier tour des élections au Congrès des députés du peuple de l'URSS, dont les deux tiers des députés sont, pour la première fois de l'histoire soviétique, élus au suffrage universel direct lors de scrutins pluralistes. De nombreux candidats du PCUS sont battus.

7 juin 1989 : première réunion du «groupe interrégional des députés»²⁶³, favorable à une accélération des réformes et à une démocratisation accrue du système politique. Le groupe comprend 268 députés (sur 2250 représentants siégeant au Congrès des députés du peuple), parmi lesquels Boris Eltsine, Anatoli Sobtchak et de l'académicien Andreï Sakharov, ex-dissident revenu d'exil en décembre 1986 et décédé le 14 décembre 1989.

10 juillet 1989 : début d'un mouvement de grève des mineurs qui va se généraliser à la région du Kouzbass (Sibérie) puis s'étendre au Donbass (Ukraine).

20-21 janvier 1990 : constitution du bloc électoral «Russie démocratique», qui devient le mouvement «Russie démocratique» lors du congrès inaugural des 20-21 octobre 1990²⁶⁴.

14 mars 1990 : adoption d'amendements constitutionnels abolissant le système du parti unique et instaurant la fonction de Président de l'URSS, à laquelle Mikhaïl Gorbatchev est élu par le Congrès des députés du peuple de l'URSS.

4-18 mars 1990 : élection du Congrès des députés du peuple de la RSFSR, un nouveau Parlement entièrement élu au suffrage universel direct lors de scrutins pluralistes. Le bloc «Russie démocratique» gagne environ un tiers des sièges.

31 mars 1990 : congrès inaugural du parti libéral-démocrate de l'URSS, qui devient en 1992 le «parti libéral-démocrate de Russie» (LDPR), présidé par Vladimir Jirinovski.

29 mai 1990 : élection de Boris Eltsine au poste de président du Soviet suprême de la RSFSR²⁶⁵.

12 juin 1990 : adoption par le Soviet suprême de la « déclaration de souveraineté de la Russie ».

²⁶³ Voir les travaux de Viatcheslav Igrounov, sur son site internet : http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/enciclosed/vchk-vin-n_histor-MDG.html

²⁶⁴ http://www.igrunov.ru/vin/vchk-vin-n_histor/enciclosed/vchk-vin-n_histor-DemRos.html

²⁶⁵ Emanation du Congrès des députés du peuple élu en mars 1990 : le Parlement était alors « à deux étages ».

17 mars 1991 : référendum en vertu duquel 71,3% des habitants de la RSFSR se prononcent en faveur du maintien de l'URSS et 69,9% en faveur de l'instauration d'un poste de Président de la RSFSR élu au suffrage universel direct.

12 juin 1991: élection de Boris Eltsine au poste de Président de la RSFSR, au 1^{er} tour, avec 57,3% des voix.

22 août 1991 : après le putsch manqué contre Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine prend un décret prononçant la « dissolution des instances du parti communiste sur l'ensemble du territoire de la RSFSR ».

8 décembre 1991: signature des accords de Biélovièje, qui prononcent la dissolution de l'URSS.

1^{er} janvier 1992: lancement des réformes économiques dites « réformes Gaïdar » (du nom du Premier ministre russe jusqu'en décembre 1992), ou « thérapie de choc ».

14 décembre 1992: après avoir révoqué Egor Gaïdar, le Parlement de la RSFSR élit Viktor Tchernomyrdine au poste de chef du gouvernement.

13 février 1993 : ouverture du 2^{ème} congrès extraordinaire du parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), qui marque la résurgence de ce parti dix-huit mois après sa dissolution. Le PCFR, officiellement enregistré par le Ministère de la justice en mars 1993, est dirigé par Guennadi Ziouganov.

21 septembre 1993 : décret présidentiel prononçant la dissolution du Soviet suprême de la RSFSR et convoquant l'élection d'une nouvelle Douma d'Etat de la Fédération de Russie pour le 12 décembre. Le lendemain, ce décret est déclaré anticonstitutionnel par la Cour constitutionnelle.

3 octobre 1993: Boris Eltsine donne l'ordre aux troupes du Ministère de l'intérieur et de la Sécurité d'Etat de prendre d'assaut la « Maison blanche », où se sont retranchés les derniers députés opposés à la dissolution du Soviet suprême. Le bilan officiel des affrontements qui se sont déroulés à Moscou, les 3 et 4 octobre 1993, est de 160 morts.

12 décembre 1993: adoption par référendum de la nouvelle Constitution de la Fédération de Russie et élection des 450 députés de la première Douma d'Etat.

27 mai 1994: retour de l'écrivain Alexandre Soljenitsyne en Russie, expulsé d'URSS en février 1974. Le 12 juin 2007, Soljenitsyne a reçu le Prix d'Etat, haute distinction de la Fédération de Russie, des mains de Vladimir Poutine.

17 octobre 1994: assassinat à Moscou de Dmitri Kholodov, journaliste d'investigation spécialisé dans les questions militaires. L'enquête menée par le parquet général de Russie mettra en évidence la culpabilité d'officiers qui cherchaient à protéger le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, surnommé *Pacha Mercedes*, qui se serait enrichi en organisant la vente des matériels militaires soviétiques rapatriés d'Europe de l'Est. La culpabilité des prévenus ne sera jamais reconnue par les tribunaux. L'affaire est close le 14 mars 2005 sans qu'aucune culpabilité n'ait été prononcée.

30 novembre 1994: décret présidentiel sur «le rétablissement de la constitutionnalité et de l'ordre public dans la république de Tchétchénie». Le 11 décembre, les premières troupes entrent sur le territoire de la république sécessionniste.

5-6 janvier 1995: congrès inaugural de l'union (politique) *Iabloko*, dirigée par Grigori Iavlinski, issue du bloc électoral du même nom, constitué en novembre 1993 après une scission de «Russie démocratique», intervenue à la suite du coup de force présidentiel contre le Soviet suprême. La branche «légitimiste» des «démocrates» a formé le bloc électoral «Choix de la Russie», mené par Egor Gaïdar et Anatoli Tchoubaïs, qui devient en 1995 «Choix démocratique de la Russie» et, en 1999, l'«Union des forces de droite» (*SPS*).

1^{er} mars 1995: assassinat à Moscou de Vladislav Listiev, journaliste et présentateur de télévision très populaire, qui venait d'être nommé PDG de la première chaîne de la télévision publique, *ORT*, contre l'avis de l'un de ses actionnaires principaux, Boris Berezovski. Retransmises en direct à la télévision, ses obsèques rassemblent plusieurs dizaines de milliers de personnes.

14-20 juin 1995 : prise d'otages à l'hôpital de Boudionnovsk par un commando tchéchène mené par Chamil Bassaïev. Le bilan officiel fait état de 129 morts.

17 décembre 1995 : élection de la deuxième Douma d'Etat, où le PCFR gagne une majorité relative et où le bloc électoral «Notre Maison la Russie», mené par V. Tchernomyrdine, n'obtient que 10,1% des voix. Premières élections des chefs d'administration régionale au suffrage universel direct.

27 avril 1996 : publication d'une lettre signée par 13 oligarques (dite «lettre des 13») appelant les électeurs à reconduire Boris Eltsine, très impopulaire, dans ses fonctions, afin d'éviter un «retour en arrière».

19 juin 1996 : arrestation de deux membres du QG de campagne de Boris Eltsine, Sergueï Lissovski et Arkadi Evstafiev, à la sortie du siège du gouvernement, alors qu'ils transportaient 500.000 dollars en petites coupures. Cet épisode anecdotique illustre le poids de l'argent dans la campagne présidentielle, marquée par un matraquage médiatique quasi-unilatéral en faveur du Président sortant.

3 juillet 1996 : Boris Eltsine est réélu Président de la Fédération de Russie, au second tour, avec 53,8% des voix, contre le chef du PCFR, Guennadi Ziouganov.

23 mars 1998 : Boris Eltsine démet Viktor Tchernomyrdine et nomme Sergueï Kirienko au poste de Premier ministre.

17 août 1998 : crise financière conduisant à une forte dévaluation du rouble et à des faillites bancaires. De nombreux épargnants perdent leurs économies.

31 août 1998 : la candidature de Evgueni Primakov à la tête du gouvernement, en remplacement de Kirienko, limogé le 23 août, est approuvée par la Douma.

17 mars 1999: diffusion sur la chaîne de télévision publique *RTR* d'une séquence vidéo montrant prétendument le Procureur général de Russie, Iouri Skouratov, qui enquête alors sur une affaire de corruption mettant en cause l'entourage proche du Président, en compagnie de prostituées. Cette séquence va justifier sa révocation.

12 mai 1999: révocation du Premier ministre, Evgueni Primakov, remplacé le 19 mai par Sergueï Stepachine.

15 mai 1999 : la procédure de destitution du Président Eltsine, engagée par un groupe de parlementaires, s'achève faute d'une majorité nécessaire pour la poursuivre.

16 août 1999 : Vladimir Poutine, nommé Premier ministre en remplacement de Stepachine, limogé le 9 août, est confirmé par la Douma d'Etat dans ses fonctions.

29 août 1999 : le congrès conjoint des unions politiques « La Patrie » (menée par Iouri Loujkov) et « Toute la Russie » (menée par Mintimer Chaïmiev) et du parti agrarien approuve la constitution d'un bloc électoral « La Patrie-Toute la Russie » (OVR), qui rallie la quasi-totalité des élites régionales de Russie et, par conséquent, est couramment appelé le « parti des gouverneurs ».

15-18 septembre 1999 : attentats à Moscou et à Volgodonsk, dont le bilan est d'environ 300 morts. En octobre, une offensive armée est relancée en Tchétchénie, sur ordre de Vladimir Poutine.

15 octobre 1999 : la commission électorale centrale enregistre le bloc électoral « Unité » (*Edinstvo*), créé par l'administration présidentielle pour contrer l'avancée électorale d'OVR.

19 décembre 1999 : élection de la troisième Douma d'Etat, où le nouveau « parti du pouvoir », *Unité*, auquel se rallie le « parti des gouverneurs » en janvier 2000, obtient une majorité absolue.

31 décembre 1999 : lors d'une allocution télévisée, Boris Eltsine annonce sa démission et la nomination de Vladimir Poutine à la présidence par intérim.

26 mars 2000 : Vladimir Poutine est élu Président de la Fédération de Russie dès le premier tour, avec 52,9% des voix.

17 mai 2000 : la Douma d'Etat approuve la nomination de Mikhaïl Kassianov à la tête du gouvernement.

12 août 2000 : le sous-marin *Koursk* coule en mer de Barents avec tout son équipage à bord.

3 avril 2001 : la chaîne de télévision privée NTV est reprise par *Gazprom Media*, une filiale de *Gazprom* dont l'Etat est actionnaire majoritaire.

1^{er} décembre 2001 : 1^{er} congrès du parti *Russie Unie*, issu de la fusion des partis *Unité* et *La Patrie-Toute la Russie*.

23 octobre 2002 : prise d'otages d'un théâtre moscovite par un commando tchéchène. Le nombre de victimes s'élève officiellement à 168.

14 septembre 2003 : création du bloc électoral « Rodina », d'orientation nationale-patriotique de gauche, composé d'anciens dirigeants du « parti des régions russes » et du « Congrès des communautés russes » du général Alexandre Lebed.

25 octobre 2003 : arrestation et mise en examen de Mikhaïl Khodorkovski, PDG de *Youkos*.

7 décembre 2003 : élection de la quatrième Douma d'Etat. Le parti pro-présidentiel *Russie Unie* obtient 37,5% des voix et contrôle plus des deux tiers des sièges.

5 mars 2004 : la Douma d'Etat approuve la nomination de Mikhaïl Fradkov à la tête du gouvernement.

14 mars 2004 : Vladimir Poutine est réélu Président de la Fédération de Russie dès le premier tour, avec 71,2% des voix.

1-3 septembre 2004 : prise d'otages dans une école de Beslan (Ossétie du Nord), le jour de la rentrée des classes, par un commando exigeant du gouvernement russe le retrait des troupes engagées en Tchétchénie. Le nombre de victimes s'élève officiellement à 330.

3 décembre 2004 : adoption par la Douma d'Etat d'un projet de loi supprimant l'élection des chefs des administrations régionales au suffrage universel.

10 janvier 2005 : premières manifestations contre la réforme de la « monétarisation des avantages sociaux » adoptée par le gouvernement en novembre 2004. Ces manifestations rassembleront pendant plus de deux mois des centaines de milliers de personnes, dont une majorité de retraités, dans toute la Russie.

31 mai 2005 : condamnation de Mikhaïl Khodorkovski à 9 ans de prison pour « fraude fiscale, faux en écriture, escroqueries et refus d'exécuter des décisions de justice ».

11-12 juillet 2006 : conférence intitulée « L'Autre Russie », qui débouchera sur la mise en œuvre de la coalition du même nom, dont les deux principales organisations sont le « Congrès civique russe » de Garri Kasparov et le parti national-bolchevik (BNP) dont Edouard Limonov est le leader.

7 octobre 2006 : assassinat à Moscou d'Anna Politkovskaïa, journaliste connue pour son engagement contre la politique de Vladimir Poutine en Tchétchénie. Selon des données officielles publiées en 2007, 218 journalistes ont été assassinés (ou ont trouvé la mort dans des conditions suspectes) en Russie entre 1992 et 2007.

28 octobre 2006 : ouverture du congrès inaugural du parti *Russie Juste*, où fusionnent certains éléments de l'ancien parti *Rodina*, le « parti de la vie » et le parti des retraités. Le nouveau parti *Russie Juste* est dirigé par le Président du Conseil de la Fédération, Sergueï Mironov.

23 avril 2007 : décès de Boris Eltsine.

14 septembre 2007 : la Douma approuve d'Etat la nomination de Viktor Zoubkov à la tête du gouvernement.

1^{er} octobre 2007 : dans son discours au VIII^{ème} Congrès du parti *Russie Unie*, le Président Vladimir Poutine annonce qu'il accepte de conduire la liste de ce parti aux élections législatives, prévues le 2 décembre. Dans le même discours, il évoque sa nomination éventuelle au poste de Premier ministre comme « une proposition réaliste ».

2 décembre 2007 : élection de la cinquième Douma d'Etat. Le parti *Russie Unie* obtient 63,2% des voix et se voit attribuer 315 sièges.

2 mars 2008 : à compléter

LES ELECTIONS EN RUSSIE 1991-2008

L'élection présidentielle

Mode de scrutin : uninominal à 2 tours

L'élection présidentielle du 12 juin 1991 (1^{er} tour)

Taux de participation : 74,66%

Candidat	Résultat
Boris Eltsine	57,30%
Nikolaï Ryjkov	16,85%
Vladimir Jirinovski	7,81%
Aman Touleev	6,81%
Albert Makachov	3,74%
Vadim Bakatine	3,42%

Résultat : Boris Eltsine, Président du Soviet suprême de la RSFSR, est élu au 1^{er} tour pour un mandat de 5 ans.

L'élection présidentielle de 1996

Conformément à la Constitution du 12 décembre 1993, le mandat présidentiel est désormais de 4 ans.

1^{er} tour : 16 juin 1996

Taux de participation : 69,81%

Candidat	Résultat
Boris Eltsine	35,06%
Guennadi Ziouganov	31,96%
Alexandre Lebed	14,70%
Grigori Iavlinski	7,41%
Vladimir Jirinovski	5,76%
Boris Fiodorov	0,93%
Mikhaïl Gorbatchev	0,50%
Martin Chakkoum	0,37%
Iouri Vlassov	0,20%
Vladimir Bryntsalov	0,16%

2^{ème} tour : 3 juillet 1996

Taux de participation : 68,88%

Candidat	Résultat
----------	----------

Boris Eltsine	53,70%
Guennadi Ziouganov	40,41%

L'élection présidentielle du 14 mars 2000 (1^{er} tour)

Taux de participation : 68,74 %

Candidat	Résultat
Vladimir Poutine	52,94%
Guennadi Ziouganov	29,21%
Grigori Iavlinski	5,80%
Aman Touleev	2,95%
Vladimir Jirinovski	2,70%
Konstantin Titov	1,47%
Ella Panfilova	1,01%
Stanislav Govoroukhine	0,44%
Iouri Skouratov	0,43%
Alexeï Podberiozkyne	0,13%
Oumar Djabraïlov	0,10%

L'élection présidentielle du 14 mars 2004 (1^{er} tour)

Taux de participation : 64,27 %

Candidat	Résultat
Vladimir Poutine	71,22%
Nikolaï Kharitonov	13,74%
Sergueï Glaziev	4,11%
Irina Khakamada	3,85%
Oleg Malychkyne	2,03%
Sergueï Mironov	0,76%

L'élection présidentielle du 2 mars 2008 (1^{er} tour)

Taux de participation :

Candidat	Résultat
Dmitri Medvedev	
Guennadi Ziouganov	
Vladimir Jirinovski	
Mikhaïl Kassianov	
Boris Nemtsov	

Les élections à la Douma d'Etat

Mode de scrutin : jusqu'en 2003 inclus, les 450 députés de la Douma d'Etat sont élus pour moitié (225) au scrutin proportionnel de liste dans la circonscription fédérale (avec une combinaison entre la circonscription fédérale et 7 circonscriptions régionales correspondant aux districts fédéraux en 2003) et pour moitié au scrutin uninominal à 1 tour dans 225 circonscriptions territoriales. En 2007, les 450 députés de la Douma d'Etat sont tous élus au scrutin proportionnel de liste.

Les élections du 12 décembre 1993

Taux de participation : 54,34%

Parti, mouvement ou bloc électoral	Scrutin de liste (en voix)*	Scrutin de liste (en sièges)	Scrutin uninominal (en sièges)	Résultat total en nombre de sièges
Sans étiquette	-	-	127	127
Choix de la Russie	15,51%	40	26	66
LDPR	22,92%	59	5	64
PCFR	12,40%	32	16	48
Parti agrarien	7,99%	21	12	33
Iabloko	7,86%	20	7	27
Femmes de Russie	8,13%	21	2	23
Autres partis	8,72%	0	23	23
PRES	6,73%	18	1	19
DPR	5,52%	14	0	14

* seuls les partis, mouvements ou blocs électoraux ayant recueilli plus de 5% au scrutin de liste (circonscription fédérale) sont représentés au titre de ce mode de scrutin.

Les élections du 17 décembre 1995

Taux de participation : 64,73%

Parti, mouvement ou bloc électoral	Scrutin de liste (en voix)*	Scrutin de liste (en sièges)	Scrutin uninominal (en sièges)	Résultat total en nombre de sièges
PCFR	22,30%	99	58	157
Sans étiquette	-	-	77	77
Autres partis	46,76%	0	65	65
NDR	10,10%	45	10	55
LDPR	11,18%	50	1	51
Iabloko	6,89%	31	14	45

* seuls les partis, mouvements ou blocs électoraux ayant recueilli plus de 5% au scrutin de liste (circonscription fédérale) sont représentés au titre de ce mode de scrutin.

Les élections du 19 décembre 1999

Taux de participation : 61,85%

Parti, mouvement ou bloc électoral	Scrutin de liste (en voix)*	Scrutin de liste (en sièges)	Scrutin uninominal (en sièges)	Résultat total en nombre de sièges
PCFR	24,29%	67	46	113
Sans étiquette	-		106	106
Unité	23,32%	64	8	72
OVR	13,33%	37	30	67
SPS	8,52%	24	5	29
Autres partis	13,65%	-	26	26
Iabloko	5,93%	16	4	20
Bloc de Jirinovski	5,98%	17	0	17

* seuls les partis, mouvements ou blocs électoraux ayant recueilli plus de 5% au scrutin de liste (circonscription fédérale) sont représentés au titre de ce mode de scrutin.

Les élections du 7 décembre 2003

Taux de participation : 55,8%

Remarque : ce tableau fait figurer toutes les listes ayant obtenu plus de 2% des voix.

Parti	Scrutin de liste (en voix)*	Scrutin de liste (en sièges)	Scrutin uninominal (en sièges)	Résultat total en nombre de sièges
Russie Unie	37,57%	120	104	224
Sans étiquette	-	-	68	68
PCFR	12,61%	40	12	52
LDPR	11,45%	36	1	37
Rodina	9,02%	29	8	37
Autres partis	9,40%	-	26	26
Parti agrarien	3,82%	-	6	6
Iabloko	4,31%	-	3	3
SPS	3,90%	-	3	3
Parti des retraités	3,22%	-	2	2

* seuls les partis, mouvements ou blocs électoraux ayant recueilli plus de 5% au scrutin de liste (circonscription fédérale) sont représentés au titre de ce mode de scrutin.

Les élections du 2 décembre 2007

Taux de participation : 63,0%

Remarque : ce tableau fait figurer toutes les listes ayant obtenu plus de 2% des voix.

Parti	Résultat en voix (%)	Résultat en sièges
Russie Unie	64,30%	315
PCFR	11,57%	57
LDPR	8,14%	40
Russie Juste	7,74%	38
Parti agrarien	2,35%	0

Référendums

Remarques:

- le résultat final prend en compte les bulletins nuls, sauf celui de décembre 1993, qui ne prend en compte que les suffrages exprimés. Rappel: pour cette dernière consultation, des doutes fondés ont été émis sur le nombre réel de suffrages exprimés: un seuil de 50% de participation était exigé pour la validation des résultats.
- pour le référendum d'avril 1993, la validation des résultats aux 3^{ème} et 4^{ème} questions, conformément à une décision de la Cour constitutionnelle, nécessitait que le "oui" l'emportât avec au moins 50% des inscrits (et non des votants, comme pour les autres questions).

Le référendum du 17 mars 1991

Taux de participation: 75,20%

1^{ère} question, posée à tous les électeurs de l'URSS: "Jugez-vous indispensable le maintien de l'URSS sous la forme d'une fédération de républiques souveraines égales en droit au sein de laquelle les droits et libertés des individus de toute nationalité seraient pleinement garantis?"*

Oui	Non
71,30%	26,40%

*Les résultats présentés ici sont ceux de la seule RSFSR.

2^{ème} question, posée aux citoyens de la seule RSFSR: " Considérez-vous comme indispensable la création d'un poste de Président de la RSFSR élu au suffrage universel?"

Oui	Non
69,95%	28,04%

Le référendum du 25 avril 1993

Taux de participation: 64,18%

1^{ère} question: "Faites-vous confiance au Président de la Russie B. N. Eltsine?"

Oui	Non
58,76%	39,26%

2^{ème} question: "Approuvez-vous la politique socio-économique menée par le Président et le gouvernement de la Russie depuis 1992?"

Oui	Non
53,04%	44,51%

3^{ème} question: "Jugez-vous indispensable l'organisation d'une élection anticipée du Président de la Russie?"

Oui
31,71%

4^{ème} question: "Jugez-vous indispensable l'organisation d'élections anticipées des députés du peuple de la Russie?"

Oui
43,06%

Le référendum du 12 décembre 1993

Taux de participation: 54,37%

Question: "Approuvez-vous le projet de Constitution de la Fédération de Russie qui vous est soumis?"

Oui	Non
58,43%	41,57%

Analyse: évolution de la participation électorale

Consultation	Taux de participation
Référendum 1991	75,20%
Présidentielle 1991 (1 ^{er} tour)	74,66%
Référendum avril 1993	64,18%
Référendum décembre 1993	54,34%
Douma 1993	54,34%
Douma 1995	64,73%
Présidentielle 1996 (1 ^{er} tour)	69,81%
Présidentielle 1996 (2 ^{ème} tour)	68,88%
Douma 1999	61,85%
Présidentielle 2000 (1 ^{er} tour)	68,74%
Douma 2003	54,67%
Présidentielle 2004 (1 ^{er} tour)	64,27%
Douma 2007	63,15%
Présidentielle 2008	

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Ces notices biographiques²⁶⁶ ont été établies à l'aide des éditions successives du dictionnaire biographique de Moukhine, A. A. (dir.), *Federal'naïa i reguional'naïa èlita Rossii*, Moscou, Tsentr polititcheskoï informatsii, du *Who's Who in Russia*, consultable en ligne (http://www.whoswho-sutter.com/w_in_russia.htm) et des biographies élaborées par Vladimir Pribylovski et son équipe du Centre Panorama (Moscou) et mises en ligne sur les sites internet <http://www.anticompromat.ru> et <http://www.scilla.ru>.

On a également consulté régulièrement le site internet <http://www.politcom.ru> ainsi que certains titres de la presse quotidienne (*Izvestia*, *Nezavissimaïa Gazeta*, *Rossiïskaïa Gazeta*, *Vedomosti*) et hebdomadaire de langue russe (*Forbes Russia*, *Rossiïskaïa Federatsiia*, *Profil*, *Kommersant Vlast'*).

ELTSINE Boris Nikolaïevitch

Président de la Fédération de Russie (12 juin 1991 - 31 décembre 1999). Né le 1^{er} février 1931 dans un village de la région de Sverdlovsk (Oural), décédé à Moscou le 23 avril 2007. Diplômé de l'Institut polytechnique de l'Oural, il devient membre du PCUS en 1961. En 1968, il est nommé responsable du secteur de la construction du comité régional du parti de Sverdlovsk. En 1976, il devient premier secrétaire du parti de la région de Sverdlovsk. En 1981, il est élu membre du Comité central lors du XXVI^{ème} Congrès du PCUS. Après l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du PCUS (mars 1985), il est promu responsable du secteur de la construction au sein du Comité central (juin 1985), puis premier secrétaire du comité du parti de la ville de Moscou (décembre 1985). Lors de la réunion plénière du Comité central du PCUS d'octobre 1987, il s'oppose à Gorbatchev et au Bureau politique, instance suprême du parti. S'ensuit son limogeage de la direction du parti de la capitale. Profitant de la libéralisation de l'espace public, il entreprend une carrière politique largement fondée sur son éviction des cénacles suprêmes du pouvoir. Jouant habilement de l'ostracisme dont il est victime, cet homme, qui a effectué toute sa carrière au sein de l'appareil du parti, dénonce les privilèges de la *nomenklatura* et en recueille rapidement les dividendes en termes de popularité. Élu député du Congrès des députés du peuple de l'URSS (1989) puis député du Soviet suprême de la RSFSR (1990), il est élu Président de cette dernière instance en juin 1990. Le 12 juin 1991, Boris Eltsine est élu Président de la Russie au suffrage universel direct. Après le

²⁶⁶ Les biographies de Boris Eltsine et de Vladimir Poutine sont développées *in extenso* in Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de Repères, 2007.

putsch d'août 1991 contre Gorbatchev, il dissout par décret les organisations du parti sur le territoire de la Russie. Après la dislocation de l'URSS, il entre en conflit avec le Soviet suprême qui, en 1990, l'avait porté au pouvoir. Le Parlement russe s'oppose aux réformes économiques lancées dès janvier 1992 sous son impulsion. En octobre 1993, il prononce la dissolution du Soviet suprême et ordonne la dispersion par la force des députés qui, opposés à cette dissolution, s'étaient retranchés dans l'enceinte parlementaire. Boris Eltsine est réélu à la présidence en juillet 1996, au second tour. Le 31 décembre 1999, il annonce sa démission, en direct à la télévision. Le Premier ministre, Vladimir Poutine, ancien patron de la Sécurité d'Etat, est nommé Président par intérim avant d'être élu à cette fonction le 20 mars 2000.

POUTINE Vladimir Vladimirovitch

Président de la Fédération de Russie (26 mars 2000 - 2 mars 2008), après avoir été Premier ministre (16 août 1999 - 31 décembre 1999) puis Premier ministre et Président par intérim (31 décembre 1999 - 26 mars 2000). Né le 7 octobre 1952 à Leningrad d'un père ouvrier et d'une mère employée. Diplômé de la faculté de droit de l'Université d'Etat de Leningrad en 1975. Recruté par le KGB (Sécurité d'Etat) dès sa sortie de l'Université, il entre au secrétariat de la direction du KGB de Leningrad avant d'être dirigé vers le contre-espionnage. Il gravit les échelons de la hiérarchie des services secrets, parvenant au grade de commandant (1984). Quittant l'active en 1990, il est ensuite versé dans la réserve au grade de lieutenant-colonel (1992). Diplômé de la Haute Ecole (*Vyschaïa Chkola*) du KGB et de l'Institut Andropov (1985), il s'est spécialisé dans le renseignement portant sur les pays de langue allemande. Il est envoyé en mission à la représentation du KGB à Dresde (RDA), où il est chargé d'opérations de désinformation de l'ennemi (1985-1990). De retour à Leningrad, il est nommé conseiller du recteur de l'Université d'Etat pour les affaires internationales. Parlant couramment l'allemand, il prend alors des cours d'anglais qu'il parle aujourd'hui couramment. Après la victoire, en juin 1991, d'Anatoli Sobtchak (1937-2000) à la mairie de la capitale du Nord (rebaptisée Saint-Pétersbourg le 6 septembre 1991), le nouveau maire, ancien professeur de droit de l'Université d'Etat, nomme Poutine à la tête du comité des relations extérieures de la ville. Cette fonction confère au futur Président russe la supervision des relations économiques internationales. Vladimir Poutine devient un maillon essentiel du dispositif politique pétersbourgeois, rouage indispensable placé à l'interface des réseaux politiques et de

ceux des affaires qui se recoupent et s'entrecroisent. Après la défaite électorale d'Anatoli Sobtchak en juillet 1996, le futur chef du Kremlin, à l'instar de nombreux autres futurs membres du « clan des Pétersbourgeois », formé autour de lui dans les années 1999-2001, est invité à rejoindre les rangs de l'administration présidentielle à Moscou. Il occupe d'abord les fonctions de chef-adjoint de la très stratégique Direction des Affaires présidentielles (juin 1996 - mars 1997) présidée par Pavel Borodine, puis de premier chef-adjoint de l'administration présidentielle chargé de la politique régionale (mars 1997 - juillet 1998). Nommé directeur du FSB (ex-KGB) par Boris Eltsine, Vladimir Poutine occupe cette fonction jusqu'à son accession à la tête du gouvernement, où il succède à Sergueï Stepachine le 16 août 1999. Apparaissant presque immédiatement comme le successeur de Boris Eltsine, qui en fait publiquement son « héritier » en démissionnant en sa faveur le 31 décembre 1999, Vladimir Poutine a joui d'une popularité élevée et constante tout au long de ses deux mandats successifs à la présidence. Le 1^{er} octobre 2007, il annonce sa décision de conduire la liste du parti *Russie Unie* aux législatives du 2 décembre, qui consacreront la victoire de cette formation, qui remporte 315 sièges de députés (sur 450). Le 17 décembre 2007, le parti *Russie Unie*, réuni en congrès, approuve la candidature (unique) de Dmitri Medvedev à l'élection présidentielle du 2 mars 2008. Quelques jours plus tard, Vladimir Poutine a répondu positivement à l'invitation de Medvedev de devenir, en cas de victoire, son Premier ministre. Contrairement à la succession Eltsine - Poutine, la succession Poutine - Medvedev s'apparente à un passage de relais très progressif, assortie d'une période de transition pendant laquelle les deux hommes vont cohabiter à la tête d'un exécutif fédéral bicéphale.

MEDVEDEV Dmitri Anatolievitch

Président de la Fédération de Russie depuis le 2 mars 2008. Né le 14 septembre 1965 à Leningrad, fils unique de parents tous deux enseignants du supérieur, il est diplômé (1987) et docteur (*kandidat*) (1990) de la faculté de droit de l'Université d'Etat de Leningrad. Il a entamé une carrière universitaire dans la même université, où il enseigne le droit privé et le droit romain tout au long des années 1990. Pendant cette même période, il collabore en qualité de conseiller juridique au Comité des relations extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg, dirigé par Vladimir Poutine. Il est aussi

le directeur juridique d'un des géants russes du commerce du bois, dont il est l'un des co-fondateurs en 1993. Medvedev fait partie du groupe des hommes d'affaires qui gravitent autour de la mairie de Saint-Pétersbourg. En 1999, Vladimir Poutine l'appelle pour le rejoindre l'appareil du gouvernement, dont il devient, en novembre 1999, le numéro deux. Dmitri Medvedev est depuis lors présenté, par des sources bien informées, comme le « favori » de Vladimir Poutine, pour ses compétences et de sa modération, lit-on souvent, pour sa petite taille, lit-on aussi, Medvedev étant l'un des rares hommes du « premier cercle » du Kremlin à être de plus petite taille que le Président... Le 31 décembre 1999, Medvedev est nommé premier chef-adjoint de l'administration présidentielle. Il dirige le QG de la campagne électorale de Poutine en 2000, avant d'occuper le poste d'adjoint du président du conseil de surveillance de *Gazprom* et, à partir de juillet 2002, celui de président du directoire du premier grand groupe russe. Il poursuit en parallèle son ascension au sein de l'exécutif, d'abord en qualité de premier adjoint du chef de l'administration présidentielle, alors dirigée par Alexandre Volochine, puis en qualité de chef de l'administration présidentielle d'octobre 2003 à novembre 2005. Nommé ensuite premier vice-premier ministre, il abandonne sa fonction précédente à Sergueï Sobianine et se voit confier la mission stratégique de mettre en œuvre et de superviser, en qualité de numéro deux du gouvernement, les « projets nationaux » (*natsproekty*) qui, dans des domaines d'action déclarés « priorité nationale » (démographie, santé, éducation, logement, agriculture), déterminent à moyen terme les grands axes des politiques publiques des 10-15 années à venir. Medvedev est une courroie de transmission essentielle entre le Kremlin et l'univers clos des hommes qui siègent dans les conseils de surveillance ou d'administration des grands groupes. Par son double profil de bureaucrate et de manager hautement qualifié et dépourvu de tout passé soviétique, Medvedev représente l'élite montante des technocrates russes, qui ne font plus carrière dans le seul appareil d'Etat, mais circulent entre l'administration présidentielle, les appareils gouvernementaux et les grands groupes industriels et financiers. Ne fût-ce que de manière symbolique, son élection à la présidence, à l'âge de 42 ans, marque un renouveau méritocratique de la classe dirigeante russe.

GRYZLOV Boris Viatcheslavovitch

Président de la Douma d'Etat depuis le 29 décembre 2003, réélu le 24 décembre 2007. Né le 15 décembre 1950 à Vladivostok d'un père aviateur et d'une

mère institutrice. Originaire de Iaroslavl, la famille Gryzlov, qui déménage au gré des mutations du père du jeune Boris, s'installe à Leningrad en 1954. Ingénieur en radio-télécommunications diplômé de l'Institut électrotechnique de Leningrad (1973), il entre au PCUS pendant ses études et n'en démissionnera pas avant août 1991. Après un début de carrière dans un institut de recherches appliquées dans le domaine des télécommunications par satellite, il rejoint, en 1977, le complexe militaro-industriel où il effectuera, jusqu'en 1997, toute sa carrière, qui se déroule dans plusieurs grandes unités de production basées à Leningrad. Selon plusieurs sources non-officielles concordantes, il aurait en réalité effectué une carrière d'officier de liaison (*kourator*) du KGB (6^{ème} Directorate, chargé du renseignement et de la sécurité économique et industrielle) dans des usines fermées (et dont la localisation était tenue secrète du grand public) de ce secteur stratégique. Au début des années 1990, il participe à la création de plusieurs entreprises d'import-export, dans le sillage de Viktor Ivanov²⁶⁷, un proche dont il aurait fait la connaissance dans les instances locales du PCUS au début des années 1980. Il est au cœur d'une nébuleuse de structures commerciales constituées par d'anciens responsables et collaborateurs du KGB. Il est tout à fait plausible qu'il ait été amené à rencontrer Vladimir Poutine dans le cadre de ces activités, même s'il prétend officiellement n'avoir fait la connaissance de ce dernier qu'en 1999, au moment où il se voit confier le rôle de tête de liste régionale du parti *Unité* pour les élections législatives. Elu député à la Douma le 19 décembre 1999, il est ensuite élu, le 12 janvier 2000, chef de la fraction (groupe parlementaire) du parti pro-présidentiel à la chambre basse. Boris Gryzlov est une cheville ouvrière essentielle dans la stratégie présidentielle qui consiste à organiser par procuration la transformation du parti *Unité* en un grand parti de masse. Il est l'un des maîtres d'œuvre de la fusion, en 2001, du parti *Unité* avec le bloc *La Patrie-Toute la Russie*, mené par Iouri Loujkov, qui aboutit à la création du parti *Russie Unie*, le 1^{er} décembre 2001, dont il a été élu successivement président du conseil politique puis, le 27 novembre 2004, président. Boris Gryzlov incarne l'homme politique russe de la première décennie du XXI^{ème} siècle, un fonctionnaire politique au service du parti du pouvoir. Parallèlement à ses fonctions parlementaires et de chef du parti *Russie Unie*, il a occupé les fonctions de ministre de l'intérieur du 26 mars 2001 au 29 décembre 2003.

²⁶⁷ Né en 1950, chef du groupe de travail interministériel de lutte contre la corruption (nommé le 6 février 2007), conseiller de l'Administration présidentielle, ancien chef-adjoint de l'Administration présidentielle (chargé de la politique des cadres), ancien directeur-adjoint du FSB, ancien chef de l'appareil administratif de la mairie de Saint-Petersbourg (octobre 1994 - juillet 1996).

MIRONOV Sergueï Mikhaïlovitch

Président du Conseil de la Fédération depuis le 5 décembre 2001, réélu en 2003 puis le 30 mars 2007. Né le 14 février 1953 à Pouchkine, près de Leningrad, d'un père militaire de carrière décédé en 1959. Son grand-père paternel, considéré comme koulak, a été fusillé en 1937. Géophysicien diplômé de l'Institut des mines de Leningrad (1980), il a mené une carrière de géologue explorateur spécialiste de la recherche d'uranium dans diverses régions de l'URSS et en Mongolie, ce qui conduit certains observateurs à considérer qu'il compterait, lui aussi, parmi les anciens collaborateurs du KGB de Leningrad. Au début des années 1990, il poursuit sa carrière à la tête de plusieurs entreprises pétersbourgeoises liées à l'exportation de matières premières, entrant alors, à l'instar de Boris Gryzlov, dans la galaxie du « clan des Pétersbourgeois » qui se forme alors dans le sillage du Comité des relations extérieures de la ville de Saint-Petersbourg, dirigé par Vladimir Poutine. Sergueï Mironov débute sa carrière politique à l'assemblée législative de Saint-Petersbourg, où il est élu en mars 1994. Le 6 décembre 1998, il est élu président de cette assemblée. Prenant la tête, en janvier 2000, du groupe d'initiative pétersbourgeois pour la candidature de Vladimir Poutine à la présidence, il poursuit son ascension politique, élu membre du Conseil de la Fédération par l'assemblée législative de Saint-Petersbourg le 13 juin 2001, puis président du Conseil de la Fédération en décembre. En février 2003, il fonde le parti de la vie (*Partiia jizni*) qu'il préside. En décembre 2003, cette formation fait liste commune avec le parti de la renaissance de la Russie (*Partiia vozrojdeniia Rossii*), dirigé par Guennadi Seleznev, ancien président de la Douma d'Etat (janvier 1996 - décembre 2003), en vue de la législative. S'il se porte candidat à la présidentielle de 2004, Sergueï Mironov, autre figure incarnant le profil d'un « néo-apparatchik » de la classe politique russe de la décennie 2000, prend le soin de déclarer que son but n'est pas de concurrencer le Président sortant, mais « de se tenir à ses côtés afin de ne pas le laisser aller seul au combat ». Sa candidature de témoignage ne recueille que 0,8% des voix. Le 28 octobre 2006, le président du Conseil de la Fédération est élu président du nouveau parti *Russie Juste*, résultat de la fusion du parti de la vie, du parti des retraités et d'une branche du parti *Rodina*. Destinée à devenir l'*alter ego* de centre-gauche de *Russie Unie*, cette formation enregistre une relative défaite lors de la législative de décembre

2007, où elle ne parvient pas à devancer le PCFR et arrive en quatrième position, avec 8% des voix.

ZIOUGANOV Guennadi Andreïevitch

Chef du parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) depuis décembre 1992. Né le 16 juin 1944 dans un village de la région d'Orel, dans une famille d'instituteurs. Diplômé de l'institut pédagogique d'Orel en physique et en mathématiques (1969), il poursuit une carrière de responsable régional du Komsomol (Jeunesses communistes) - dont il est le premier secrétaire de 1972 à 1974 - avant d'entrer dans l'appareil du soviet et du parti de la région. Chef du département de la propagande du comité régional du parti (1980-1983) après avoir passé trois ans à Moscou auprès de l'Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS, il rejoint ensuite les rangs de l'appareil du Comité central du PCUS, où il est accède en 1989 au poste de chef du département de l'idéologie. En bonne logique, la nomination de Guennadi Ziouganov au poste de secrétaire du parti d'Orel devait constituer l'étape suivante d'une carrière-type d'apparatchik brisée par la chute du système soviétique en 1991. En 1990, Ziouganov avait pris une part active à la création d'un PC de Russie²⁶⁸, dont il était devenu l'un des membres du Bureau politique, et il s'était rangé d'une manière très explicite parmi les adversaires de Mikhaïl Gorbatchev. En 1992, alors que le parti communiste est toujours frappé d'interdiction sur le territoire de la Russie, Ziouganov prend la tête du « conseil de coordination des forces populaires et patriotiques de Russie » et s'impose comme l'un des principaux acteurs de la création, en décembre 1992, d'un nouveau parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), dont il est élu président. Un an plus tard, il est élu député de la Douma d'Etat, une fonction à laquelle il a été réélu à chaque élection depuis lors. Déjà deux fois candidat à l'élection présidentielle (1996 et 2000), il semble de nouveau être appelé, en 2008, à devenir le porte-drapeau de la seule opposition politique - l'opposition communiste - qui, en Russie, parvient à résister à la dynamique centripète de l'allégeance électorale au parti du pouvoir. En 1996, Ziouganov, qui avait obtenu près de 32% des voix au premier tour de la présidentielle, avait servi d'épouvantail au parti du pouvoir qui avait réussi à

²⁶⁸ Avant 1990, il n'existait pas de parti communiste propre à la république de Russie (RSFSR), les organes du parti sur le territoire de la RSFSR étant directement rattachées au PCUS, sans l'intermédiaire d'un appareil républicain (contrairement à ce qui prévalait dans les 14 autres républiques fédérées de l'URSS).

mobiliser l'électorat russe contre lui et le « danger de retour en arrière » qu'il incarnait prétendument. Ce dernier prétend représenter, au-delà de l'électorat communiste, l'ensemble des opposants à l'élite du pouvoir. Docteur en philosophie (1995), Ziouganov a développé dans plusieurs ouvrages des idées politiques bien plus proches du nationalisme russe que du marxisme-léninisme de stricte obédience²⁶⁹.

JIRINOVSKI Vladimir Volfovitch

Chef du parti libéral-démocrate de Russie (*Liberal'no-demokratitcheskaïa partiïa Rossii*, LDPR) depuis sa création en 1990. Né le 25 avril 1946 à Alma-Ata (Kazakhstan), Vladimir Edelchteïn a pris le nom de sa mère, n'ayant jamais connu son père²⁷⁰. Diplômé (1970) de l'Institut des langues orientales de l'Université d'Etat de Moscou (spécialiste de langue turque) et de la faculté de droit de la même université (1977), Vladimir Jirinovski parle très bien l'anglais, l'allemand et le français. Des sources non-officielles mais concordantes avancent que Vladimir Jirinovski est un ancien collaborateur du KGB. Officiellement, il a travaillé au Comité soviétique pour la paix (1973-1975), puis comme collaborateur de la Haute école des syndicats (1975), puis du Collège des avocats internationaux de l'URSS (1975-1983) et fut le conseiller juridique des éditions « Mir » (1983-1990). Président-fondateur du LDPR, Vladimir Jirinovski développe depuis 1991 - il prônait alors l'instauration d'un régime autoritaire et d'une économie de marché - une rhétorique populiste à la fois anti-communiste et anti-démocrate. Candidat à toutes les élections présidentielles (à l'exception de celle de 2004) et tête de liste du LDPR à chacune des élections législatives depuis 1993, Vladimir Jirinovski est l'emblème du caractère tribunitien de la vie politique et parlementaire russe. Souvent qualifié d'« ultra-nationaliste », voire de « fasciste », son profil politique est cependant nettement moins caractérisé par une ligne idéologique que par un comportement de trublion protestataire. Alliant une outrance verbale sans bornes et un art consommé de la provocation médiatique à un soutien presque sans faille - si l'on s'en tient au vote du groupe parlementaire LDPR à la Douma - au parti du pouvoir, « Jirik » canalise (et neutralise) depuis plus de 15 ans une part non négligeable du vote protestataire. Sa

²⁶⁹ Ziouganov, G. A., *Derjava*, Moscou, Informpetchat', 1994, 189 p.

²⁷⁰ Dans une formule devenue célèbre, Vladimir Jirinovski, interrogé sur ses origines paternelles juives autour desquelles il souhaitait entretenir un certain flou, il répondait en 1991 : « ma mère est russe et mon père est juriste ». Ce n'est qu'en juin 2006 qu'il a retrouvé la trace (et la sépulture) de son père, Volf (Zeev) Edelchteïn, émigré en Israël en 1953 et décédé à Tel Aviv en 1983.

personnalité éruptive et théâtrale en fait de lui une véritable institution de la vie politique russe. Ses joutes oratoires et son goût pour le coup de poing dans l'hémicycle ou sur les plateaux de télévision sont légendaires. En 2004, il résumait d'une phrase très significative sa conception du rôle joué par la formation politique qu'il dirige et dont il faut souligner qu'elle est la seule (avec le PCFR) à s'être maintenue au Parlement russe depuis 1993 sans discontinuité : « Nous devons sans cesse célébrer l'amour de la patrie et jouer avec les mauvais instincts du peuple. C'est là le destin des oppositions ».

BIBLIOGRAPHIE

- Afanassiev, M. N., *Klientelizm i rossiïskaïa gossoudarstvennost'*, Moscou, M. O. N. F. (1ère éd. 1996), 2000.
- Afanassiev, M. N., *Nevynossimaïa slabost' gossoudarstva : otcherki natsional'noï polititcheskoï teorii*, Moscou, Rosspen, 2006.
- Batourine, Iou. M., Satarov, G. A. et alii, *Epokha Eltsina*, Moscou, Vagrius, 2001.
- Berelowitch, A. et Wieviorka, M., *Les Russes d'en bas: enquête sur la Russie post-soviétique*, Paris, Seuil, 1996.
- Breslauer, G., *Gorbachev and Yeltsin as Leaders*, Cambridge University Press, 2002.
- Brown, A. (dir.), *Contemporary Russian Politics: a Reader*, Oxford University Press, 2001.
- Carrère d'Encausse, H., *L'Empire d'Eurasie : une histoire de l'Empire russe de 1552 à nos jours*, Paris, Fayard, 2005.
- Colas, D. (dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris, PUF, 2002.
- Colas, D., *Les Constitutions de l'URSS et de la Russie (1905-1993)*, PUF, Que sais-je ?, n°2364, 1997.
- Daucé, F., *L'Etat, l'armée et le citoyen en Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Eckert, D., *Le monde russe*, Paris, Hachette supérieur, 2005.
- Favarel-Garrigues, G., *La police des mœurs économiques : de l'URSS à la Russie*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- Merlin, A. (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007.
- Fish, M. S., *Democracy Derailed in Russia : the Failure of Open Politics*, Cambridge University Press, 2005.
- Gel'man, V. ; Steen, A. (dir.), *Elites and Democratic Development in Russia*, New York, Routledge, 2003.
- Hermet, G., *Aux frontières de la démocratie*, Paris, P. U. F., 1983.
- Hermet, G., *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- Hermet, G., *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.
- Hoffman, D. E., *The Oligarchs. Wealth and Power in the New Russia*, New York, Public Affairs, 2002.
- Huskey, E., *Presidential Power in Russia*, New York, M. E. Sharpe, 1999.
- Kagarlitsky, B., *La Russie aujourd'hui: néo-libéralisme, autocratie et restauration*, Paris, Parangon, 2004.
- Klebnikov, P., *Parrain du Kremlin: Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, Paris, R. Laffont, 2001.
- Kliamkine, I. et Timofeev, L., *La Russie de l'ombre*, Paris, Presses de la Cité, 2002.
- Kolesnikov, A. I., *Vladimir Vladimirovitch Poutine : ravnooudalenie oligarkhov*, Moscou, Eksmo, 2005.
- Korjakov, A. V. *Boris Eltsine ot rassveta do zakata*, Moscou, Interbouk, 1997.
- Krychtanovskaïa, O. V., *Anatomiïa rossiïskoï èlity*, Moscou, Zakharov, 2004.
- Laruelle, M. (dir.), *Le rouge et le noir. Extrême-droite et nationalisme en Russie*, Paris, CNRS Editions, 2007.

Le Huérou, A. (dir.), *Tchéchénie : une affaire intérieure ?*, Paris, Autrement, 2005.

Ledeneva, A. V., *How Russia Really Works : the Informal Practices that Shaped Post-Soviet Politics and Business*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

Massias, J.-P., *Droit constitutionnel des Etats d'Europe de l'Est*, Paris, PUF, 1999.

Mendras, M. (dir.), *Comment fonctionne la Russie?*, Paris, Autrement, 2003.

Merlin, A. (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université libre de Bruxelles, 2007.

Pravda, A. (dir.), *Leading Russia : Putin in perspective. Essays in Honour of Archie Brown*, Oxford University Press, 2005.

Primakov, E. M., *Au cœur du pouvoir : mémoires politiques*, Paris, Editions des Syrtes, 2002.

Radvanyi, J., *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin, 2004.

Raviot, J.-R., *Qui dirige la Russie ?*, Paris, Lignes de Repères, 2007.

Raviot, J.-R., Ter Minassian, T., *De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique : genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2006.

Rousselet, K. et Favarel-Garrigues, G., *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, Paris, Autrement, 2004.

Sakwa, R., *Putin: Russia's Choice*, Londres, Routledge, 2004.

Tchadaïev, A., *Poutine. Ego ideologiiä*, Moscou, Evropa, 2006.

Vichnievski, A., *La faucille et le rouble : la modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, 2000.

Wilson, A., *Virtual Politics : Faking Democracy in the Post-Soviet World*, Yale University Press, 2005.

TABLE DES MATIERES

Introduction

Chapitre 1 : La démocratie plébiscitaire d'Eltsine à Poutine

- Démocratie à *la russe* et modèle occidental
- Démocratie administrée et « technologies politiques »
- Dynamique plébiscitaire et pluralisme tribunitien
- Le triomphe du national-centrisme à l'heure Poutine
- Les catégories du vote
- Le « vote contre tous », quintessence de la démocratie à *la russe* ?
- La démocratie plébiscitaire en 2007 : triomphe ou impasse ?

Chapitre 2 : Pouvoir et société : la pyramide des allégeances

- Le césarisme présidentiel
- Etat faible et pouvoir fort : une monarchie sans aristocratie
- Sociologie de l'allégeance : la société post-totalitaire
- Société civile ou élite civique ?
- « Eux » et « nous » : la société russe entre rejet du pouvoir et quête d'autorité
- Le patriotisme, matrice du « politiquement correct » à *la russe*

Conclusion

Annexes :

- Dénominations officielles, sigles et abréviations
- Les grandes dates de la vie politique russe depuis 1985
- Les élections en Russie 1991-2008
- Notices biographiques
- Bibliographie